

LE QUOTIDIEN DE LA CAPITALE

LE SOLEIL

www.cyberpresse.ca

QUÉBEC, LE LUNDI 8 AVRIL 2002

Israël brave Bush

L'offensive s'étend malgré l'appel au retrait des Américains



Deux causes aux antipodes ont trouvé des partisans de tous âges dans plusieurs capitales du monde, encore hier. À gauche, des manifestants participent à une marche dans les rues de Paris pour dénoncer les actes d'antisémitisme et pour soutenir Israël. À droite, Adam Ghadban fait flotter les couleurs palestiniennes à Ottawa au cours d'une manifestation contre l'offensive israélienne. Détails en page A 5.

■ JÉRUSALEM (AFP et AP) — Israël a ignoré, hier, les appels du président des États-Unis, George W. Bush, pour un retrait des six villes palestiniennes réoccupées. Au contraire, l'offensive israélienne a encore gagné en ampleur. Et le premier ministre Ariel Sharon a déclaré qu'il ne serait pas possible de revenir à la situation qui prévalait avant le déclenchement de l'offensive en cours.

Le chef d'état-major israélien, le général Shaul Mofaz, a estimé, pour sa part, que l'opération devrait durer au moins trois semaines supplémentaires pour parvenir à ses fins, tandis que M. Sharon a évoqué de possibles « désaccords » avec Washington sur le terme de l'offensive.

Les militaires israéliens n'ont pas caché leur souhait d'une offensive d'un mois, suivie d'une opération de ratissage de même longueur.

Mais le Conseil de sécurité des Nations unies, qui s'est réuni hier soir à la demande des pays arabes, a insisté sur une application immédiate de ses résolutions réclamant un cessez-le-feu et le retrait sans délai des troupes israéliennes des villes palestiniennes.

Le chef de la diplomatie espagnole, Josep Piqué, dont le pays assure la présidence tournante de l'Union européenne, a qualifié, hier, de « scénario possible » des sanctions contre Israël

en cas de refus persistant d'Israël.

Le général Mofaz a évalué à 200 le nombre de Palestiniens tués par l'armée israélienne depuis le déclenchement de son opération « Rempart », le 29 mars, en Cisjordanie, selon une source gouvernementale.

Mofaz a ajouté que 13 militaires israéliens avaient été tués et 143 blessés dans cette opération. Quelque 1500 Palestiniens ont été blessés, a-t-il précisé, dans un rapport présenté

Voir ISRAËL en A 2 >

□ Pas d'ombre sur le G8 Page A 6
 □ Arafat, hôte charmant Page A 13

Les logements s'envolent comme jamais

MYLÈNE MOISAN
 M.Moisan@lesoleil.com

Ça n'a encore rien à voir avec la crise du logement de Montréal, mais les appartements de Québec s'envolent cette année comme des petits pains chauds. Du jamais vu, selon la très grande majorité des propriétaires contactés par LE SOLEIL.

« C'est effrayant. Je n'ai jamais vu ça. Juste hier, j'ai eu une soixantaine d'appels pour mon 4 et 1/2. La compétition est féroce », a observé une propriétaire, qui a loué en moins de deux son appartement dans le quartier Saint-Jean-Baptiste.

Même constat chez Éric Brideau, qui gère 300 logements dispersés un peu partout dans la ville. Il a observé une augmentation du nombre d'appels de l'ordre de 30 %, pour cette année seulement. « Ça appelle plus et ça se loue beaucoup plus rapidement. Ça fait huit ans que je suis là-dedans et c'est de loin la meilleure année », a-t-il remarqué.

« Avec un taux d'occupation de 0,8 %, c'est sûr que les gens se précipitent. Ils savent que ça va être l'enfer de trouver un logement », commente Alain Marcoux, qui travaille au SOS-ACO, un groupe de ressources techniques pour aider les gens à mettre sur pied une coopérative d'habitation. M. Marcoux, qui travaillait jusqu'en novembre pour le Bail, un organisme dédié aux droits des locataires, souligne combien le virage a été radical dans la

Voir LOGEMENTS en A 2 >



Les locataires devront s'habituer à ces immeubles affichant « complet », comme ici dans le quartier Saint-Jean-Baptiste, à Québec.

SOMMAIRE

Actualités	A 3	Éditorial	A 16
Agenda	B 10	Le monde	A 12
Arts et vie	B 1	Petites annonces	S 14
Automobile	C 5	Québec / Canada	A 6
Bridge	S 19	Sports	S 1
Capitale et régions	A 14	Statistiques	S 12
Décès	C 10	Supermarché/auto	C 8
Divertissements	B 11	Télévision	B 2

LA MÉTÉO

Maximum 3, minimum 2

Nuageux avec averses et vents légers. Détails page S 20.

Accumulation de neige (à 13 h hier)
 Ce mois-ci : 8,6 cm Lan dernier : 0,6 cm
 Cet hiver : 247,4 cm L'hiver dernier : 253,1 cm

QUÉBEC, 106^e ANNÉE, N° 99
 FLORIDE, 1,75 \$ US
 MONTRÉAL, OTTAWA 87¢
 PLUS TAXES



65¢ PLUS TAXES 6 2765700071 1

CHICOUTIMI OU SAGUENAY ?

Les Saguenéens déchirés, pour un nom comme pour un OUI

■ Les résidents de Chicoutimi, de Jonquière et de La Baie iront voter les 12, 13 et 14 avril afin de choisir le nom définitif de l'agglomération issue des fusions, une démarche qui les conduit à se déchirer entre frères et sœurs, comme ça ne s'était pas vu depuis le référendum de 1980.



Marc Lestage

M.Lestage@lesoleil.com

Les nerfs sont à fleur de peau et les Bleuets n'entendent pas à rire avec la démarche. La résolution décrétant cette consultation précise que le choix de la population sera « définitif et sans appel ».

Entre-temps, la capitale régionale ront désormais Ville de Saguenay.

L'Office de la langue française puis la

Voir SAGUENÉENS en A 2 >

□ Une page à tourner Page A 7



Trois villes qui n'en font plus qu'une, mais laquelle ?

L'ONU se penche sur la bombe du vieillissement

■ MADRID (AP) — Les prévisions sont catégoriques : dans un demi-siècle, si la tendance actuelle se maintient, le nombre des plus de 60 ans aura triplé et représentera à l'échelle mondiale deux milliards de personnes, soit plus que la population jeune. Cette perspective et les moyens d'y faire face sont au menu de la seconde Assemblée mondiale sur le vieillissement, qui s'ouvre aujourd'hui à Madrid.

Les représentants de 160 pays et de plusieurs organisations internationales vont débattre durant cinq jours de ces questions, afin d'adopter une stratégie à long terme mais aussi un plan d'action immédiat.

Les experts avertissent en effet que le vieillissement de la population pourrait déclencher une crise économique mondiale dans les 20 années à venir. La proportion des travailleurs payant des impôts se réduisant comme peau de chagrin, les budgets nationaux ne suffiront plus pour assurer le versement des retraites et le remboursement des frais de santé des « seniors ».

« D'ici la mi-2020, pratiquement l'ensemble du monde développé risque de devenir une grande Argentine, faute de réformes draconiennes », prévient Paul Hewitt, du Centre de recherches stratégiques et internationales (CIS) à Washington. Une référence à la situation de cessation de paiement dans laquelle s'est retrouvé le géant sud-américain.

Selon le CIS, la proportion des per-

sonnes actives par rapport aux retraités dans les pays développés devrait passer d'ici 2050 de neuf pour un à quatre pour un, ce qui signifie que les États — tout particulièrement en Europe — ne pourront plus couvrir les dépenses de sécurité sociale comme ils le font aujourd'hui.

Les Nations unies reconnaissent que le vieillissement démographique changera inévitablement la donne pour « l'épargne, l'investissement et la consommation, le marché de l'emploi, les retraites, l'imposition, (...) la santé, la composition des familles, les modes de vie, le logement et les migrations ».

Les débats porteront aussi sur les effets catastrophiques du vieillissement dans les pays en développement. Avec l'abaissement du taux de natalité, les populations du tiers-monde vieillissent à un rythme trop rapide pour leurs sociétés respectives, constate l'ONU. Aux fléaux traditionnels que sont la pauvreté et la maladie risque

Voir BOMBE en A 2 >



Ford FOCUS 2002
 à partir de seulement 189\$ /mois*

Comptant de 2 800 \$ ou échangez votre ancien véhicule. Location 88 mois + 20 000 km/année. Transport, assurance et taxes incluses. Ford Focus. Taxes en sus. *Prix à titre indicatif.

AutoCollection

Votre concessionnaire Ford à Québec

175, rue Marais, Vanier
 1350, Jean-Talon Nord, Sainte-Foy



ACTUALITÉS

Soyez  des nôtres

Gala bénéfice Femmes de mérite
Le mercredi 15 mai au Château Frontenac
Réservation: 683-2155
LE SOLEIL (Entente de commande)

CELLULAIRE AU VOLANT Un autre sondage suggère de l'interdire

LIA LÉVESQUE
Presse canadienne

MONTRÉAL — Une importante majorité de Canadiens, et encore plus de Québécois, souhaitent que l'on interdise le téléphone portable sans main libre en conduisant.

C'est ce que révèle un sondage Léger Marketing, réalisé auprès de 1508 répondants, dont les résultats ont été communiqués à la Presse canadienne.

Pas moins de 81% des Canadiens interrogés se disent favorables à l'interdiction de l'utilisation du téléphone portable sans main libre en conduisant. Quelque 86% des Québécois pensent de même.

Étonnamment, même 72% des personnes qui utilisent habituellement leur téléphone portable sans main libre en conduisant sont en faveur de cette interdiction.

Les femmes sont davantage en faveur de l'interdiction que les hommes. Le penchant pour l'interdiction est également plus élevé chez les personnes âgées de 45 ans et plus.

La proportion de ceux qui trouvent le téléphone cellulaire sans main libre dangereux en conduisant est encore plus importante. Quelque 91% des Canadiens le trouvent très dangereux ou assez dangereux et 90% des Québécois.

NUANCE

Le directeur de l'éducation routière au CAA-Québec Yvon Lapointe met un bémol à cette mauvaise réputation du téléphone cellulaire, arguant qu'il n'est « pas la seule source de distraction » au volant. Que dire, avance-t-il, du courrier électronique, de l'Internet, du télécopieur, du système GPS qui peuvent être accessibles en voiture ?

Le cellulaire n'est que la pointe de l'iceberg

« Le cellulaire, c'est une chose ; il faut s'en préoccuper. Il faut donner des consignes de sécurité dans son usage, comme éviter de composer au volant, éviter d'engager des conversations, etc., mais on sait que le cellulaire n'est que la pointe de l'iceberg. »

À son avis, avant de songer à interdire, il faudrait d'abord éduquer et sensibiliser le public.

M. Lapointe manifeste aussi du scepticisme face à la possibilité d'appliquer une loi qui interdirait le cellulaire au volant. « Une législation, c'est bien beau, mais est-ce contrôlable ? » Les policiers ne pourraient détecter que ceux qui utilisent un téléphone sans main libre, alors qu'arriverait-il des utilisateurs de téléphone avec main libre ? demande M. Lapointe.

Malgré ces réserves qu'ils émettent, les gens ne sont pas prêts à revendiquer l'interdiction de l'utilisation du téléphone portable dans un lieu public. Une majorité de Canadiens, soit 63,5%, désapprouve l'idée d'interdire l'utilisation du téléphone portable dans un lieu public. Il en est ainsi de 60,5% des Québécois.

Reste qu'autour du tiers des Canadiens, soit 31%, serait en faveur de l'idée d'interdire l'utilisation du téléphone portable dans un lieu public. Il en est de même pour 37% des Québécois.

Le sondage a été réalisé auprès de 1508 Canadiens, du 5 au 11 septembre. La marge d'erreur est de 2,6%, 19 fois sur 20.



Le second Challenger, qui sert habituellement aux déplacements du premier ministre, pourrait être utilisé au besoin.

Encore des ennuis pour l'avion-ambulance

Le Challenger doit atterrir d'urgence à Québec pour la deuxième fois en deux semaines

ISABELLE MATHIEU
IMathieu@lesoleil.com

L'avion-ambulance du gouvernement du Québec a connu de nouveaux ennuis mécaniques hier et a dû atterrir d'urgence à l'aéroport Jean-Lesage.

Le Challenger 601-1A était parti de Bagotville et devait amener un patient à Montréal. En plus du pilote et du copilote, un médecin et une infirmière prenaient place à bord de l'avion.

Vers 15 h 30, un indicateur lumineux s'est allumé, annonçant au pilote que

le système antidécrochage était défectueux. Par mesure de précaution, le pilote a mis le cap vers Québec, la base d'entretien de l'avion-ambulance.

Dix minutes avant d'arriver à l'aéroport Jean-Lesage, l'équipage a senti une odeur de surchauffe dans la cabine de pilotage. Les mesures d'urgence ont aussitôt été déclenchées, mais l'avion contenant 4000 litres de carburant a pu se poser sans problème. Les pompiers n'ont pas eu à intervenir.

Les ambulanciers ont pris soin du patient tandis que le Challenger était

amené au hangar pour subir une inspection. « Pour l'instant, on ne sait pas quelle est la cause du problème, indique Michel Gagnon, directeur du Service aérien gouvernemental (SAR). L'indicateur est revenu correct, mais on va faire des tests. »

C'est le Dash-8 du SAR qui a pris la relève. « Il est prêt à partir dans les délais réguliers, assure Michel Gagnon. Si on doit faire un très long trajet, on pourra prendre aussi le second Challenger qui sert habituellement au premier ministre. »

C'est la deuxième fois en deux semaines que l'avion-ambulance connaît des ratés. Le 24 mars, le Challenger avait dû se poser d'urgence à l'aéroport Jean-Lesage à la suite d'un bris au moteur droit. « L'avion avait été immobilisé environ trois jours, le temps qu'on reçoive et qu'on installe la pompe pour le moteur », explique le directeur du SAR en ajoutant qu'il n'y a aucun lien entre le bris du moteur et la surchauffe d'hier. Le Challenger 601-1A a été construit par Bombardier en 1988 et a accumulé près de 18 000 heures de vol.

RECTORAT À LAVAL

Côté lève le suspense

Le directeur des élections annoncera aujourd'hui ce qu'il entend faire des bulletins annulés

MYLÈNE MOISAN
MMoisan@lesoleil.com



Le directeur des élections, André C. Côté

■ Le directeur des élections de l'Université Laval, André C. Côté, mettra fin aujourd'hui au suspense entourant son interprétation des règles électorales qui ont conduit mercredi à un cul-de-sac.

« Ma décision est prise, j'en suis à la rédaction », a indiqué M. Côté, joint au téléphone hier après-midi. Le directeur des élections a préféré ne rien dévoiler du fruit de sa réflexion, souhaitant en aviser auparavant les candidats François Tavenas, Pierre Moreau et Christian Robitaille. Ces derniers devaient être informés ce matin.

Vendredi, l'avocate du candidat Pierre Moreau a demandé à M. Côté de se prononcer sur le processus électoral, principalement sur la définition de « participants au scrutin » qui est au cœur du litige. M. Côté annoncera aujourd'hui s'il juge qu'il a le pouvoir — ou le devoir — de se prononcer, ce qu'il fera dans l'affirmative.

M. Moreau, à qui il manquait une seule voix pour décrocher le titre de recteur, conteste le calcul du nombre de participants établi par M. Côté. Ce dernier a retenu toutes les personnes qui ont pris un bulletin de vote, alors que M. Moreau ne calcule que ceux qui se sont véritablement prononcés, excluant les bulletins annulés et les bulletins blancs.

Au deuxième tour, M. Côté a établi à 65 le minimum de votes requis pour être élu, quatre de plus que M. Moreau. Une différence qui lui aurait donné la victoire par deux voix.

Le recteur de l'Université Laval, François Tavenas, s'est indigné vendredi de la volonté de M. Moreau de « réinventer les règles à la fin parce

que les résultats ne font pas son affaire ». M. Tavenas avait convoqué une conférence de presse pour annoncer qu'il demeurerait à son poste jusqu'aux prochaines élections prévues en novembre, voulant ainsi clouer le bec à ceux qui voyaient en lui un recteur en sursis.

Le président du conseil d'administration de l'université, Richard Drouin, compte pour sa part sur M. Côté pour dénouer cet imbroglio. Si la décision du directeur d'élections devait laisser la situation inchangée, M. Drouin se verrait alors dans l'obligation de trouver une autre solution.

« L'impasse actuelle, si elle ne pouvait être résolue au niveau du président d'élections, nécessite à mon avis une action rapide de la part des instances universitaires, dont le conseil d'administration, afin d'éviter qu'une situation, que je qualifierais d'incertaine, ne persiste », a-t-il écrit dans un courriel envoyé vendredi aux membres du conseil.

Vimy se souvient

VIMY, France (PC) — Treize étudiants canadiens se sont joints à un groupe de dignitaires du Canada, de France et de Grande-Bretagne, hier, à l'occasion d'une cérémonie du souvenir marquant le 85^e anniversaire de la bataille de la crête de Vimy.

Au Monument commémoratif du Canada à Vimy, dans le nord de la France, le ministre fédéral des Anciens combattants, Rey Pagtakhan, a rendu hommage à ceux qui ont combattu et sont morts pour le Canada.

« Le Monument commémoratif de Vimy nous rappelle de façon spectaculaire et tangible ce qui a été accompli sur ce sol, il y a tant d'années », a déclaré M.

Pagtakhan, en présence de Jacques Floch, secrétaire d'État responsable des Anciens combattants, qui représentait la France, et de Jacques Bilodeau, ambassadeur du Canada auprès du Royaume de Belgique et du Grand-Duché de Luxembourg, également représentant personnel du premier ministre Jean Chrétien pour la Francophonie.

Quelque 25 maires de villes françaises abritant des monuments à la mémoire de militaires canadiens ont aussi assisté à la cérémonie soulignant l'anniversaire de la bataille, engagée le 9 avril 1917 et couronnée cinq jours plus tard, par la prise de contrôle de la crête par les troupes canadiennes.



Malibu

19 998\$*

tout équipé



Photos à titre indicatif *Transport et taxes en sus. Financement bancaire.

Partez sans payer en location

MARLIN

CHEVROLET-OLDSMOBILE inc.
2145, Jean-Talon Sud, Sainte-Foy
688-1212

0%
financement à l'achat

Comptant	Mensualité**
0\$	335\$
1500\$	302\$
2500\$	280\$

Venture



** Premier paiement \$ Dépôt \$ Comptant requis

** Location 48 mois ou 80 000 km. Transport et préparation inclus. Taxes en sus.

Service après-vente • ouvert le soir • jusqu'à 21h (lundi au jeudi)

Apprendre à vivre avec un alcoolique

MYLÈNE MOISAN

MMoisan@lesoleil.com

L'alcoolique, lorsqu'il s'abandonne à la dive bouteille, n'a d'yeux que pour elle. La famille et les amis passent souvent loin derrière, sans trop savoir quoi faire. C'est pour eux que Le Passage a vu le jour.

C'était en 1997. Lyne Guay, qui travaillait avec les adolescents à la Maison Jean Lapointe, s'est vite rendu compte que certaines branches de l'arbre généalogique des alcooliques marinaient déjà dans l'eau-de-vie. « Quand je rencontrais les ados, ils me disaient "jamais personne ne m'a expliqué". Ils reproduisaient un modèle avec lequel ils avaient grandi mais qu'ils ne comprenaient pas vraiment. Je me suis mise à penser à ça et j'ai décidé de fonder Le Passage », raconte-t-elle.

S'inspirant de ce qui existait déjà en Italie et aux États-Unis, elle a décidé d'importer la formule au Québec, « qui était 15 ans en retard ». Elle a décidé de s'occuper exclusivement de ceux qui ont à vivre avec une personne dépendante, que ce soit à l'alcool, au jeu, à la drogue ou aux médicaments. Le Passage est le seul organisme du genre à Québec. Montréal n'a pas d'équivalent.

Cinq ans plus tard, son organisme roule à fond de train et étire jusqu'à la corde chacun des quelque 130 000 \$ de son enveloppe budgétaire annuelle, dont 40 % provient des gouvernements. Au cours des 12 derniers mois, plus de 900 personnes sont venues chercher de l'aide, une augmentation de 350 % depuis l'ouverture. Tout ça pour sept intervenants, dont un seul à temps plein, et une trentaine de bénévoles. « On a atteint notre limite avec l'argent qu'on a. On a des besoins pour 300 000 \$, mais c'est difficile de trouver des subventions », déplore M^{me} Guay.

Le Passage vient d'ailleurs de recevoir un peu plus de 30 000 \$ de l'Initiative de partenariats en action communautaire (IPAC), alors que la demande était de 117 000 \$. Une preuve, selon la directrice du centre de thérapie, que l'aide aux proches n'a pas encore gagné ses lettres de noblesse.

« Actuellement, on morcelle l'intervention. On s'occupe de la personne toxique sans s'occuper des proches, qui deviennent en quelque sorte une cellule toxique. Tu travailles dans le vide si tu ne travailles pas sur le milieu où évolue la personne. »



Lyne Guay s'est inspirée d'une formule existant déjà aux États-Unis.

BRISER L'ISOLEMENT

Chaque fois qu'une personne franchit la porte du Passage, le défi est le même : l'aider à ne pas y laisser sa peau. « Nous, on travaille à amener les gens à adopter des mécanismes protecteurs sains, comme parler, exprimer leurs besoins, au lieu de s'isoler. On veut amener la personne à se valoriser, à être bien dans sa peau malgré les épreuves. Et malgré la honte aussi », explique M^{me} Guay.

Les enfants ont particulièrement besoin de prévention. Voir son père ou sa mère aimer davantage l'alcool que soi laisse des marques et attise l'insécurité. Devant l'incompréhension, l'enfant risque fort de développer un des quatre rôles de survie pour échapper à la dure réalité, soit devenir héros, bouc émissaire, souffleur ou rêveur. « Dans les quatre cas, ce ne sont pas des façons saines de réagir. »

Se référant à différentes études, M^{me} Guay soutient que 85 % des familles américaines sont dysfonctionnelles. À divers degrés, bien sûr. Au Québec, aucun chiffre n'est disponible. « Une famille dysfonctionnelle est faite de personnes qui ne se parlent pas de ce qu'ils vivent, de leurs perceptions. C'est un peu comme la mafia, où les règles sont rigides et les valeurs figées. Il y a aussi de l'incohérence, selon l'humeur de ce-

lui qui fixe les règles. Dans ce contexte, les enfants sont susceptibles de développer de l'insécurité », relève la directrice du Passage.

Le caractère dysfonctionnel n'est pas l'apanage des familles vivant avec un membre « dépendant », mais il en est un des dénominateurs communs. C'est pourquoi il importe de travailler à la source pour éviter de perpétuer le modèle, de transmettre le *pattern*. « Pour briser le cycle, il faut comprendre la situation et être capable de dire non. »

De plus en plus, des chercheurs s'intéressent à la résistance de certains individus, qui font face aux épreuves beaucoup mieux que les autres, qui ont une « force intérieure » leur permettant de continuer à marcher là où les autres trébuchent. « C'est un élément nouveau. Ce sont des individus qui ont des capacités incroyables pour passer au travers d'obstacles sans subir de conséquences », souligne M^{me} Guay.

Mais, malheureusement, toutes les personnes ne sont pas naturellement résistantes. La plupart d'entre elles ont besoin d'un coup de pouce pour trouver la lumière au bout du tunnel. « Les victimes de ces familles sont comme des victimes de guerre. Toujours sur le qui-vive, toujours avec un stress aigu. Comme dans le film *Nous étions guerriers*. Ces gens-là ont besoin d'aide. »

La grand-messe du modèle réduit

MYLÈNE MOISAN
MMoisan@lesoleil.com

Ça papotait ferme hier dans la grande salle du patro Roc-Amador où étaient exposés des dizaines d'avions, trains, bateaux, version réduite. Que des hommes, ou à peu près, réunis pour la grand-messe du modélisme. Un passe-temps certes, mais un club social aussi.

« Des fois, au club (de Saint-Étienne), il y a des gars qui amènent leur avion, mais qui passent la journée à jaser, sans même faire voler leur avion, raconte Patrick Forgues, un passionné de modélisme depuis cinq ans. C'est le fun parce qu'il y a des gars de 65 ans et des gars de 25 ans et les frontières entre les générations n'existent plus. »

Lorsque LE SOLEIL l'a rencontré hier au 26^e Salon du modèle réduit, M. Forgues repassait amoureusement l'aile d'un avion, qu'il recouvrait d'une toile. Il a avoué, en riant, ne pas en faire autant avec ses vêtements. Comme les dizaines d'autres mordus de modélisation présents au salon, il était intarissable. Voilà donc le mythe de l'homme qui ne parle pas.

Réal Boivin était aussi fier de montrer les deux modèles réduits qu'il avait amenés au Salon. Contrairement à la majorité des modèles exposés en fin de semaine, les siens n'avaient pas de moteur, ne volaient pas, ne roulaient pas. Son hélicoptère tenait dans deux mains et avait exigé de lui une extrême minutie.

Il n'y avait pas que des véhicules conventionnels. Quatre collégiens du cégep de Limoilou avaient apporté leur reproduction du Rocky 7, un véhicule conçu par la NASA pour explorer des sols extraterrestres. Il a mis quatre ans à reproduire à l'échelle l'étrange bolide, à l'aide de photos seulement. « Quand mes plans ont été finis, je les ai envoyés aux ingénieurs de la NASA qui ont travaillé dessus et ils m'ont dit que j'avais vu juste. Ils m'ont beaucoup aidé et ils ont répondu à mes questions », raconte, emballé, le cerveau du projet, Guillaume Drolet, qui rêve de travailler un jour pour l'agence spatiale américaine.

Guillaume a dépensé de sa poche 4500 \$ pour fabriquer cet étonnant jouet, une aubaine par rapport au prototype original, qui a coûté 12 millions de dollars. Américains, bien sûr.



Guillaume Drolet, Sébastien Lévesque et Simon Blanchet ont réalisé cette maquette avec leur ami Luc Bernard.

EN BREF

Un plafond au prix de l'essence

■ MONTRÉAL — La CSN a demandé au ministre des Ressources naturelles, François Gendron, d'utiliser son pouvoir pour instaurer un plafond sur le prix de l'essence. Dans un communiqué, la centrale syndicale affirme que les consommateurs sont à la merci de quelques compagnies qui s'entendent pour faire des profits faramineux. La CSN fait remarquer que le prix de l'essence n'est pas réglementé et que le ministre Gendron pourrait intervenir pour mettre fin à cette situation. Interrogé sur la question hier, le ministre a affirmé que s'il y a quelque chose à faire en ce sens, c'est la Régie de l'énergie qui est l'instance habilitée à examiner la question. Il soutient cependant que personne ne lui a signalé d'infraction aux règles de la concurrence qui nécessiterait une décision à court terme. (PC)

SERVICES DE GARDE Reprise des négos le 12 avril

■ MONTRÉAL — La vice-présidente de la CSN, Claudette Carbonneau, accueille favorablement la décision du gouvernement québécois de reprendre les négociations avec les syndiqués des services de garde le 12 avril. Les pourparlers sur l'équité salariale et sur le régime de retraite étaient interrompus depuis l'automne 2001 dans un cas et décembre 2000 dans l'autre. (PC)

ATTAQUES À L'ANTHRAX L'auteur pourrait être un scientifique brillant

WASHINGTON (AFP) — Une étude secrète envoyée à des hauts responsables gouvernementaux suggère que l'auteur des attaques au bacille du charbon aux États-Unis pourrait être un scientifique brillant capable d'avoir fabriqué une forme de bactérie « utilisable comme arme », rapporte le magazine *Newsweek* à paraître lundi.

Selon cette étude, une nouvelle analyse montre que la bactérie du charbon trouvée dans une lettre adressée au président de la commission judiciaire du Sénat, Patrick Leahy, avait une qualité que les experts en armes biologiques américains ne sont pas capables d'atteindre.

Une qualité que les experts américains ne sont pas capables de reproduire

Cette bactérie, envoyée en novembre dernier dans une enveloppe qui n'avait pas été ouverte, était recouverte d'un composant chimique inconnu des experts qui ont travaillé dans ce domaine pendant des années, selon *Newsweek*.

L'étude montre que ce composant ne correspond à aucun échantillon connu, y compris ceux produits en Irak et dans l'ex-Union soviétique.

La combinaison de cette bactérie moule très finement avec un composant chimique inconnu dont elle était recouverte a produit une poudre fine et duveteuse jamais vue auparavant, selon les experts cités par la revue.

L'étude indique que la police fédérale (FBI) a commencé à examiner la possibilité que les lettres contenant le bacille du charbon puissent avoir été envoyées par un scientifique mécontent ayant travaillé pour un programme américain d'armes biologiques.

Des attentats au courrier piégé contenant la bactérie ont fait cinq morts entre le 5 octobre et le 21 novembre aux États-Unis. Plusieurs lettres contaminées avaient été envoyées par la poste à des hommes politiques et à des journalistes.



L'Acura 1.7EL



La nouvelle Acura RSX

L'Acura 1.7EL

Incluant : nouveau moteur 1,7 litre VTEC • freins à disque aux 4 roues avec ABS • climatiseur • groupe électrique • radio AM/FM avec lecteur CD • roues en alliage et tellement plus...

La nouvelle Acura RSX

Incluant : moteur 2,0 litres i-VTEC de 160 chevaux • freins à disque aux 4 roues • roues de 15 po • groupe électrique • climatiseur automatique • radio AM/FM avec lecteur CD • système d'entrée sans clé et tellement plus...

Passez à l'action.

ACURA votre concessionnaire fiable



ACURA
Optima
QUÉBEC

4901, boul. des Galeries
Québec, QC, G2K 1X1
622-8180, 1-888-21-ACURA
www.acuraoptima.com



27,50\$ par mois (abonnement annuel, sans les taxes)

Services inclus
Salles de musculation et d'aérobic
Piscine olympique
Pistes de jogging et patinoires
Réservation de terrains
Stationnement intérieur*

*La réservation est gratuite les samedi et dimanche et les matin, midi et soir.

PEPS Physiquement plus grand!
www.peps.ulaval.ca

Inscrivez-vous dès maintenant!

656-PEPS

UNIVERSITÉ LAVAL
Nos partenaires : LE SOLEIL

La haine

La scène se passait à l'entrée de la ville de Bethléem, au mois de décembre dernier. En compagnie de quelques dizaines de Palestiniens, nous attendions pour franchir un point de contrôle de l'armée israélienne, lorsque des éclats de voix ont attiré notre attention.

Un jeune Palestinien avait essayé de trafiquer sa carte d'identité pour se rendre à Jérusalem. Ou quelque chose du genre, d'après ce qu'on m'a expliqué par la suite...

Tout le monde était très énervé. Le ton a vite monté. Le gars s'est chamaillé un peu avec trois ou quatre soldats. À un certain moment, ces derniers avaient l'air de vouloir confisquer ses papiers.

Et puis, soudain, l'un des soldats a perdu la raison. Il a attrapé le jeune homme par les cheveux. Il l'a traîné sur plusieurs mètres. Puis il s'est mis à lui frapper la tête de toutes ses forces sur un poteau de métal.

Le bruit de la tête qui frappait le poteau. Un son horrible. Ça ne s'oublie pas. Pétrifiés d'horreur, nous regardions tous le soldat en train de défoncer le crâne du malheureux.

Comme des cons, nous attendions qu'il se passe quelque chose, que le soldat se ressaisisse, que *Superman* vienne à la rescousse. Rien à faire. Les superhéros ne sont jamais là quand on a besoin d'eux. Il faudrait

donc se débrouiller seuls. J'ai fini par interpellier le soldat. Un réflexe. Sur le coup, je n'ai même pas reconnu le son de ma voix. « Hé! »

Le soldat s'est retourné. Vert de rage. On aurait dit que ses yeux allaient bondir de leur orbite. Il a pris son fusil à deux mains en s'avançant vers moi. J'ai cru qu'il allait me frapper avec la crosse.

À la place, il s'est contenté d'aboyer. « Vos papiers! » Je lui ai tendu mon passeport; il l'a regardé et tout à coup, il s'est passé une chose incroyable.

Quelques secondes auparavant, j'avais en face de moi une bête féroce. Là, d'un coup de baguette magique, en voyant mon passeport occidental, le bourreau s'est transformé en petit angeot raffiné, plein de compassion. Docteur Jekyll et Mister Hyde. Il m'a aussitôt conseillé de bonnes adresses à Jérusalem. Il n'était question que de lasagne et de falafel. Un vrai guide touristique!

Après, il s'est mis à me parler des filles de Montréal. Ou de Toronto. En fait, je ne sais plus trop. Du coin de l'œil, je surveillais un groupe de femmes en train de relever le jeune homme, salement amoché mais toujours conscient.

Le soldat à la double personnalité a dû rester là un bon moment à rêvasser, pendant qu'on évacuait discrètement



Jean-Simon Gagné

JSGagne@lesoleil.com

sa victime. Pour ma part, dès qu'il m'a rendu mes papiers, j'ai filé vers Bethléem sans demander mon reste.

Il était temps! Encore deux minutes, et le monstre désormais apprivoisé m'aurait demandé des nouvelles du Canadiens de Montréal ou de la Cage aux sports de Belœil.

Tout compte fait, seul le sang qui coulait doucement sur le poteau attestait que nous ne venions pas de rêver. Pourquoi je vous raconte cela? Parce que chez nous, on parle toujours avec un peu de condescendance des pays en guerre. Comme s'ils étaient peuplés de barbares moins civilisés que nous. En fait, on sous-estime l'incroyable avilissement moral que provoquent les guerres. Comme si les gens finissaient par mettre leur hu-

manité entre parenthèses. Un bon matin, Ti-Gus et une partie du voisinage se transforment en tueurs. Ti-Gus étripe son voisin d'une autre couleur, lance le téléviseur de ce dernier par la fenêtre et met le feu à la maison.

Et puis? Et puis il retourne paisiblement écouter une version locale de *The Price Is Right* en mangeant des chips.

Au Kosovo, il y a deux ans, j'ai vu des enquêteurs internationaux qui interrogeaient des villageois sur l'emplacement d'éventuels charniers.

Devant ces enquêteurs, les villageois faisaient semblant de ne pas savoir. Mais dès qu'ils avaient le dos tourné, les langues se déliaient. Un jour, une vieille dame serbe a tenté de m'expliquer.

Elle voulait me raconter quelque chose « d'important », disait-elle. Pour éviter que des oreilles indiscrettes ne surprennent ses confidences, nous sommes allés sur le bord d'une rivière qui marque la frontière entre les territoires albanais et serbe.

Rendus là, nous avons un peu regardé l'eau sale. Puis elle s'est mise à parler. Très vite.

Elle m'a raconté comment elle avait participé aux saillages de maisons d'Albanais, quelques mois auparavant, au milieu d'une foule déchaînée. Quelques Albanais avaient été précipités dans la rivière. D'autres avaient été défenestrés. La foule avait tout pulvérisé avant de mettre le feu. L'hôpital serbe tout proche n'avait même

pas voulu de certains blessés. « De toute façon, dans l'état où ils étaient, ça ne changeait pas grand-chose », expliquait la vieille.

Elle avait un peu honte d'elle-même, mais elle ne regrettait rien. Elle avouait ses crimes comme d'autres vous disent : « Je me suis acheté une paire de souliers roses et j'ai mangé du porridge ce matin. »

La dame n'aimait pas les Albanais. Pourquoi? Parce que les choses sont ainsi. Les hirondelles reviennent au printemps. Les chats poursuivent les souris. Les Serbes n'aiment pas les Albanais. Et vice-versa.

« Ne demande jamais comment des choses aussi horribles peuvent se produire. Jamais. On s'habitue à tout, même à devenir un monstre. »

Et voyant que je n'y comprenais rien, elle a ajouté, avant de repartir chez elle.

« Mon fils, la haine ne s'apprend pas. Quand le moment devient propice, personne n'est obligé de t'expliquer ce que tu dois faire. En réalité, tu agis comme les autres, tu te contentes de suivre le flot. Je n'ai pas connu beaucoup de gens qui résistaient à cet espèce d'appel du sang. Après un moment, tous les gestes viennent naturellement... »

Et pour être bien sûr que je comprenais bien, elle a passé l'un de ses gros doigts crasseux sur ma gorge. Comme pour la trancher.

« Même ça, » a-t-elle conclu.

À Ottawa aussi

■ OTTAWA — Quelque 2000 personnes sympathiques à la cause des Palestiniens ont agité des drapeaux et scandé des slogans à Ottawa, hier, lors d'une manifestation tenue devant l'ambassade des États-Unis. La police a fermé la rue tandis que les protestataires se massaient derrière les barricades érigées de l'autre côté de celle-ci, en face de l'ambassade. Simon Ibrahim, l'un des organisateurs de la manifestation, a estimé que le gouvernement américain pourrait contribuer à mettre un

terme à l'escalade de la violence au Moyen-Orient. Les manifestants, qui s'étaient rassemblés un peu plus tôt sur la Colline parlementaire, souhaitent également que le Canada durcisse sa position face aux autorités israéliennes. « Nous sommes ici pour demander à notre gouvernement canadien de presser Israël à cesser l'occupation de la Palestine », a indiqué M. Ibrahim. Une manifestation similaire a eu lieu à proximité du consulat d'Israël à Toronto, samedi. (PC)



CONFLIT ISRAËL-PALESTINE

Vague de manifs

PARIS (AFP) — Des manifestations dénonçant l'escalade de la violence au Moyen-Orient, presque toutes en soutien aux Palestiniens, ont eu lieu pendant toute fin de semaine à travers le monde.

La plus importante a réuni dimanche à Rabat des centaines de milliers de personnes — un million selon la police et jusqu'à trois millions selon les organisateurs —, venues de tout le Maroc pour témoigner de leur solidarité avec les Palestiniens.

Cette marche était relayée par l'ensemble des partis politiques et par de nombreuses associations marocaines. Le premier ministre Abderrahmane Youssoufi et des membres du gouvernement y ont pris part, ainsi que de nombreux islamistes qui ont appelé au jihad (guerre sainte), réclamant « des armes pour combattre Israël ».

En Europe, des manifestations ont eu lieu dans nombre de grandes villes.

À Paris, 18 000 personnes selon la police et 40 000 selon les organisateurs ont défilé samedi en soutien aux Palestiniens. Une douzaine de manifestations ont également eu lieu dans des villes de province.

Hier, plus de 50 000 personnes ont manifesté à Paris et des milliers en province, cette fois à l'appel de la communauté juive — la plus importante d'Europe, 700 000 membres —, pour dénoncer la multiplication d'actes antisémites en France et dire leur soutien au peuple israélien, mais aussi, pour certains, afin d'exprimer leur solidarité avec le peuple palestinien.

À Paris, un policier a été blessé à l'abdomen à l'arme blanche par un jeune extrémiste juif. Des journalistes et passants ont été pris à partie par des jeunes, certains masqués et armés de battes de base-ball et de poignards. Des incidents ont aussi eu lieu à Marseille.

À Rome, environ 5000 personnes ont manifesté samedi, certaines appelant à l'« Intifada jusqu'à la victoire ».

Quelque 5000 personnes ont aussi défilé dans plusieurs grandes villes d'Allemagne, contre la présence de troupes israéliennes dans les territoires palestiniens, et environ 10 000 à Berne.

En Espagne, entre 7000 et 10 000 manifestants ont proclamé leur soutien aux Palestiniens dimanche à Barcelone. Deux mille manifestants se sont aussi réunis dimanche à Saint-Sebastien, au Pays Basque.

Samedi, 10 000 personnes avaient défilé à Melilla, dans l'enclave espagnole dans le nord du Maroc, et plusieurs milliers d'autres à Bilbao (Pays basque), à l'appel des syndicats de gauche et du syndicat agricole basque EHNE.

À Bruxelles, des milliers de personnes (9500 selon la police et 50 000 selon les organisateurs) ont réclamé dimanche le retrait de l'armée israélienne des territoires occupés et la création d'un « État palestinien souverain et indépendant aux côtés d'Israël, avec Jérusalem comme capitale des deux États ».

À Jakarta, où quelque 5000 musulmans indonésiens ont manifesté dimanche, plusieurs drapeaux israéliens ont flambé, tout comme à Athènes, où un millier de membres des communautés palestinienne et arabe de Grèce venus manifester samedi soir devant l'ambassade d'Israël ont brûlé un drapeau de l'État hébreu. Au Bangladesh, c'est une effigie du Premier ministre israélien Ariel Sharon que des manifestants ont enflammé dimanche à Dacca.

En Turquie, des milliers de personnes ont protesté contre la politique d'Israël, samedi à Ankara et Trabzon (nord), et dimanche à Istanbul et à Adana (sud).

En Suède, entre 1500 et 2000 personnes ont défilé samedi à Stockholm et quelque 5000 hier à Goeteborg, deuxième ville du pays, pour dénoncer l'offensive israélienne en Cisjordanie.

Des centaines de manifestants pro-palestiniens se sont rassemblés samedi à New York. Ils étaient déjà 500 à San Francisco vendredi soir, face à 300 contre-manifestants pro-Israël.

Utilisez le forfait « IMMOBILIER »

7 jours 36,68\$
+ taxes (4 lignes)

Les petites annonces du Soleil
844-4444

Pur confort

Optez pour des chaussures faites de main de maître, ajustées par des professionnels d'expérience.

POULIOT
Maître-chausurier

2990, chemin Sainte-Foy, Sainte-Foy
(418) 652-0100
1 800 363-6172

SOURIEZ, VOUS EN AVEZ TOUJOURS PLUS AVEC NISSAN

399\$ /MOIS*

0\$ acompte disponible
Transport et préparation inclus!

PATHFINDER 2002
ÉDITION CHILKOOT

- Dispositif antiblocage des roues «tout terrain»
- Radio Bose™ 150 watts avec changeur 6 CD intégré
- Commande audio et régulateur de vitesse au volant de direction
- Moteur V6 de 250 chevaux
- Jantes en alliage 16 po
- Système antivol et antidémarrage avec clé à puce
- Climatiseur
- Différentiel autobloquant arrière
- Marchepieds latéraux aplanis
- Sellerie spéciale Chilkoot

2,8%
FINANCEMENT À L'ACHAT**

À PARTIR DE 33 900 \$

*Location de 48 mois pour le Pathfinder édition Chilkoot 2002 (5CRG52 A400). Acompte au échange équivalent de 3 995 \$. Limite de 24 000 km par année avec 0,10 \$/km extra. Premier versement et dépôt de garantie équivalent à un versement mensuel (toutes taxes incluses) requis à la livraison. Assistance routière 24 h. Taxes, immatriculation et assurance en sus. Sur approbation du crédit. **Taux de financement de 2,8 % à l'achat pour les termes jusqu'à 36 mois. Offre d'une durée limitée. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Le modèle illustré est à titre indicatif seulement. Le logo NISSAN est une marque de commerce de Nissan.

www.nissan.ca 1 800 387-0122

LE QUÉBEC ET LE CANADA

La CSN veut une politique du médicament

Elle suggère notamment de réduire la durée de protection des médicaments brevetés

MONTREAL (PC) — La Confédération des syndicats nationaux (CSN) a demandé hier au gouvernement québécois la mise sur pied d'une politique du médicament afin de réduire les coûts des régimes d'assurances collectives dans les secteurs privé et public.

Reconnaissant que « les coûts de médicaments avaient un poids démesuré dans les dépenses publiques de santé, ce qui pouvait contribuer à fragiliser le régime public d'assurance-médicaments », la vice-présidente de la CSN, Claudette Carbonneau, s'est dite « impatiente » devant ce qu'elle considère comme l'inertie du gouvernement.

M^{me} Carbonneau a estimé que « l'action du gouvernement n'était pas à la

hauteur du problème » et a accusé Québec de tenter de « refileur la facture au régime collectif privé (au lieu de s'attaquer à la source du mal) ».

Rappelant que le gouvernement avait promis en 1996, lors de l'adoption du régime public de santé, de mettre en place une politique du médicament, l'autre vice-présidente du syndicat, Denise Boucher, a expliqué les objectifs d'une telle politique.

Selon la CSN, la politique du médicament doit notamment prévoir la réduction des années de protection accordée aux médicaments brevetés, la négociation par le gouvernement du prix des médicaments couverts et l'application du principe du prix le plus

bas pour un groupe de médicaments.

Cette politique doit également viser à réglementer la publicité et les dépenses de mise en marché. Pour appuyer ce point, M^{me} Boucher a cité le récent rapport du chercheur Léo-Paul Lauzon, qui

Québec tente de refileur la facture aux régimes collectifs privés, juge la centrale

révélaient que les dépenses publicitaires des neuf principaux groupes pharmaceutiques s'étaient montées au cours des 10 dernières années à 316 milliards\$ contre seulement 113 mil-

liards\$ pour la recherche.

La CSN demande par ailleurs que l'information transmise aux médecins sur les médicaments soit transmise par un organisme neutre afin d'assurer l'indépendance des praticiens et la pertinence de leur prescription.

Pour illustrer « la croissance vertigineuse » des primes d'assurance, M^{me} Carbonneau a pris pour exemple un des contrats d'assurance étudié par la CSN, pour lequel le coût du volet médicament pour une famille allait passer de 575\$ en 1997 à 1440\$ en 2003, ce qui représente une hausse de 150%, soit « 10 fois le taux d'inflation ».

Cette croissance des coûts dans un régime privé rend parfois la couver-

ture privée défavorable par rapport au régime public, a indiqué M^{me} Carbonneau, notamment en raison du fait que, contrairement au régime général, la tarification dans le privé ne tient pas compte du revenu et qu'il est obligatoire de payer une prime additionnelle pour couvrir les enfants.

Par ailleurs, M^{me} Carbonneau a souligné que, contrairement aux biens de consommation qui sont assujettis à la taxe de vente du Québec de 7,5%, les primes d'assurance collective sont taxées à 9%, sans compter une taxe spéciale de 2,5% incluse par l'assureur dans le prix de la prime. « Est-ce à dire que l'on ne considère pas les médicaments comme un bien essentiel ? »

CONFLIT AU MOYEN-ORIENT

Chrétien veut éviter un détournement du G8

ISABELLE DUCAS
Presse canadienne

■ PRETORIA, Afrique du Sud (PC) — Le Sommet des pays du G8, qui se tiendra en juin à Kananaskis, en Alberta, ne sera pas « détourné » par les questions d'actualité, comme le conflit au Moyen-Orient, a promis le premier ministre Jean Chrétien, hier, au cours d'une tournée en Afrique pour préparer cet événement.

Les huit pays les plus industrialisés vont respecter leur agenda et discuter d'économie, d'aide à l'Afrique et de terrorisme, a souligné M. Chrétien, en conférence de presse à Pretoria avec le président de l'Afrique du Sud, Thabo Mbeki.

« Nous ne voulons pas que ces rencontres soient détournées par des éléments d'actualité, a expliqué le premier ministre canadien, qui préside le G8. Le dossier de l'Afrique ne sera pas mis de côté à cause des problèmes au Moyen-Orient, je vous le garantis. »

Samedi, le président des États-Unis George W. Bush a affirmé qu'il envisageait de nouvelles sanctions contre l'Irak pour neutraliser le président Saddam Hussein. Tony Blair, le premier ministre britannique, qui rencontrait M. Bush, a ajouté qu'il appuierait toute intervention militaire jugée nécessaire.

Les dirigeants du G8, lorsqu'ils vont

discuter de la question du terrorisme, vont sans doute se pencher sur le cas de l'Irak, a admis Jean Chrétien. « Mais ça ne sera pas le principal sujet de discussion. »

Le premier ministre a rencontré dimanche les leaders de sept pays du sud de l'Afrique. Outre le président de l'Afrique du Sud, Thabo Mbeki, il a discuté avec les leaders de la Tanzanie, du Botswana, de la Zambie, de la Namibie, du Mozambique et du Malawi, afin de préparer le plan d'aide à l'Afrique sur lequel se penchera le G8, à sa rencontre de juin.

Depuis mercredi, le premier ministre s'est également rendu au Maroc, en Algérie et au Nigeria. Après s'être rendu aux funérailles de la reine-mère, à Londres, M. Chrétien poursuivra mercredi sa tournée en Ethiopie et au Sénégal.

Des leaders africains, dont le prési-



Le premier ministre Chrétien et le président d'Afrique du Sud, Thabo Mbeki.

dent Mbeki, ont eux-mêmes mis de l'avant un projet de Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), qui obligerait les pays du continent à respecter certains critères, notamment pour le respect de la démocratie et des droits de la personne, afin d'être admissibles à l'aide internationale et aux investissements étrangers.

« Quand on ira au Canada, à Kananaskis pour le G8, nous pourrions prendre des décisions concrètes sur les prochaines étapes du développement de l'Afrique », a souligné Thabo Mbeki.

« Ça sera un nouveau départ pour

l'Afrique, a indiqué Jean Chrétien. (...) Au cours des 10 dernières années, l'Afrique a régressé plus qu'elle n'a progressé, et on en paie tous le prix. »

Jean Chrétien affirme que le G8 sera en mesure, en juin, de prendre des décisions au sujet de l'aide à accorder aux pays africains. « Ils (les pays africains) veulent avoir des démocraties fortes, une bonne gouvernance, le respect des valeurs démocratiques et un régime de droit, et tout ça fait que cela sera beaucoup plus facile pour mes collègues du G8 de répondre positivement lorsque nous serons au Canada en juin. »

Il refuse de prendre position sur le traitement du sida en Afrique du Sud

PRETORIA, Afrique du Sud — Le premier ministre Jean Chrétien, en visite en Afrique du Sud, hier, a refusé de prendre position sur la question controversée des traitements contre le sida, qui secoue le pays depuis un certain temps.

Le Canada verse une aide de 10 millions\$ aux programmes sud-africains de lutte contre le sida, mais chaque pays est libre d'utiliser cet argent comme bon lui semble, a souligné M. Chrétien, qui n'a pas voulu s'immiscer dans les affaires intérieures d'une autre nation.

Pourtant, un document d'information du Haut commissariat canadien à Pretoria fait état d'un manque de leadership du gouvernement sud-africain sur la question des traitements contre le sida. Le document mentionne également la controverse soulevée par le président sud-africain, Thabo Mbeki, qui aurait mis en doute le lien entre VIH et sida.

La lutte au sida est un défi énorme en Afrique du Sud, où l'on estime que un adulte sur quatre est porteur du VIH, soit environ 4,7 millions de personnes.

Mais le gouvernement de M. Mbeki refuse d'élargir l'accès au médicament antirétroviral nevirapine, qui peut éviter la transmission du VIH d'une mère à son enfant.

Un groupe d'appui aux malades du sida a contesté cette décision gouvernementale devant les tribunaux. L'affaire est maintenant devant la Cour constitutionnelle, qui a demandé au gouvernement d'offrir le médicament à toutes les femmes enceintes infectées par le virus, en attendant sa décision finale.

En conférence de presse, hier matin, le président Mbeki a refusé de discuter de sa position devant les journalistes canadiens. « Je ne comprends pas quelle est l'importance de cette question, posez la question aux scientifiques. Mon point de vue n'a pas d'importance à ce sujet. »

Thabo Mbeki a rappelé que des projets pilotes avaient été implantés dans plusieurs hôpitaux du pays au sujet du médicament antirétroviral nevirapine et que le gouvernement attendait de



Tous les enfants de cet orphelinat de l'hôpital de Pretoria, en Afrique du Sud, sont atteints du sida ou risquent de l'être.

connaître les résultats de ces essais avant d'élargir l'accès aux traitements.

Jean Chrétien, qui a rencontré le président sud-africain pour discuter de l'aide à l'Afrique, a refusé de se prononcer sur la controverse.

Il a rappelé que les pays du G8 avaient accepté de faire une contribution de 2 milliards\$ à la lutte contre le sida, à leur Sommet de l'année dernière à Gènes, en Italie, mais que les pays bénéficiaires avaient l'entière juridiction sur l'utilisation de cet argent. « Il n'est pas question d'aller dire à chacun des pays comment administrer un hôpital dans un village, a dit M. Chrétien. On a le même problème chez nous : on ne peut pas aller dire au gouvernement du Québec quoi faire dans les hôpitaux. »

Les médias canadiens qui suivent le premier ministre dans sa tournée en Afrique se sont intéressés à cette question en avant-midi hier, en profitant d'un point de presse des deux leaders.

Plus tard en journée, le gouvernement sud-africain a cependant jugé nécessaire d'envoyer sa ministre des Affaires étrangères, Nkosazana Dlamini-Zuma, clarifier la question avec les journalistes canadiens.

« Nos politiques sur le sida partent du principe que le VIH cause le sida », a dit la ministre.

Si le gouvernement refuse de distribuer la nevirapine à toutes les femmes enceintes infectées par le virus du sida, c'est parce qu'il veut d'abord terminer ses études sur ce médicament. Par exemple, après avoir reçu le médicament, ces mères séropositives doivent nourrir leur bébé avec du lait maternisé. Mais l'accès à l'eau potable est un grave problème en Afrique du Sud, a souligné M^{me} Dlamini-Zuma.

« Nous pourrions tuer plus de bébés en leur donnant de l'eau infectée par le choléra ou d'autres virus », a-t-elle dit. À l'hôpital Kalafong, à Pretoria, où

l'on mène actuellement un projet pilote sur la nevirapine, les médecins disent pourtant qu'il ne fait aucun doute que ce traitement est efficace pour réduire la transmission du VIH entre la mère et son bébé.

« Pour nous, c'est très important de faire tout ce qui est possible pour réduire le taux de transmission », a indiqué le Dr Peter Koorts. 30% des femmes séropositives transmettent le VIH à leur enfant. La nevirapine réduit ce taux à moins de 10%, selon le Dr Koorts.

La terrible épidémie de sida qui frappe l'Afrique du Sud fait beaucoup de morts, mais également bien des orphelins, qui ont souvent été eux-mêmes infectés par le VIH en naissant.

L'hôpital de Kalafong a ouvert une maison d'accueil pour recevoir les orphelins du sida, mais les enfants n'y demeurent malheureusement pas très longtemps : leur espérance de vie est de moins de 10 ans.

OTTAWA

Présumé cas de corruption étouffé

VANCOUVER — Un policier de la Gendarmerie royale du Canada ayant fait enquête sur une présumée affaire de corruption à la mission diplomatique du Canada à Hong Kong affirme avoir été consterné que le ministre fédéral de la Citoyenneté et de l'Immigration ait tenté d'étouffer celle-ci, selon des documents présentés comme éléments de preuve dans le cadre d'une récente audience, à Ottawa.

« Incroyablement choqué et totalement troublé par le rapport sur les mots les plus gentils que je puisse exprimer quant à mon opinion sur l'issue de cette soit-disant enquête administrative du ministère de l'Immigration », a écrit le sergent Sergio Pasiin dans une note interne datée du 12 juillet 2000.

M. Pasiin réagissait alors aux conclusions d'une enquête d'une durée de deux semaines. Cette dernière avait été menée par un consultant d'Ottawa, en mars 2000, pour le compte de l'Immigration. La tenue d'une investigation avait été réclamée après que la GRC eut préparé des accusations de nature criminelle alléguant que des membres du personnel de la mission de Hong Kong recevaient des sommes d'argent de riches familles chinoises soupçonnées de vouloir obtenir des visas d'entrée au Canada.

Cela s'était passé à la suite d'une réunion, en décembre 1999, de hauts fonctionnaires de la GRC ainsi que des ministères des Affaires étrangères, de l'Immigration et de la Justice, ayant décidé de mener une enquête interne et de ne porter aucune accusation.

Joe Bissett, un ancien ambassadeur, avait été désigné afin de mener l'enquête. « Je n'ai trouvé aucune preuve de malversation, de corruption, de fraude ou d'activité criminelle de quelque sorte que ce soit de la part des employés de l'Immigration là-bas », avait-il écrit dans son rapport.

La GRC avait finalement refusé d'endosser le document.

ALLIANCE-PC

La méfiance persiste

OTTAWA (PC) — Le dirigeant de l'Alliance canadienne, Stephen Harper, et son homologue au sein du Parti conservateur, Joe Clark, doivent se rencontrer demain afin de discuter de collaboration entre leurs formations.

Toutefois, chacun des deux chefs met déjà en doute la sincérité de l'autre et la volonté de celui-ci à aller de l'avant avec le projet d'union de la droite.

M. Harper, qui vient tout juste de prendre part à son premier congrès national à titre de leader allianciste, a dit ne ressentir aucune pression afin de traiter avec M. Clark, estimant que l'Alliance pouvait continuer à croître sans jumeler ses forces avec celles du PC.

M. Harper s'est dit prêt à écouter M. Clark, instigateur de la rencontre de mardi, mais a ajouté ne pas avoir l'intention de faire quelque suggestion que ce soit au chef conservateur. Cela n'a pas particulièrement plu à ce dernier.

« La collaboration pourrait donner quelque chose uniquement si les deux parties sont sérieuses, a-t-il déclaré lors de la même émission, mais dans une entrevue distincte. Il (Stephen Harper) doit se présenter avec quelques propositions de son cru. » La mise sur pied d'une union entre les deux parties, a estimé M. Clark, s'avère la seule façon d'éviter un partage du vote de la droite et de défaire les libéraux.

FUSION AU SAGUENAY

Blackburn se défend de faire une « job de bras »

MARC LESTAGE
MLestage@lesoleil.com

■ L'ancien député conservateur Jean-Pierre Blackburn, le président du comité pour le nom de Saguenay, regrette que ses adversaires accusent déjà son groupe de vouloir « faire une job de bras à Chicoutimi » sachant très bien que tous les membres de cette nouvelle agglomération n'auront pas le choix de continuer à vivre ensemble par la suite.

C'est également l'essentiel du message que le président du comité des sages a essayé de transmettre alors qu'il expliquait les règles du jeu, voilà quelques jours. Il faut, d'exhorter Arthur Gobeil, « qu'après le 14, on ferme les livres, on se serre les coudes et on passe à autre chose ».

On ne peut ignorer cependant que la rivalité entre les populations de Jonquière et de Chicoutimi ne date pas d'hier. L'éditorialiste Bertrand Tremblay du *Quotidien* écrivait il y a quelques jours que la région n'en serait peut-être pas là si le gouvernement avait opté pour le nom d'Arvida — connu à travers le monde grâce à Alcan — plutôt que Jonquière pour désigner la nouvelle ville issue des fusions, en 1970, dans le Haut-Saguenay.



Jean-Pierre Blackburn

La tension issue de cette fraternelle rivalité a pourtant grimpé de plusieurs coches au cours des dernières semaines. « Chicoutimi a été le maître d'œuvre des fusions, la population des villes environnantes veut le lui faire payer », d'analyser le bouillant historien Russel Bouchard, qui accuse le gouvernement de s'être déchargé d'une épave en forçant cette consultation. « Je n'irai même pas voter », assure-t-il.

Russel Bouchard ne cache pas qu'il était opposé aux fusions. Ses amis, dont l'ancien président de la Société historique du Saguenay, Jean-Jacques Hudon, qui a dû démissionner de son poste après avoir pris position personnellement en faveur de Chicoutimi, estime qu'« il est normal dans les circonstances que Russel soit également opposé à ce qui découle des fusions ».

L'historien lui donne en partie raison quand il explique que la région s'en va à l'abandon et que ce n'est pas important, dans les circonstances, de savoir quel est le nom qu'il faut donner au *Titanic*. Le territoire de la nouvelle ville a perdu plus de 8000 habitants depuis moins de dix ans. « C'est dramatique. Ça représente 68 % de toute la perte de population de la région. C'est de ça dont il faudrait s'occuper en priorité », insiste Russel Bouchard, qui aurait préféré qu'on décrète tout simplement un moratoire sur le choix d'un nouveau nom le temps que les esprits se calment.

André Gauthier, un ancien président du Carnaval souvenir de Chicoutimi qui préside le comité de promotion du nom de Chicoutimi, utilise des mots beaucoup plus feutrés. Ce conseiller financier donne à entendre également « que les gens de Chicoutimi semblent faire l'objet d'une vengeance. On est tous parents et amis. On n'est pas une race à part à Chicoutimi », supplie le président du comité Chicoutimi.

Gauthier refuse de croire que le sort en est jeté et que le nom de « sa ville » sera rayé des cartes. « Si 80% des gens de Chicoutimi, 50% des gens de La Terrière et 30% de la Baie nous appuient, il se peut qu'on l'emporte », spéculait-il. C'est oublier bien vite les deux sondages publiés ces dernières semaines notamment dans *Le Quotidien*, permettent de prévoir qu'environ 68% des gens habilités à voter pour le choix du nom favorisent Saguenay.

Le comité parapluie qui soutient le nom de Chicoutimi s'est également

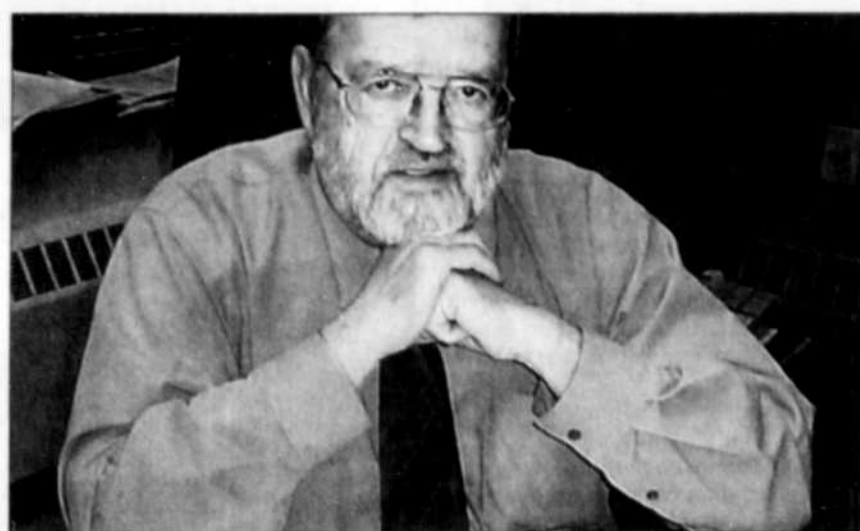
trouvé un allié de taille en la personne de Ghislain Bouchard, à qui l'on doit *La Fabuleuse histoire d'un royaume*. Le groupe de Ghislain Bouchard favorise le maintien du patronyme de Chicoutimi « au nom du bon sens ».

De son bureau de relations publiques de Jonquière, Jean-Pierre Blackburn aime rappeler que 10 des 19 élus au nouveau conseil de la Ville de Saguenay se sont prononcés en faveur de son groupe. « Nous avons fait signer une pétition comportant plus de 30 000 noms de personnes qui sont en faveur du nom de Saguenay. C'est à La Baie, l'endroit où sont arrivés les 21 fondateurs de la région, que ce document a été remis pour rappeler le caractère historique du nom », d'insister Blackburn.

Le comité dirigé par l'ancien député n'a pas eu la tâche facile pour recueillir autant de signatures parce que les gens d'affaires de Chicoutimi se sont passés le mot pour interdire au groupe l'accès aux commerces et centres commerciaux du boulevard Talbot.

« Il faut en finir avec l'esprit de clocher. Saguenay est un nom qui nous ressemble. Un nom rassembleur », d'insister le président, qui scande ainsi le thème de la campagne que son groupe a amorcée par des messages à la télévision depuis quelques jours.

Les noms de Chicoutimi, Jonquière et La Baie seront maintenus puisqu'il s'agit des noms des trois arrondissements de la nouvelle ville, d'enchaîner Blackburn, qui se plaît à croire que « les gens ne vont pas oublier ces noms uniquement parce que la nouvelle ville s'appelle Saguenay. Nos enfants sont venus nous voir à Pâques et ils n'ont eu aucune difficulté à nous trouver, que ce soit à La Terrière, à Arvida, à Jonquière ou à Chicoutimi », de caricaturer l'ancien politicien pour bien illustrer son propos.



Le maire Carrette croit que le défi actuel est de soutenir le rythme du développement malgré les nouveaux paramètres qu'impose la fusion.

REGROUPEMENT EN BEAUCE

Une tâche colossale attend Saint-Georges

LUCE DALLAIRE
Collaboration spéciale

SAINT-GEORGES — Figurant depuis 1996 bien en vue au palmarès des municipalités québécoises en plein essor, Saint-Georges de Beauce poursuit sur sa lancée en s'adaptant toutefois à une fusion forcée, un regroupement décrété par Québec. Le maire du « grand Saint-Georges », M. Roger Carrette, ne s'en cache pas. La tâche des élus pour les 10 prochaines années s'annonce ardue, voire colossale à bien des égards.

« Depuis des années, nous avons performé en raison d'indicateurs reconnus : croissance de l'emploi, hausse de population, injection d'investissements privés et publics, augmentation du rôle d'évaluation et baisse de la dette. Avec le regroupement, la donne change. Le défi actuel consiste à assurer, malgré les nouvelles variables, le rythme du développement global », dit le maire en entrevue au SOLEIL.

Situé à quelques kilomètres de la frontière américaine, au sud de Québec, Saint-Georges compte aujourd'hui 28 854 résidents issus du regroupement de la ville, de la paroisse de Saint-Georges et des localités Aubert-Gallion et Saint-Jean-de-la-Lande.

Ici, la fusion n'a pas été unanimement volontaire. Menées pendant quatre ans, les discussions entourant la fiscalité d'agglomération ont avorté. Et en cours de route, Québec a ajouté un quatrième joueur, soit l'intégration de la municipalité de Saint-Jean-de-la-Lande.

« Les disparités sont importantes. Le secteur de Saint-Jean est endetté, et ce fait complexifie l'exercice et les chiffres », affirme M. Carrette.

Puis, en raison de l'équité fiscale, le compte de taxes des contribuables de chacune des quatre entités devra être harmonisé d'ici 10 ans. Si, au premier budget, les citoyens ont bénéficié de légères diminutions, rien ne laisse présager qu'il en sera toujours ainsi. Pour une maison moyenne de 80 000 \$, les contribuables du secteur est ont droit à une baisse de 14 \$ sur leur compte de taxes, alors que ceux du secteur ouest ont une baisse de 28 \$. Les citoyens des deux autres localités regroupées à Saint-

Georges ont aussi une baisse de taxes. Tout devrait être harmonisé d'ici 10 ans.

Le président de la Chambre de commerce, M. Mario Couture, qualifie le premier budget de correct, prudent et conservateur, qui correspond aux réalités de la nouvelle municipalité.

Les municipalités Aubert-Gallion et Saint-Jean-de-la-Lande ont obtenu 400 000 \$ de Québec en matière d'équipements, et ce, conformément aux dispositions du décret.

Sans comité de transition, les élus municipaux de Saint-Georges n'ont pas eu droit non plus à un plan de financement pour faciliter le regroupement.

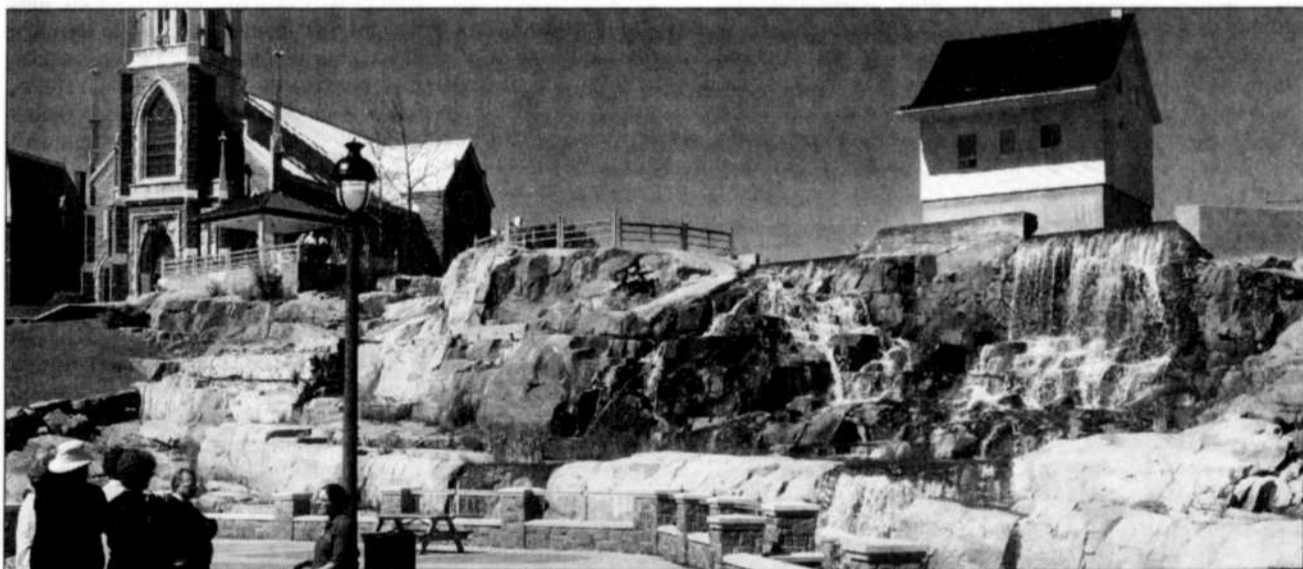
Lors de la première séance du conseil, une demande commune a été faite à la ministre des Affaires municipales, Louise Harel, de retirer Saint-Jean-de-la-Lande du regroupement. Le tout est demeuré lettre morte.

À ce jour, avec quatre joueurs, chaque municipalité conserve ses dettes et ses surplus. Le budget annuel totalise 25,1 millions \$. Tous les employés municipaux, plus de 225 personnes travaillant à temps plein ou partiel, gardent un emploi.

« Chez nous, la salubrité du milieu pose problème. Le choix du corps de police n'est pas réglé. Nous devons agrandir l'usine de filtration, sans quoi l'approvisionnement requis ne suffira pas. La facture passe les 10 millions \$ », précise M. Carrette, qui avait obtenu de M^{me} Harel l'engagement verbal d'une attention particulière portée au cas de l'eau potable.

Situé dans l'arrière-pays, le pôle régional de Saint-Georges de Beauce n'a ni port de mer, ni minerai. Il n'est ni totalement agricole, ni forestier, mais selon M. Carrette, quatre forces priment.

Les entrepreneurs sont dynamiques. Canam Manac, Pomerleau, Garaga, RGR, Boa-Franc, Procleuc, pour ne nommer que ceux-là, osent, sont très engagés dans leur communauté et gardent leurs sièges sociaux à Saint-Georges. « L'engagement bénévole de beaucoup de monde, l'intérêt des médias pour notre région et les convictions des élus locaux contribuent à garder le cap sur une qualité de vie accrue et le développement global », termine M. Carrette.



Selon les sondages publiés au cours des dernières semaines, 68% des personnes interrogées favorisent le nom de Saguenay plutôt que Chicoutimi pour désigner la nouvelle ville regroupée.

Moisson Saguenay mise sur la solidarité

L'organisme craint que les pauvres paient les frais du différend

MARC LESTAGE
MLestage@lesoleil.com

« Ce débat risque de nuire à la solidarité régionale et j'ai bien peur qu'en bout de ligne les pauvres en fassent un peu les frais », de réfléchir à haute voix Louis Philippe Turgeon, z que nous avons confessé dans le petit réduit qui lui sert de bureau, dans les locaux de la Soupe populaire de Chicoutimi.

Cet ancien fonctionnaire municipal assure la coordination des trois soupes populaires du secteur de Chicoutimi. Il travaille en étroite collaboration avec les bénévoles, qui veillent à la bonne marche de soupes tout aussi « populaires » dans les secteurs de Jonquière et d'Arvida.

Il y a plusieurs années que les responsables de ces six cuisines ont compris l'importance de se regrouper. C'est pour cette raison qu'ils ont créé Moisson Saguenay, l'organisme chargé de la cueillette des vivres et de leur distribution.

M. Turgeon, 74 ans, qui est aussi le président du club de l'âge d'or local, explique que cette façon de faire a permis d'organiser une seule campagne régionale. Moisson Saguenay est forte parce que c'est l'affaire de toute la région. Or, selon le coordonnateur, les débats comme celui qui est en cours peuvent susciter des préjugés. En dressant les gens d'une paroisse contre leurs voisins, « on risque de détruire la solidarité régionale. Les pauvres seront les premiers à en payer la note », craint M. Turgeon.

C'est pour cette raison que ce retraité pourtant favorable au nouveau nom de Saguenay, au départ, a viré capot. « Ailleurs, les villes centres ont conservé leur nom. Pourquoi est-ce que ça ne serait pas pareil ici ? », interroge-t-il, alors que plus de 150 de ses protégés achèvent de manger un repas chaud.

Sur la rue Racine, quelques centaines de mètres plus haut, dans un petit resto à la mode, les conversations tournent également autour de la solidarité régionale. C'est devant un velouté de faisane et une cuisson de canard confit au vinaigre de framboise que les gens d'affaires de la rue Racine spéculent eux sur l'effet qu'aura le débat sur les secteurs commerciaux de secteurs de Jonquière et de Chicoutimi.

Wal-Mart aura encore une fois été le plus rapide. Pas de chicane possible, la multinationale qui avait déjà un magasin à Chicoutimi vient d'en ouvrir un plus gros encore à Jonquière. La capitale du Haut-Saguenay a beaucoup profité de son rôle de centre administratif depuis plusieurs années. La Fédération de l'UPA du Saguenay-Lac-Saint-Jean a vidé son siège social de la rue Racine pour se réinstaller rue Panet à Jonquière, en décembre.

Gilles Doré, le barbier qui occupe le salon aménagé depuis 50 ans à quelques pas de l'Hôtel Chicoutimi, ne se fait pas d'illusion. Après autant d'années à observer la nature humaine, le barbier a un flair infailible et pour lui, « c'est déjà décidé ».

« Les gens de Jonquière n'accepteront pas d'être les seuls à perdre le nom de leur ville dans les fusions. Si en plus ils devaient se retrouver dans une nouvelle grande ville qui porte le nom de Chicoutimi, ils auraient l'impression d'avoir été annexés, pas seulement fusionnés. » d'expliquer le coiffeur, tout en poursuivant son travail pour un client qui ne semble pas vouloir s'en mêler.

Le fait est que beaucoup de personnes de Jonquière n'ont pas encore digéré la fusion. Ils l'ont fait savoir au gouvernement de Bernard Landry en élisant une députée libérale pour remplacer Lucien Bouchard. Un ancien premier ministre qui ne risque pas d'intervenir dans le débat sur le nouveau nom de la ville nouvelle, cette semaine.

On note pourtant que, dans certains cas, venir de Saguenay semble être perçu comme un avantage. Prenons-en pour preuve cette petite annonce publiée dans la colonne réservée aux cœurs solitaires du *Quotidien* et à qui le journal a attribué son prix de « l'annonce de la semaine »: Femme du Saguenay, mincinquantaine, 5' 5", 118 lbs, cheveux blonds, yeux bleus, simple, autonome, divorcée, féminine, équilibrée, positive, sérieuse, cherche un homme de 50-59 ans, poids proportionnel, pour relations amicales d'abord.

À l'évidence, il s'agit d'une dame qui ne risque pas que son prochain rendez-vous tourne au fiasco à cause d'une simple petite divergence politique... À bon entendeur salut !

Les débats comme celui en cours peuvent susciter des préjugés

AVIS LÉGAUX • APPELS D'OFFRES • SOUMISSIONS • ENCANS
Également placés gratuitement sur Internet
www.appels.doffres.com

Centre Hospitalier Laurentien

APPEL D'OFFRES

Le Centre Hospitalier Laurentien propriétaire, ayant son siège social au 234, rue St-Vincent, Ste-Agathe-des-Monts demande des soumissions pour la construction d'une nouvelle aire de stationnement d'une certaine de places, l'agrandissement d'une aire de stationnement existante d'une vingtaine de places additionnelles et pour le réaménagement des voies d'accès à Sainte-Agathe-des-Monts.

Les documents contractuels pourront être obtenus contre un chèque visé non remboursable de 50,00 \$ émis à l'ordre du propriétaire, à compter du **mardi 9 avril 2002** de 8 h 30 h à 12 h et de 13 h à 16 h 30 du lundi au vendredi en vous adressant au bureau de monsieur Barry Crewe, au Centre Hospitalier Laurentien, Pavillon Duquette, 234, rue St-Vincent, Ste-Agathe-des-Monts, J8C 2B8. Nous vous demandons de bien vouloir téléphoner au 819-324-4008 avant de vous présenter.

Les soumissions devront être accompagnées, soit d'un cautionnement de soumission délivré par une institution financière et établi au montant de quatre-vingt-cinq mille dollars (85 000 \$) valide pour une période de quarante-cinq (45) jours de la date d'ouverture des soumissions, soit d'un chèque visé au montant de quarante-deux mille cinq cents dollars (42 500 \$) fait à l'ordre du propriétaire, soit d'obligations conventionnelles au porteur émises ou garanties par les gouvernements du Québec ou du Canada dont la valeur nominale est de quarante-deux mille cinq cents dollars (42 500 \$).

Les soumissions seront reçues au bureau de monsieur Barry Crewe, au Centre Hospitalier Laurentien, Pavillon Duquette, 234, rue St-Vincent, Sainte-Agathe-des-Monts, J8C 2B8, **avant 10h00, heure locale en vigueur, le mardi 30 avril 2002**, pour être ouvertes publiquement au même endroit, le même jour et à la même heure.

Seuls sont admis à soumissionner les entrepreneurs ayant leur place d'affaires au Québec ou, lorsqu'un accord intergouvernemental est applicable, au Québec ou dans une province ou territoire visé pour cet accord et détenant la licence requise en vertu de la Loi sur le bâtiment.

Les entrepreneurs soumissionnaires sont responsables du choix des sous-traitants, tant pour leur solvabilité que pour le contenu de leur soumission, et doivent les informer des conditions qu'ils entendent leur imposer et s'assurer qu'ils détiennent les permis et licences requis.

Une seule visite des lieux est prévue en présence des professionnels. Cette visite aura lieu le **lundi 15 avril 2002 à 13:00 h**. Le lieu de rencontre est l'entrée principale de l'hôpital.

Le propriétaire ne s'engage pas à accepter la plus basse ou quelque autre des soumissions reçues.

Barry Crewe
Adjoint administratif au directeur général

AFGHANISTAN

Autre mission canadienne

NEVAY DEH, Afghanistan (PC) — Des véhicules blindés ont mené la charge des Canadiens, hier, alors que ceux-ci ont pris part à leur première offensive depuis le milieu du mois de mars en Afghanistan, dans le secteur désertique situé au sud-est de leur base de Kandahar.

Les forces canadiennes, américaines et afghanes ont participé à cette opération, en matinée, menée en plein cœur d'un territoire où des combattants talibans et des membres de l'organisation terroriste d'Oussama ben Laden, Al-Qaïda, seraient actifs. Elles n'ont toutefois rien trouvé.

Cette zone est la même où la présence d'un lance-roquettes avait été rapportée, la semaine dernière, alors que plus de 4000 militaires de la coalition internationale avaient été placés en état d'alerte à l'ancien aéroport international de Kandahar. Encore là, les recherches menées par les alliés s'étaient révélées vaines.

L'opération d'hier, la première depuis que des unités d'infanterie se sont déployées dans l'est de l'Afghanistan, entre les 13 et 17 mars, s'est mise en branle à l'aube, alors que deux patrouilles ont été lancées, l'une par les Canadiens, l'autre par les Américains, en direction des villages de Nevay Deh, côté



Canadiens, Américains et Afghans ont pris part à la mission.

sud, et de Morghan Kechah, au nord. Les soldats avaient pour mission de rencontrer la population locale, de juger de son humeur et, juste avant le passage des convois de blindés, de l'informer de ce qui se passait.

«Tout était calme», a déclaré le sergent Tom Duke, originaire de Los Angeles, en Californie, qui a pris part à la patrouille canadienne à Nevay Deh. «Ils nous ont demandé de l'aide, a-t-il ajouté. Le niveau de leur nappe phréatique est en baisse de 30 mètres. Ils ont de la difficulté à puiser l'eau des puits.»

À distance évoluaient deux hélicoptères Apache à la recherche du moins

dre signe d'une présence ennemie. Le lieutenant-colonel Patrick Stogran, commandant des forces canadiennes en Afghanistan, et coordonnateur de l'opération, prenait place à bord d'un autre appareil, un Blackhawk.

Au sol, le major Tom Bradley dirigeait les opérations, prenant des décisions en fonction des informations et des recommandations de son capitaine, Trevor Cadieu. Chacun se trouvait dans un véhicule blindé Co-yote armé.

Les deux convois — 11 véhicules dans un cas, 14 dans l'autre — ont franchi les villages sans incident quelque 30 minutes après l'arrivée des patrouilles.

COUR SUPRÊME

Un poste de juge à combler pour le Québec

OTTAWA (PC) — Il n'y a que neuf postes du genre au Canada, et l'un d'entre eux est sur le point de se libérer.

La juge Claire L'Heureux-Dubé quittera sous peu la Cour suprême du Canada, donnant du même coup l'occasion à un autre membre de la magistrature québécoise d'y accéder. Et ce ne sont pas les candidats qui manquent.

Largement perçue comme la championne des droits de la personne et des causes féminines, Mme L'Heureux-Dubé n'a pas révélé à quel moment exactement elle comptait prendre sa retraite. Elle est toutefois tenue de quitter le plus haut tribunal au pays d'ici au 7 septembre, date de son 75e anniversaire de naissance.

La juge demeurera en place tout au long de la session printanière de la cour, devant prendre fin en juin, a-t-elle fait savoir lors d'une conférence, le mois dernier. Le début des audiences automnales est prévu en octobre.

«On parle ici du poste le plus élevé que l'on puisse espérer occuper au sein de la profession juridique», a fait remarquer Raphael Schachter, spécialiste du droit criminel, à Montréal. «Cela suscite certainement de l'intérêt.»

Les firmes de droit, les spécialistes de la question et le ministre fédéral de la Justice, Martin Cauchon, seront consultés avant que le premier ministre Jean Chrétien ne désigne un successeur à Mme L'Heureux-Dubé, cette personne devant être du Québec. En vertu de la constitution, la province est en effet assurée d'occuper trois des neuf sièges de la juridiction d'appel finale.

La tradition veut que trois des juges proviennent de l'Ontario, deux autres de l'Ouest, et le neuvième, des provinces de l'Atlantique.

Selon certains observateurs, les noms susceptibles d'arriver en tête de la liste des candidats sont ceux des juges Louise Mailhot, Marie Deschamps, Louise Otis, Morris Fish et Michel Proulx, tous à la Cour d'appel du Québec.

«Ce sont tous des juges solides», a indiqué l'avocat montréalais Mark Peacock, ancien dirigeant de la branche québécoise de l'Association du Barreau canadien.

Une autre place sera disponible au sein de la Cour suprême, l'an prochain. Le juge Charles Gonthier, également du Québec, doit en effet prendre sa retraite avant le 1er août 2003.

QUALITÉ *n.f.* Ce qui rend une chose, une personne bonne, meilleure; bonne qualité. > *Ex.*: «... je voulais lui faire comprendre la notion de qualité, mais nous ne parlions pas la même langue; alors je lui ai dit: "Focus" et il a tout compris.»



FOCUS LX BERLINE 2002

189 \$*
/mois

> Location 48 mois > Mise de fonds de 2 695 \$
> Transport inclus

> Aussi offert avec 0\$ de mise de fonds.

> Prix d'achat de 15 170 \$**

- > Moteur 2 L SPI 4 cyl.
- > Transmission manuelle 5 vitesses
- > Système antidémarrage SecuriLock^{MC}
- > Verrouillage électrique des portes avec entrée sans clé à télécommande
- > Réglage de la hauteur du siège du conducteur
- > Banquette arrière divisée 60/40
- > Tapis

5 ANS
100 000 km
GARANTIE

CAR-DRIVER

Une des dix voitures de l'année selon la revue Car and Driver - 3 ans de suite.

Ford Focus
La voiture la plus vendue au monde!

VOS CONCESSIONNAIRES FORD DU QUÉBEC



ford.ca



*Photo à titre indicatif seulement. Transport inclus. Dépôt de sécurité de 225\$, mise de fonds et première mensualité exigés. Immatriculation, assurances, taxes et frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers en sus. Des frais de 0,08\$ le kilomètre après 80 000 kilomètres et d'autres conditions s'appliquent. Sous réserve de l'approbation du crédit. **Transport (790\$) et taxes applicables en sus. Le prix annoncé inclut une remise taxable du fabricant de 1000\$. Les taxes doivent être calculées sur le montant total à l'achat avant la déduction du rabais de 1000\$. Ces offres ne peuvent être combinées avec aucune autre offre, exception faite de la remise aux diplômés. La garantie du groupe motopropulseur est de 5 ans ou 100 000 km (au premier terme atteint). *D'après les données de ventes au détail les plus récentes. Voyez votre concessionnaire pour obtenir tous les détails.

À la **FACULTÉ**
des **LETTRES**
Une image vaut mille mots

Les Grandes Fêtes



Littératures française et québécoise • professeur émérite • Gilles Dorion • Jeanne Lapointe • création littéraire • écriture • Clément Moisan • francophonie • Maurice Lemire • esthétique • **café littéraire** • littérature négro-africaine • Fernando Lambert • DÉPARTEMENT DES LITTÉRATURES • Joseph Melançon • Centre de recherche en littérature québécois (CRELIQ) • **colloque des étudiants et des étudiantes de 2e cycle du CRELIQ** • André Gaulin • Cercle d'étude sur les républiques des lettres • lieux de mémoire • récits d'événements • évolution de l'humanité • Yves Roby • civilisations anciennes et modernes • archivistique • histoire de l'Europe, de l'Amérique latine, du Canada, du Québec, des États-Unis et de l'Afrique • périodes historiques • Philippe Sylvain • construction identitaire • **programme des Grandes Fêtes** • DÉPARTEMENT D'HISTOIRE • ethnologie • contes et légendes • cérémonies et rites traditionnels • relations interculturelles • migrations • Jean Hamelin • **Les cultures en transition, défis du pluralisme** • Centre interuniversitaire d'études sur les lettres, les arts et les traditions (CELAT) • Nive Voisine • **mois thématique** • Chaire interdisciplinaire sur la collectivité québécoise • Chaire en histoire comparée de la mémoire • Institut sur le patrimoine culturel (IPAC) • **déjeuner-conférence** • Chaire UNESCO sur le patrimoine • études internationales • Roch Valin • connaissance du monde • enjeux internationaux • cultures • développement et tiers-monde • Chaire pour le développement de la recherche sur la culture d'expression française en Amérique du Nord (CEFAN) • Lorne Laforge • **soirée reconnaissance** • Chaire sur les littératures africaines et la francophonie • communication publique • image • publicité sociale • journalisme • relations publiques • technologie de l'information • médias • DÉPARTEMENT D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION • **colloque journalisme scientifique, son public et ses marchés** • Chaire en journalisme scientifique • anglais • allemand • espagnol • Ignacio Soldevila • russe • portugais • enseignement des langues • français langue seconde • littératures anglaise et espagnole • Antonio Risco • terminologie • traduction • Jean Darbelnet • terminographie • études contrastives • thème • versions • stages • DÉPARTEMENT DE LANGUES, LINGUISTIQUE ET TRADUCTION • Albert Maniet • rédaction professionnelle • chronique de magazine • rapport administratif • page Web • vulgarisation scientifique • révision • linguistique • lexicologie • aménagement linguistique • traitement automatique du langage • **débat sur le patrimoine** • discours public • conversation et interaction • Jean-Denis Gendron • Centre interdisciplinaire de recherches sur les activités langagières (Ciral) • William F. Mackey • Fonds Gustave-Guillaume • Trésor de la langue française du Québec (TLFQ) • Gaston Dulong • orthophonie • phonétique • sémiotique • psychomécanique du langage • sociolinguistique • grammaire générative • morphologie • syntaxe • études anciennes • Maurice Lebel • civilisation antique • latin • grec • sources gréco-romaines et judéo-chrétiennes de la civilisation moderne • Institut d'études anciennes (IEA) • Léopold Migeotte • textes coptes • gnose et manichéisme • épigraphie grecque • histoire du droit romain • théâtre comique et tragique latin • annalistique • géographie • changements historiques et culturels • problématique du développement urbain et rural • DÉPARTEMENT DE GÉOGRAPHIE • processus géomorphologiques nordiques et climatologie • biogéographie • nordicité • Louis-Edmond Hamelin • **grande conférence du CIEQ: La construction sociohistorique de l'illétrisme en France** • changements environnementaux • Centre interuniversitaire d'études québécoises (CIEQ) • atlas historiques • cartographie assistée par ordinateur • Centre d'études nordiques (CEN) • écologie • géographie physique • environnement • théâtre • méthode d'analyse des textes • représentation théâtrale • critique d'art • Roland Sanfaçon • technique de l'acteur • poétique de la scène et de l'écran • DÉPARTEMENT DES LITTÉRATURES • cinéma • **animation et participation au Salon international du livre de Québec (SILQ)** • scénario • écritures dramatique et scénique • mise en scène • théâtre d'intervention sociale • esthétique du film • archéologie • artefacts • chantier-école • Tram Tan Tinh archéométrie • architecture • culture matérielle • ethnicité des sites agricoles en Nouvelle-France • Proche-Orient • préhistoire • archéologie historique nord-américaine et coloniale des Caraïbes • éthique • ÉCOLE DES LANGUES • acquisition de langues • français langue étrangère • japonais • chinois • italien • **Québec Multilingue** • anglais • espagnol • allemand • activités d'accueil • tests de classement et d'équivalence • consolidation et perfectionnement du français langue maternelle • histoire de l'art • production artistique • peinture • sculpture • architecture • artistes • théorie et critique d'art • sémiotique des arts visuels • muséologie • histoire des musées • politiques muséales • **exercices publics des étudiants et étudiantes en théâtre** • collectionnement et langage des expositions • patrimoine • mise en valeur et conservation • *Études littéraires* • *Année francophone internationale* • doctorat d'honneur • *L'Annuaire théâtrale* • *Langues et linguistique* • *Cahiers de géographie du Québec* • *Communication* • *Cahiers de journalisme* • *Ethnologie* • *Préambule* • *Communication* • *L'Exemplaire* • *Langulaire* • *Rédiger*

Les Grandes Fêtes

Avril 2002

Durant le mois d'avril, les Grandes Fêtes célèbrent le mois des lettres.
Pour connaître le programme d'activités, consultez le site Internet des Grandes Fêtes
www.ulaval.ca/grandesfetes

Participez au colloque *Les cultures en transition et le défi du pluralisme* qui a lieu les 21 et 22 avril au Musée de la civilisation

Venez nous rencontrer au Salon international du livre de Québec du 24 au 28 avril

- visitez le stand de l'Université Laval
- assistez aux huit tables rondes animées par l'Université Laval
- découvrez l'exposition sur l'Université Laval

Partenaires des
Grandes Fêtes

Canada

Québec

Bell

ALCAN

RBC

Desjardins

Hydro Québec

JEAN COUSO

LE SOLEIL



LES GRANDES FÊTES
DE L'UNIVERSITÉ LAVAL
150^e et 340^e

www.ulaval.ca/grandesfetes

Mazda L'ÉVÉNEMENT le printemps S'ÉCLATE



Louez à partir de **249\$** ou Obtenez **19%**
PAR MOIS, POUR 48 MOIS*
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
COMPTANT INITIAL DE 1 995\$



Mazda Protegé5 2002

« Les meilleurs achats de leur catégorie »
Le Guide de l'auto 2002, Jacques Duval

« La voiture de l'année »
Le Guide de l'auto 2002, Jacques Duval

Équipée pour l'action: • Roues de 16 po en alliage • Moteur 4 cyl. de 2 L à DACT et 130 ch • Compte-tours • Radio AM/FM stéréo avec lecteur CD • Ensemble GFX • Régulateur de vitesse • Phares antibrouillards • Essuie-glace de lunette • Freins antiblocage avec système de répartition de freinage électronique • Console centrale • Banquette arrière 60/40 • Deux coussins de sécurité avant à action atténuée • Sièges en tissu de type sport • Glaces à commande électrique et téléverrouillage • Indicateurs du tableau de bord à fond blanc • Et plus encore

Mazda Protegé SE 2002



« La voiture la plus vendue
au Québec en 2001 »*

Louez à partir de **189\$** ou Obtenez **19%**
PAR MOIS, POUR 48 MOIS*
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
COMPTANT INITIAL DE 1 995\$

Équipée pour le plaisir: • Banquette arrière à dossier 60/40 rabattable et verrouillable • Radio AM/FM stéréo avec lecteur CD et 4 haut-parleurs • Volant inclinable • Essuie-glace à balayage intermittent • Deux coussins de sécurité avant à action atténuée • Console centrale • Bouches de chauffage aux places arrière • Barres stabilisatrices avant et arrière • Roues de 14 po avec enjoliveurs intégraux • Et plus de 60 autres caractéristiques de série

Puissant moteur de 2 L et 130 ch de série sur les modèles LX et ES



Mazda MPV DX 2002

Lauréate du GUIDE
DE L'AUTO 2002 pour une
3^e année consécutive

Louez à partir de **379\$** ou Obtenez **19%**
PAR MOIS, POUR 48 MOIS*
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS

0\$ COMPTANT

COMPTANT	MENSUALITÉ*
0\$	379\$
1 995\$	339\$
2 995\$	319\$

• Nouveau moteur V6 3L de 200 ch • Nouvelle boîte automatique 5 vitesses • Radio AM/FM stéréo avec lecteur CD, commandes audio montées sur le volant • Climatiseur • Deux coussins de sécurité avant (coussins latéraux livrables en option) • Sièges baquets de 2^e rangée Side-by-Side™ • Banquette de 3^e rangée Tumble-Under™ rabattable sous le plancher et orientable vers l'arrière • Portes coulissantes latérales avec glaces abaissoires



Mazda Tribute DX 2002



Meilleur achat
Carguide 2002

Louez à partir de **299\$** ou Obtenez **4,9%**
PAR MOIS, POUR 48 MOIS*
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
COMPTANT INITIAL DE 2 495\$

• Moteur 4 cyl. de 2 L avec boîte manuelle 5 vitesses • Climatiseur • Conception OptiSpace qui en fait le plus spacieux de sa catégorie • Deux coussins de sécurité avant et avant latéraux • Radio AM/FM stéréo avec lecteur CD • Hayon à double accès • Traction avant • Volant inclinable

Moteur V6 disponible

AUCUN PAIEMENT AVANT
90 JOURS**
AU FINANCEMENT À L'ACHAT SEULEMENT†

Mazda 626 LX-14 2002



Louez à partir de **299\$** ou Achetez à partir de **21 995\$****
PAR MOIS, POUR 48 MOIS*
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
COMPTANT INITIAL DE 1 995\$

Et obtenez **0%** DE FINANCEMENT À L'ACHAT
JUSQU'À 36 MOIS

• Moteur 2 L à DACT et 16 soupapes • Roues de 15 po • Boîte manuelle 5 vitesses • Téléverrouillage • Console centrale • Banquette arrière à dossier 60/40 avec accoudoir central • Climatiseur • Radio AM/FM stéréo et lecteur CD • Glaces de teinte foncée, à commande électrique • Serrures des portes et miroirs chauffants à commande électrique • Deux coussins de sécurité • Freins à disque avant • Barres stabilisatrices avant et arrière



**Mazda B3000 Dual Sport,
cab. allongée 2002**

« Camionnette importée la plus vendue
au pays depuis 15 ans »*

Louez à partir de **299\$** ou Obtenez **19%**
PAR MOIS, POUR 48 MOIS*
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
COMPTANT INITIAL DE 795\$

• Moteur V6 3 L de 150 ch • Boîte manuelle surmultipliée 5 vitesses • Roues de 15 po en acier argent • Freins antiblocage aux quatre roues • Système d'immobilisation Securilock • Radio AM/FM stéréo avec lecteur CD • Barre stabilisatrice avant • Glace arrière coulissante • Prise d'alimentation auxiliaire de 12 V • Banquette à dossier 60/40 avec accoudoir/rangement • Mini-console au plancher avec porte-gobelets • ET CLIMATISEUR

GARANTIE LEADERSHIP MAZDA Renseignez-vous sur notre remarquable garantie complète.
ASSISTANCE ROUTIÈRE 24 HEURES MAZDA Renseignez-vous sur le programme d'assistance routière Mazda, offert gratuitement avec toute nouvelle Mazda.

INFORMEZ-VOUS AU SUJET DU PROGRAMME MAZDA POUR LES DIPLÔMÉS.



*Rapports de l'ALCAN, 1987-2001.
**Financement consenti aux particuliers par l'entremise de la Banque de Nouvelle-Écosse. Sur approbation du crédit. Autres taux de financement disponibles. †L'offre aux particuliers de «aucun paiement avant 90 jours» s'applique au financement à l'achat seulement sur toutes les Mazda neuves et débite à la date de livraison du véhicule à l'acheteur. Le nombre de mensualités choisi par le client n'est pas réduit mais reporté de 3 mois. Aucun intérêt pendant les premiers 60 jours. Après cette période, le montant du capital ainsi que les intérêts doivent être payés en fonction du terme prévu au contrat. *Taux de location personnalisée Mazda, offerts uniquement sur la location ou détail des Mazda Protegé SE 2001 (modèle 05102000), des Mazda Protegé 2002 (modèle 05102000), des Mazda 626 LX-14 2002 (modèle F4032000), des Mazda Tribute SE 2002 (modèle W0052000), des camionnettes Mazda B3000 2002 (modèle X0052000) et des Mazda MPV DX 2002 (modèle 00027000) neufs. Comptant initial ou échange équivalent, premier versement mensuel et dépôt de sécurité de 250\$ (Protegé SE), de 300\$ (Protegé), de 350\$ (626 LX-14, Tribute SE et B3000) et de 400\$ pour l'offre à 379\$ et de 450\$ pour l'offre à 379\$ (MPV DX) exigés. Aucun comptant initial sur les Mazda MPV sur l'offre à 379\$ par mois. Offres soumises à l'approbation de Credit Mazda Canada inc. Limite de 80000 km. Frais de 8¢ le km additionnel. Immobilisation, assurances et taxes en sus. **Offre réservée aux particuliers et portant sur les Mazda 626 LX-14 2002 neuves (modèle F4032000). Frais de transport et préparation (875\$), immatriculation, assurances et taxes en sus. Les modèles illustrés peuvent différer et sont utilisés à titre indicatif seulement. Certains équipements illustrés peuvent être offerts en option ou de série sur d'autres modèles. Les stocks peuvent varier selon les concessionnaires. Les concessionnaires peuvent vendre ou louer à prix inférieur. Voir un concessionnaire participant pour les détails. Aucune combinaison d'offres possible. Offres d'une durée limitée à compter du 2 avril 2002.



LE MONDE

EN BREF

PHILIPPINES

Un prêtre relâché

■ ZAMBOANGA — Un missionnaire italien a été libéré dans le sud des Philippines tôt lundi matin après près de six mois de captivité, ont annoncé les autorités philippines. Giuseppe « Beppe » Pierantoni a été enlevé le 18 octobre dans la ville de Dimataling, dans la province de Zamboanga del Sur, par un groupe baptisé « Pentagone » qui serait constitué d'anciens rebelles séparatistes musulmans et qui figure sur la liste américaine des organisations terroristes. (AP)

TAÏWAN

Quatrième séisme

■ TAIPEI — Un tremblement de terre d'une amplitude de 5,1 sur l'échelle ouverte de Richter a secoué Taïwan, ce matin, après trois autres séismes en un peu plus d'une semaine, dont le premier avait fait cinq morts à Taipei le 31 mars, ont annoncé les services de sismologie. Ni victimes ni dégâts matériels n'ont pour l'instant été signalés. L'épicentre du séisme était situé à un peu moins de 10 km à l'est de Hsiulin, une ville côtière de la région de Hualien (est). Le séisme du 31 mars — d'une amplitude de 6,8 — avait fait cinq morts dans la capitale, écrasés par la chute de deux grues du sommet d'un immeuble de 100 étages en construction à Taipei. Un deuxième séisme — de 5,4 sur l'échelle ouverte de Richter — avait ensuite secoué Taïwan le 4 avril, sans faire de victimes, comme le troisième — d'amplitude 5 —, survenu le 7 avril. (AFP)

INGOUCHE

Défaite de Moscou

■ NAZRAN, Russie — Le député de la Douma (Chambre basse du Parlement russe), Alikhan Amirkanov, est arrivé en tête du premier tour de l'élection présidentielle en Ingouchie (Caucase russe) devant le général Mourat Ziakov, qui a l'appui du Kremlin, selon des résultats préliminaires annoncés aujourd'hui. M. Amirkanov, âgé de 46 ans, a obtenu près de 30 % des voix, contre 20 % pour son rival, selon un observateur de la Commission électorale centrale russe. Deux des huit candidats inscrits, Moukharbek Aouchev et le président intérimaire Akhmet Malsagov, ont obtenu respectivement 17 et 16 % des voix, selon la même source. Environ 68 % des 123 000 électeurs inscrits dans cette république voisine de la Tchétchénie se sont rendus aux urnes hier pour élire leur président. (AFP)

ÉTATS-UNIS

Des sextuplés

■ WICHITA, Kansas — Une Américaine de 33 ans a mis au monde, samedi, à Wichita (centre des États-Unis) des sextuplés, trois filles et trois garçons qui se trouvaient hier dans un état satisfaisant selon les médecins. Ethan Roy, Melissa Sue, Grant Douglas, Sean Edward, Jaycie Linette et Danielle Patrice, nés par césarienne un mois et demi avant terme, pèsent entre 1,1 et 1,6 kg. Les bébés ont été placés par précaution sous assistance respiratoire, mais les médecins du Centre médical Saint-Joseph de Wichita se déclarent optimistes. La mère des sextuplés, Sondra Headrick, avait suivi un traitement contre la stérilité. Elle et son mari Eldon, 32 ans, habitent Rago, un hameau dont la population ne dépassait pas jusqu'à présent 12 habitants. (AP)

JAPON

L'option nucléaire

■ TOKYO — Un dirigeant conservateur japonais a averti que Tokyo pourrait se doter de l'arme nucléaire « du jour au lendemain » si la Chine représentait une menace militaire, ont rapporté hier des journaux japonais. Les déclarations d'Ichiro Ozawa, un des chefs du Parti libéral d'opposition, risquent de provoquer des réactions de Pékin alors que le premier ministre japonais se rend en fin de semaine dans le sud de la Chine. Ozawa a précisé samedi dans la ville de Fukuoka qu'il avait mentionné l'option nucléaire lors d'une rencontre récente avec un responsable des renseignements du Parti communiste chinois. « La Chine développe son arsenal militaire pour rejoindre les rangs des superpuissances » et marcher sur la trace des États-Unis, a dit Ozawa, partisan d'un renforcement de l'armée. « Il nous serait facile de produire des têtes nucléaires », dit-il. (AFP)



Clara Rodriguez est découragée par cet attentat qui a fait au moins 12 morts et une centaine de blessés, près de Bogota.

Vague de violence en Colombie

■ BOGOTA (AFP, AP) — La Colombie a connu une nouvelle vague de violence, hier, avec la mort de 12 civils dans un attentat à la voiture piégée et l'assassinat d'un prêtre en pleine messe durant la communion.

La guerre civile dans le pays andin a déjà fait plus de 500 morts en 2002, et s'est aggravée depuis la rupture le 20 février, par le pouvoir, des négociations avec les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC, marxistes), principale guérilla avec 17 000 hommes.

L'explosion d'un véhicule chargé de 50 kg de dynamite à 1 h 20, heure locale, a tué 12 personnes et fait une centaine de blessés en plein cœur de Villavicencio, une ville de 300 000 habitants située à 113 km au sud-est de Bogota.

Quelques heures plus tôt, le prêtre Juan Ramon Nunez a été abattu par deux tueurs au pied de l'autel au moment où il faisait communier les fidèles durant la messe à l'église de La Argentina, à 610 km au sud de Bogota.

Aussitôt qualifiée de « barbare » par le cardinal Pedro Rubiano, archevêque de Bogota, cette nouvelle exécution d'un religieux est intervenue exactement trois semaines après le meurtre, le 16 mars, de l'archevêque de Cali, M^{re} Isaias Duarte, assassiné par des tueurs à gage devant une église

de cette ville du sud-ouest après y avoir marié 70 couples.

LE PLUS MEURTRIER

L'attentat de Villavicencio, le plus meurtrier survenu en Colombie depuis le début de l'année, a eu lieu dans la zona rosa (quartier rose), lieu de divertissement pour la jeunesse, avec de nombreux bars et discothèques, et n'avait toujours pas été revendiqué à la mi-journée. L'explosion a endommagé plusieurs immeubles, dont les locaux de la radio Super Noticias, et une dizaine de véhicules garés à proximité.

Les autorités de Villavicencio ont appelé la population à faire don de son sang pour venir en aide aux blessés. Une prime de 7000 \$US a aussi été offerte en échange de toute information qui permettrait l'arrestation du ou des auteurs de l'attentat, perpétré alors que se déroulait dans cette ville, depuis vendredi, un match de Coupe Davis de tennis entre la Colombie et l'Uruguay.

Le meurtre du curé de La Argentina n'avait toujours pas été revendiqué

non plus hier matin. Ses assassins ont fait feu à quatre reprises sur le prêtre et tué également un fidèle avant de prendre la fuite. Un porte-parole de la police a rappelé que les FARC sont omniprésents dans cette région. L'Argentine se trouve près de l'ancienne zone démilitarisée des rebelles, grande comme la Suisse (42 000 km²), reprise par l'armée à partir du 21 février après la rupture des négociations. Elle avait servi de « laboratoire de paix » depuis le 7 novembre 1998.

Vingt-six religieux catholiques et trente-neuf pasteurs protestants ont été assassinés en Colombie au cours des cinq dernières années, selon la police.

Entre mercredi et jeudi dernier, un syndicaliste a été tué par les paramilitaires d'extrême droite, et sept élus locaux enlevés par la guérilla dans le pays, selon les autorités.

La candidate pour le Parti Oxygène (Verts) à la présidence colombienne pour le scrutin du 26 mai, Ingrid Betancourt, est toujours l'otage de la guérilla des FARC depuis son enlèvement dans le sud près de Florencia le 23 février.

La guerre civile a déjà fait plus de 200 000 morts depuis 1964 en Colombie, avec plus de 3000 enlèvements de civils par an.

L'opposition socialiste remporte le premier tour de scrutin en Hongrie

BUDAPEST (d'après AP) — L'opposition socialiste a remporté de justesse, hier soir, le premier tour des élections législatives en Hongrie, quatrième scrutin libre dans le pays depuis le retour de la démocratie en 1990.

À l'issue du scrutin, le Parti socialiste remportait 42,03 % des suffrages, devançant légèrement la coalition de centre-droit sortante du premier ministre Viktor Orban, Fidesz, créditée de 41,11 % des voix. Ils étaient également en tête dans 75 des 131 circonscriptions électorales qui ne participent pas au second tour. Les sondages avaient pronostiqué le contraire avant le scrutin, dont le deuxième tour aura lieu le 21 avril.

Les traditionnels alliés des socialistes, l'Alliance des démocrates libres, arrivant en troisième position dans un grand nombre de circonscriptions en-

core non pourvues, l'opposition devrait pouvoir remporter une majorité confortable au Parlement.

Les socialistes disposent de 93 des 185 sièges pourvus, la coalition Fidesz de 87, et les Démocrates libres de 4.

« Il y a seulement quelques heures, ils faisaient la fête au quartier général de Fidesz », a déclaré le président du Parti socialiste, Laszlo Kovacs au cours d'une conférence de presse après l'annonce des résultats définitifs. « La seule différence, c'est qu'ils célébraient les sondages et que

nous célébrons les résultats ». Le taux de participation a atteint 71 % des 8,1 millions d'électeurs inscrits, un chiffre encore jamais égalé depuis 1990. La Hongrie a organisé cette année-là son premier scrutin démocratique depuis la chute du communisme un an auparavant.

Les 386 sièges du Parlement doivent être renouvelés au cours de ces législatives, à l'issue desquelles la formation victorieuse désignera un premier ministre et formera un gouvernement. La totalité des membres de l'assemblée seront élus pour quatre ans.

Un second tour aura lieu le 21 avril, dans les circonscriptions où aucun candidat n'aura obtenu la majorité nécessaire ou dans celles où la participation aura été inférieure à 50 %, le nombre total des circonscriptions s'élevant à 176.



Peter Medgyessy, de l'opposition

Le crime informatique coûte une fortune

■ WASHINGTON (AFP) — La criminalité informatique a coûté des milliards \$US au cours de l'année passée aux entreprises américaines et aux organisations gouvernementales, augmentant de manière importante par rapport à l'année précédente, indique une étude rendue publique hier.

Le « rapport 2001 sur les crime informatiques et la sécurité » réalisé par l'Institut sur la sécurité informatique et le FBI (police fédérale) montre que les attaques au moyen de virus et

d'autres infractions à la sécurité informatique étaient en augmentation aux États-Unis.

« Les résultats du rapport de cette année montrent encore le sérieux et la

complexité du crime informatique », affirme Bruce Gebhardt, directeur du bureau du FBI de la Californie du Nord.

« Les vulnérabilités dynamiques liées aux affaires en ligne restent un défi pour la police », a-t-il souligné.

Après avoir interrogé 538 experts en sécurité informatique travaillant pour des associations, des agences gouvernementales et des universités, les auteurs du rapport ont conclu que les en-

treprises et d'autres organisations perdaient des millions de dollars chaque année en raison de la criminalité informatique.

Seulement 35 % des personnes interrogées ont accepté de divulguer les chiffres de leurs pertes, mais celles-ci s'élevaient à plus de 377,8 millions \$ l'an dernier, soit une augmentation de près de 265,6 millions par rapport aux pertes enregistrées dans une étude identique en 2000. ▲

COSTA RICA

Pacheco victorieux

SAN JOSE (d'après AFP) — Abel Pacheco, candidat du Parti de l'unité sociale-chrétienne (PUSC), est assuré de la victoire au second tour de l'élection présidentielle au Costa Rica, recueillant 58,2 % des suffrages, hier, devant son adversaire de l'opposition du centre-gauche, Rolando Araya, selon des résultats portant sur 54,3 % des bureaux de vote.

Un taux d'abstention historique, supérieur à 40 %, était également mentionné dans les sondages.

Abel Pacheco, âgé de 68 ans, psychiatre, écrivain et ancien animateur de télévision, succédera le 8 mai, pour un mandat de quatre ans, à Miguel Angel Rodriguez, élu en 1998 également sous les couleurs du PUSC.

Sans attendre la suite des opérations de dépouillement, les militants du PUSC ont salué la victoire de leur candidat par un concert de klaxons dans les artères de la capitale, San José.

Un second tour avait été organisé pour la première fois dans l'histoire du Costa Rica, petit pays d'Amérique centrale de 3,8 millions d'habitants, présenté comme un modèle de démocratie par rapport à ses voisins.

La tenue de ce second tour, dans ce pays où seulement 40 % des suffrages sont suffisants pour l'emporter dès le premier scrutin, est le résultat de la percée d'un nouveau parti, représentant l'Action citadine (PAC), et dont le leader, Otton Solís, au terme d'une campagne très critique envers les deux partis traditionnels en place depuis 50 ans, avait obtenu 26 % des voix.

Lors du premier tour de scrutin, en février, M. Pacheco était arrivé en tête avec 38,5 % des voix, échouant de quelque 20 000 votes dans sa tentative de l'emporter directement.



Abel Pacheco

Roquettes sur Kaboul

KABOUL (d'après AFP) — Deux roquettes ont été tirées dans la nuit de samedi à hier à Kaboul contre une base de la Force internationale d'assistance à la sécurité en Afghanistan (-ISAF), sans faire de blessés.

Selon un porte-parole, le lieutenant Tony Marshall, cette attaque semble être une tentative de créer la confusion dans le contexte de la préparation de la Loya Jirga d'urgence, assemblée traditionnelle qui doit se réunir en juin afin d'élire un gouvernement de transition.

Des gardes de faction sur le mur d'enceinte entourant une base de la force de paix sur la route de Jalalabad, dans l'est de Kaboul, ont entendu les deux tirs de roquettes au-dessus de la base, a déclaré Marshall.

« Nous pensons que l'une des roquettes a explosé à environ 200 mètres » du bâtiment, a ajouté le porte-parole.

Plusieurs attaques récentes ont visé des soldats de l'ISAF britanniques notamment, déployés à Kaboul depuis décembre pour assurer la sécurité de la capitale afghane. L'ISAF a fait état, ces derniers jours, d'une recrudescence d'actes de violence dans la partie ouest de la ville.

Le lieutenant Marshall a affirmé que les roquettes semblaient avoir été tirées depuis le sud-ouest de Kaboul et que, selon des fragments récupérés par les soldats, il s'agit de roquettes de 107 mm de fabrication chinoise, d'une portée de 10 kilomètres.

Une enquête a été ouverte pour déterminer les circonstances de cette attaque.

On ne frapperait pas l'Irak avant au moins un an...

■ LONDRES (d'après AFP) — Le premier ministre de la Grande-Bretagne, Tony Blair, et le président des États-Unis, George W. Bush, sont d'accord sur une action militaire contre l'Irak, mais qui n'interviendra « vraisemblablement pas avant un an », affirme le *Times* d'aujourd'hui qui cite des sources proches des deux dirigeants.

MM. Blair et Bush ont envisagé « un plan en trois phases » pour renverser le président de l'Irak, Saddam Hussein, lors de leurs deux jours d'entretiens dans le ranch présidentiel, voisin du village de Crawford, au Texas, écrit le journal.

« Premièrement, recréer une coalition en convainquant les pays voisins de l'Irak que Saddam peut être renversé, puis mener une action mili-

taire contre lui et, enfin, assurer la mise en place d'un régime capable de diriger le pays » constituent les trois phases de ce plan.

Selon un haut responsable américain cité par le quotidien, « le président (Bush) a pris ses fonctions avec la détermination de finir le travail commencé par son père (lors de la guerre du Golfe contre l'Irak en 1991), certainement avant la prochaine élection présidentielle de 2004 ».

« M. Blair doit, lui, écouter beaucoup plus les voix opposées (à une action militaire contre l'Irak) en Europe et au sein de (son parti) du Labour », a ajouté cette source.

D'où la différence de langage entre le discours guerrier de M. Bush et plus prudent de M. Blair, selon le *Times*. Ce dernier a toutefois adressé, hier, son plus ferme avertissement à l'Irak, évoquant « un renversement » par la force de tout régime menaçant la sécurité internationale.

La Nativité assiégée



Un coucher de soleil illuminait, hier, l'église de la Nativité, ce haut lieu de la catholicité à Bethléem. Dans le cours de la journée, des fonctionnaires israéliens exerçaient des pressions continues sur les religieux franciscains qui veillent sur les Lieux saints à Bethléem, afin que soit ordonné aux frères et aux sœurs du couvent de la Nativité de quitter les lieux, a rapporté, hier, l'agence vaticane Fides. L'éloignement des religieux permettrait à l'armée israélienne de donner l'assaut contre les quelque 200 combattants palestiniens réfugiés dans le complexe de la Nativité depuis mardi, ajoute Fides. Depuis plusieurs jours, les Franciscains du couvent de la Nativité ont indiqué qu'ils ne quitteraient pas les lieux.

Arafat, un hôte « charmant » dans son bureau en ruines

RAMALLAH, Cisjordanie (d'après AFP) — « Souriant, accueillant, déterminé et toujours debout. » Les militants pacifistes propalestiniens ne tarissaient pas d'éloges, hier, pour le président Yasser Arafat auquel ils servent de boucliers humains, dans son quartier général assiégé de Ramallah.

La veille au soir, le bâtiment en ruines où, depuis une semaine, ils vivent aux côtés du président palestinien, a été mitraillé et bombardé par un char de Tsahal. Trois gardes du corps d'Arafat ont été blessés, dont l'un grièvement. Il a été fait prisonnier par l'armée israélienne à sa sortie en ambulance.

« La nuit commençait à tomber. Les chars qui sont là en permanence se sont déployés autour du bâtiment. J'ai vu l'un d'eux tirer avec son canon. L'obus a éventré le mur de la pièce du Conseil des ministres », relate par téléphone Claude Léostie, une Française membre de la Campagne civile pour la protection du peuple palestinien.

Cette enseignante de Brest vit retranchée avec une trentaine de militants propalestiniens dans la Mokataa, le complexe présidentiel de Ramallah. Dans la ville occupée sous couvre-feu, déclarée « zone militaire fermée », les blindés israéliens interdisent tout accès à ce bâtiment, selon un journaliste de l'AFP sur place.

Elle croise plusieurs fois par jour Yasser Arafat, entouré de sa garde rapprochée. « Si on n'avait pas été là, les Israéliens auraient investi le bâtiment et essayé de s'emparer du président et de se défaire des gens autour », assure-t-elle.

Les autorités israéliennes assurent, en revanche, n'avoir jamais eu cette intention et ne vouloir « qu'isoler » le dirigeant palestinien à ce stade.

M^{me} Léostie le dépeint « décidé, alerte, travaillant beaucoup, très occupé ». « Il faut le voir marcher d'un pas ferme, avec son keffieh et son uniforme. Chaque fois que c'est possible, il est au téléphone. Tous autour de lui sont déterminés à ne pas se rendre », souligne-t-elle.

La militante décrit une « situation extrêmement difficile ». « On n'a pratiquement plus rien à manger. Depuis cinq jours, il n'y a plus d'eau courante. Cela fait trois jours que des ambulances palestiniennes attendent pour nous livrer. »

La visite, vendredi, de l'envoyé spécial américain Anthony Zinni a permis selon elle de faire rentrer un peu de nourriture et d'eau, « 15 bouteilles, l'équivalent des besoins d'une demi-journée ». Elle a compté environ 300 personnes dans le Q.G. d'Arafat.

Au petit-déjeuner, ils mangent un quart de pomme. Et pour dîner, ils se partagent une petite boîte de haricots à trois personnes. Le tout arrosé selon elle d'un « verre moyen d'eau par jour ».

En dépit de ces difficultés, elle se félicite de la « chaleur extraordinaire » unissant les « internationaux » et les Palestiniens assiégés, « du chebab (jeune) qui garde sa porte jusqu'à Arafat ».

Marguerite Dhuart, 50 ans, consultante en marketing parisienne, évoque le « moral très ferme de tout le monde ». Malgré les blessés soignés tant bien que mal par un médecin dans l'enceinte. « Je l'ai aidé à refaire le pansement d'un soldat touché par une balle dans la colonne vertébrale. Il restera paralysé », raconte-t-elle.

Elle loue Arafat pour son sens de l'hospitalité. « Il est venu en personne nous saluer, hier matin. Très souriant, très présent. Il s'est excusé pour l'absence d'électricité. Je lui ai dit que dans le noir on voit avec les yeux du cœur. Il m'a alors embrassée sur le front ».

Le Liban multiplie les attaques contre Israël

BEYROUTH (d'après AFP) — Le Liban a prodigué, hier, des assurances aux États-Unis quant à sa volonté, malgré la multiplication des incidents frontaliers, d'éviter une escalade avec Israël, tandis que les Nations unies ont appelé Beyrouth à prouver sa détermination « par des actes ».

Le premier ministre Rafic Hariri « a convoqué l'ambassadeur Vincent Battle pour lui réaffirmer la position officielle de son pays, à savoir que Beyrouth appuie les opérations de la résistance (menée par le Hezbollah) dans le secteur des fermes de Chebaa qu'il revendique, mais nulle part ailleurs ».

Le premier ministre d'Israël, Ariel Sharon, a directement mis en cause hier l'Iran et la Syrie dans l'escalade au Liban sud.

« Derrière ce qui se passe au Liban, il y a l'Iran, qui a fourni des milliers de roquettes et de batteries au Hezbollah et aux Gardiens de la révolution iraniens (la garde pratorienne du régime iranien) », a affirmé M. Sharon.

« Ces opérations n'auraient pas pu non plus avoir lieu sans l'aide de la Syrie, qui contrôle le Liban », a ajouté le premier ministre israélien.

Le Hezbollah a repris, le 30 mars, ses bombardements sur les positions israéliennes dans le secteur des fermes de Chebaa, occupé par Israël depuis 1967 et revendiqué par Beyrouth.

Mais pour la première fois depuis le retrait israélien du Liban Sud, en 2000, des incidents armés se multiplient à d'autres endroits de la frontière, les assaillants ne s'identifiant jamais.

Hier, les miliciens du Hezbollah ont bombardé sept postes israéliens dans le secteur disputé, blessant deux soldats, selon des sources israéliennes. D'autres attaques se sont produites au même moment en deux autres points de la frontière, Manara et Avvim, faisant dans ce dernier lieu quatre blessés dans les rangs de Tsahal.

Israël a riposté avec son artillerie et son aviation dans la zone du Liban Sud vis-à-vis des fermes de Chebaa. Pour la première fois depuis le retrait israélien du Liban Sud, des missiles sol-air SAM ont été tirés, sans attein-



SUPER OFFRES

Goodwrench

→ INCLUSI

Pose, valve et équilibrage

UNIROYAL

Tiger Paw[™] ASC

47⁹⁵\$

Voiture

Uniroyal [™] Tiger Paw [™] ASC [™]	195/70R14	69,95 \$	BFGoodrich [™] Control T/A [™] M80	P225/60R16	109,95 \$
Uniroyal [™] Tiger Paw [™] ASC [™]	P205/70R15	79,95 \$	Michelin [™] X-One [™]	P195/70R14	124,95 \$
BFGoodrich [™] Control T/A [™] M80	P195/70R14	89,95 \$	Michelin [™] X-One [™]	P205/70R15	129,95 \$
BFGoodrich [™] Control T/A [™] M80	P205/70R15	99,95 \$	Michelin [™] X-One [™]	P225/60R16	149,95 \$

Camion

Uniroyal [™] Laredo [™] AWP [™]	P235/75R15	109,95 \$	BFGoodrich [™] All Terrain T/A [™] M0	LT235/75R15	149,95 \$
Uniroyal [™] Laredo [™] AWP [™]	LT235/75R15	129,95 \$	Michelin [™] LTX [™] M/S	P235/75R15	149,95 \$
BFGoodrich [™] All Terrain T/A [™] M0	LT215/75R15	139,95 \$	Michelin [™] LTX [™] M/S	LT235/75R15	169,95 \$

BFGoodrich MICHELIN UNIROYAL GOOD YEAR FIRESTONE BRIDGESTONE

Prolongez la vie de vos freins

Service des freins et étriers

54⁹⁵\$



Service Goodwrench

Bien fait. À temps.



1 800 463-7483

goodwrench.gmcanada.com

Ces offres s'appliquent à la plupart des voitures et camionnettes GM. Toutes taxes et droits en sus. Prix en vigueur jusqu'au 30 juin 2002. Pour tous les détails voyez votre concessionnaire Goodwrench participant du Québec.

Ode à l'or blond

Une cabane à sucre est apparue hier après-midi — pendant quatre heures seulement — à l'intérieur du Marché du Vieux-Port, au grand plaisir des familles et des amoureux de l'érable. Francis Lavoie, âgé de neuf ans, et ses deux sœurs jumelles de six ans et demi, Heidi et Amélie, en ont profité pour se sucrer le bec. Partout autour de la cabane, des producteurs offraient les fruits de leur travail. Au-delà des traditionnels produits de l'érable se trouvaient de la crème glacée, des saucisses, des croustilles et du fromage, autant de façon d'utiliser le précieux élixir printanier. M.M.



LE SOLEIL, STEVE DESCHÊNES

St-Georges aura son barrage sur la Chaudière

LUCE DALLAIRE

Collaboration spéciale

SAINT-GEORGES — Un barrage gonflable sur la rivière Chaudière changera bientôt l'image de Saint-Georges de Beauce.

La voie est maintenant tout à fait libre pour que la Corporation Rendez-vous à la rivière aille de l'avant avec son projet de construction d'un barrage gonflable sur la Chaudière, dans le secteur urbain de Saint-Georges.

Après trois ans de démarches administratives, de recherches ponctuelles de délais de toutes sortes, l'organisme a finalement reçu tous les permis et autorisations nécessaires.

Le responsable du comité technique, M. François Bégin, estime que les préparatifs débiteront à la mi-mai et que les travaux dans le lit de la rivière seront entrepris un mois plus tard.

Il s'agira du tout premier barrage de ce type utilisé à des fins récréatives au Québec

La Corporation a consenti 1 million \$ pour acheter le ballon rétractable à la compagnie Bridgestone Industrial Products America. Si Dame Nature le veut, les travaux d'installation devraient être finalisés à la mi-octobre.

UN LAC AU CENTRE-VILLE

Avec la mise en place d'un barrage rétractable sur la rivière Chaudière, un plan d'eau navigable à la hauteur du centre-ville de Saint-Georges sera créé.

« Ce sera la première fois au Québec qu'un barrage de ce type sera utilisé à des fins récréatives. Il y a une vingtaine d'installations similaires, mais elles servent à des fins hydro-électriques », a précisé M. Fecteau.

Une fois complété, le projet aura coûté 7 millions \$.

Outre la participation de Québec et d'Ottawa pour chacun 1,5 million \$, le CRCD y alloue 160 000 \$. Environ 1,8 million \$ est obtenu en biens et services. La première phase de campagne de financement dirigée par Marcel Dutil, du Groupe Canam Manac, a généré des dons de 1,5 million \$. La seconde phase, qui vise à recueillir 500 000 \$, se déroule actuellement.

Une fois le barrage gonflable rétractable installé au confluent des rivières Famine et Chaudière, le maître d'œuvre qu'est la Corporation du Rendez-vous à la rivière remettra « clef en main » les installations à Ville Saint-Georges qui aura alors la responsabilité d'en assurer la gestion, et la pérennité.

EN BREF

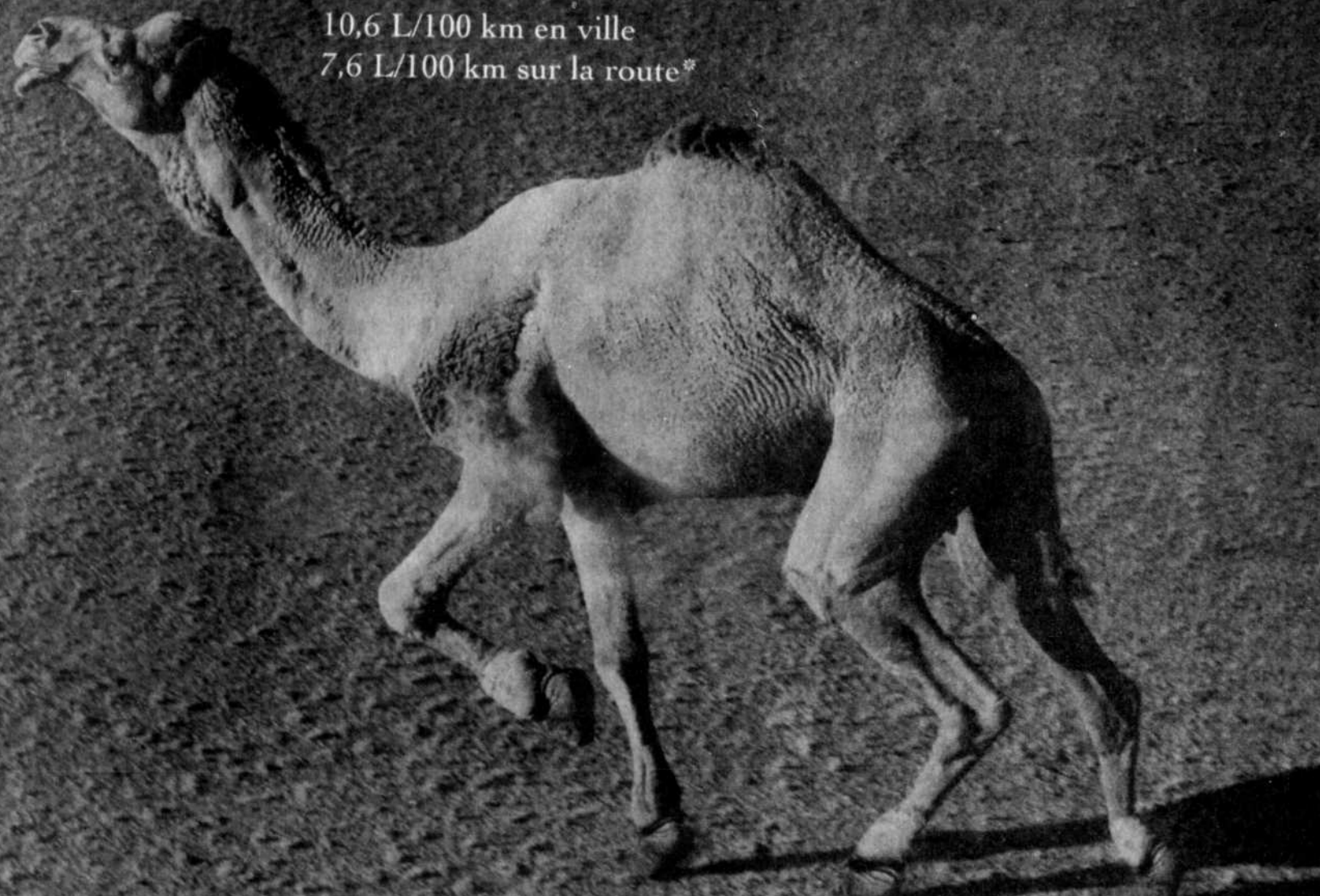
Il fauche son rival avec sa voiture

■ Une querelle entre deux hommes amoureux d'une même femme a failli virer au drame la nuit dernière à Saint-Lambert-de-Lauzon. L'un des deux individus, qui marchait sur la rue Place des Cerisiers vers 1 h 19, a fait signe à son rival d'arrêter sa voiture. L'autre a plutôt décidé de foncer sur son adversaire avec sa voiture. Le piéton s'en tire heureusement avec des blessures somme toute légères. L'automobiliste a été arrêté par les policiers de la Sûreté du Québec et pourrait être accusé aujourd'hui de voies de fait ayant causé des lésions corporelles ou même de tentative de meurtre. I.M.

Attention, caméras en cours d'installation

■ Transports Québec informe les usagers de la route que des travaux d'installation de caméras de surveillance pour la gestion de la circulation seront réalisés sur un parcours qui débute à l'angle de l'autoroute Henri-IV et du chemin Sainte-Foy pour se poursuivre sur l'autoroute Félix-Leclerc jusqu'à l'échangeur du boulevard Pierre-Bertrand. Une autre section du réseau de caméras sera implantée de l'autoroute Henri-IV jusqu'à la route Jean-Gauvin. Le chantier débute demain pour se terminer le 19 juillet. Les travaux occasionneront la fermeture de la voie de droite ou de celle de gauche de 7 h à 17 h 30 du lundi au jeudi et de 7 h à 12 h le vendredi.

10,6 L/100 km en ville
7,6 L/100 km sur la route*



VOICI LE NOUVEAU VUE DE SATURN Traverser le désert de Gobi peut être une aventure extraordinaire, sauf sur un point : les stations-service sont rares ! Comme le VUE consomme peu, vous aurez au moins la chance de profiter de la balade plus longtemps. Le nouveau VUE de Saturn. Il est chez lui presque partout.

À partir de 22 495\$

VUE
SATURN. Pour tout faire autrement.

*Consommation de carburant ville/voiture s'applique au modèle ISA 2002 à traction avant, boîte manuelle 5 vitesses, avec moteur 4 cyl. DIAT. Consommation d'essence basée sur les essais du guide de consommation de carburant Energuide 2002, présenté par Transport Canada. Le PDSF du modèle illustré (VUE ISD T1 V6 2002) est de 30 L/100 km. Notre prix comprend le transport, la préparation à la route et la taxe d'accise. Tous les prix sont les prix de détail suggérés par le manufacturier et n'incluent pas les taxes ni les assurances. Les détaillants peuvent fixer des prix ou des mensualités moindres.

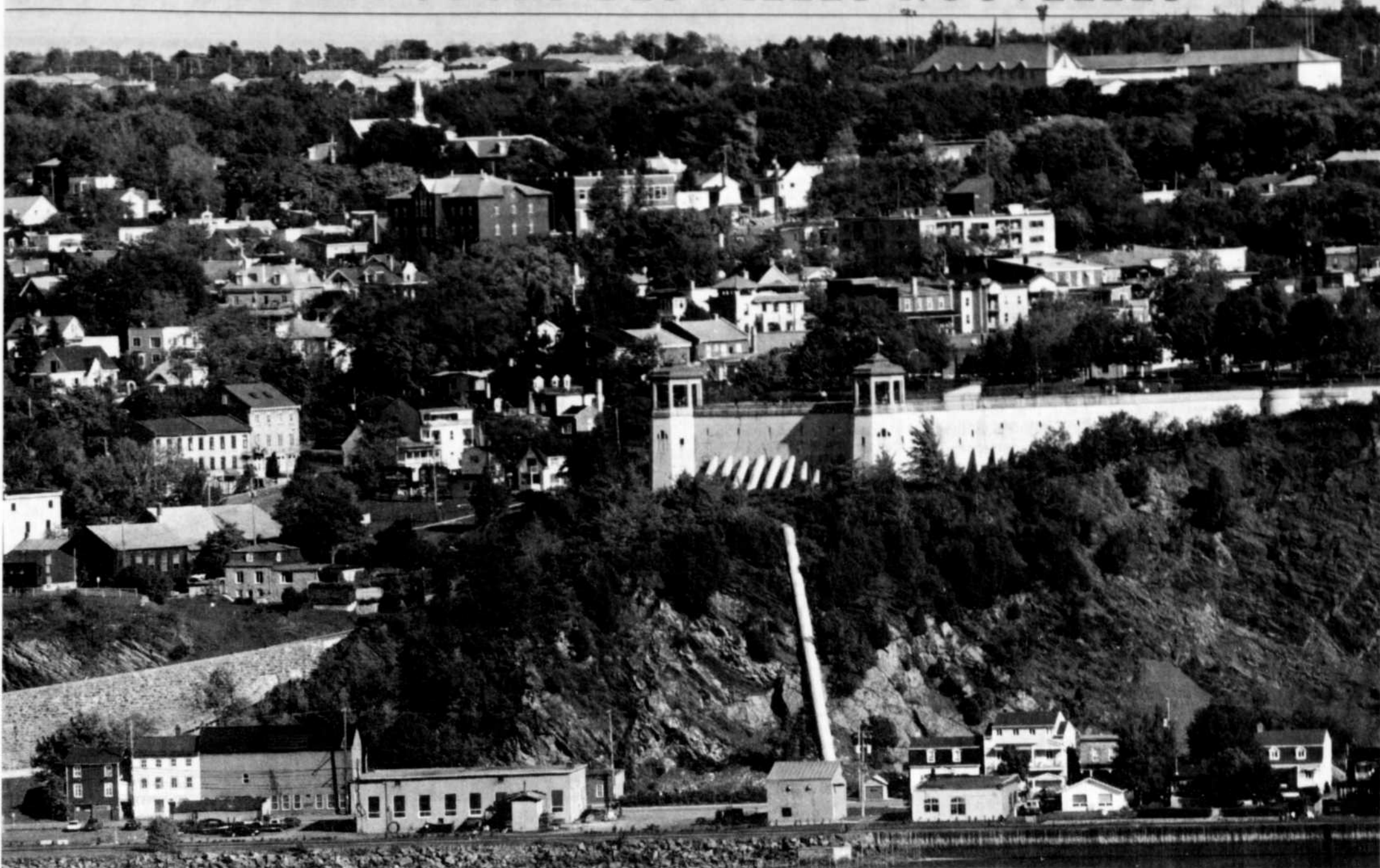
Saturn Isuzu du Saguenay
1330, boul. du Royaume
Chicoutimi
549-3320

Saturn Saab Isuzu de Québec
765, rue Marais
Québec
681-5777

Saturn Saab Isuzu Rive-Sud
4585, boul. de la Rive-Sud
Lévis
835-1888

Saturn Isuzu de Sainte-Foy
3330, rue Watt
Sainte-Foy
653-1312

LES 100 JOURS DES VILLES NOUVELLES



Même si elle n'a toujours pas de budget, Lévis est tout à fait opérationnelle. L'administration offre les services auxquels les citoyens sont en droit de s'attendre.

Les Lévisiens attendent la facture

L'intégration se fait sans grandes frictions sinon que le budget n'est pas déposé



DERNIER DE TROIS

Les nouvelles villes nées des fusions franchiront cette semaine le cap des 100 jours, sans que se soit produite la catastrophe redoutée par plusieurs. À Lévis, l'intégration des employés semble se faire sans problème, mais le budget se fait toujours attendre. LE SOLEIL termine aujourd'hui un premier bilan des villes nouvelles.

■ À Lévis, ville nouvelle, il y a ces jours-ci une anecdote qui circule concernant son premier citoyen, le maire Jean Garon.

Le maire se présente chez un concessionnaire d'automobiles pour s'acheter un véhicule. Comme c'est la règle quand il est question d'une auto neuve, le conseiller lui suggère une garantie longue durée, avec les explications générales d'usage. « Passez-moi le document que je le lise », demande M. Garon. Ce qu'il fait. L'histoire ne dit pas si le maire a souscrit l'assurance prolongée. Mais selon ce qui court, c'est que sa lecture a duré une heure et demie.

C'est à ce maire que rien ne rebute, quand il s'agit de se faire une tête, que les Lévisiens ont confié leur ville, le 4 novembre.

Des Lévisiens qui auront attendu pendant trois mois, soit 100 et quelques jours, pour savoir à quoi ressemblerait leur compte de taxes. Soit la période que s'est accordée l'occupant du 2175, chemin du Fleuve, pour passer au crible de ses ménages la proposition budgétaire déposée, le 26 novembre, par le Comité de transition. Une période qui a atteint le niveau de saga avec l'intervention récente du ministre des Affaires municipales, André Boisclair.

Dans une déclaration inopinée, au moment même où M. Garon allait déposer son budget de l'an 1, M. Boisclair a fait état d'un déficit de 6 millions \$ « tout à fait irrecevable ». Soit à peu près la différence entre la somme estimée par le Comité de transition pour faire tourner la ville en sa première année d'existence et celle des hauts fonctionnaires lévisiens.

Quoi qu'il en soit, le ministre a offert au maire « l'entière collaboration » de son ministère pour examiner la situation et il est maintenant question du 15 avril, à la suite de cet examen, pour produire le budget.

De propos émanant du cabinet de M. Garon, les Lévisiens n'auront rien



Le budget de Jean Garon n'a pas encore été déposé.

perdu pour attendre. « Le budget de la Ville de Lévis sera non déficitaire et équilibré. Ce sera un budget en avance sur bien d'autres villes, entre autres au chapitre de l'harmonisation », a affirmé Simon Bégin, faisant référence aux disparités entre les dix villes qui ont constitué la nouvelle grande ville le 1^{er} janvier.

AGACEMENT

En attendant d'être convaincus, les Lévisiens prennent plus ou moins leur mal en patience, certains d'entre eux allant jusqu'à s'adresser aux bureaux d'arrondissement pour s'enquérir si l'administration n'avait par hasard égaré leur adresse. D'autres, des exploitants de logements par exemple, ont manifesté leur agacement parce qu'il leur manquait la donnée essentielle du niveau des taxes 2002 pour fixer le coût des loyers. Il y aurait eu « des milliers d'appels » dans les bureaux d'arrondissement, paraît-il.

Sur le plan politique, l'absence de budget aura aussi fait les délices du chef de Vision Rive-Sud, Christian Jobin, qui a multiplié les interventions publiques à ce chapitre, soulignant qu'il en est déjà à préparer les élections municipales de 2005.

Quant au plan triennal d'immobilisation qui va avec le budget, le retard à l'adopter a notamment été soulevé par l'ex-maire de Saint-Romuald, Jean-Luc Daigle, qui a vu là une perte potentielle de toute une année de développement pour la nouvelle ville.

Mais le temps ne s'est pas arrêté pour autant.

C'est une structure urbaine tout à fait opérationnelle que le Comité de transition avait remise à l'administration Garon le 1^{er} janvier, notamment au chapitre du redéploiement des employés municipaux. Administration qui, pour lancer le navire, s'était voté une marge de crédit de 30 millions \$ dès la séance spéciale historique du 20 décembre.

Les rues en ont été déblayées de leur neige et les intersections sablées, la population protégée par ses policiers et ses pompiers. En même temps, par exemple, les bibliothèques municipales ont prêté des livres, les piscines ont accueilli des nageurs, les patinoires des joueurs de hockey et des patineurs. A d'autres niveaux, des outils de développement et de planification ont été forgés également, qu'il s'agisse de soutenir des projets in-

dustriels ou de constituer des banques de données stratégiques. Les grandes lignes d'un journal municipal destiné à informer les Lévisiens ont également été jetées sur le papier, etc.

DES GRINCEMENTS

Il y a bien eu quelques grincements. Aux premiers jours de ville nouvelle, au moment où la peinture séchait sur les murs des nouveaux bureaux de l'appareil administratif, il relevait de l'épopée de pouvoir joindre les services municipaux, comme l'avait d'ailleurs expérimenté l'ancien conseiller municipal de Saint-Rédempteur, Michel Couture.

« C'est chose du passé. À l'arrondissement (Chaudière-Ouest), ça va numéro 1 pour ce qui est des communications avec les citoyens », affirme-t-il trois mois plus tard, soulignant que convocations et informations relatives aux travaux du conseil de son arrondissement lui sont même expédiées par courriel et par « fax ».

« Je ne peux en dire autant en ce qui concerne la mairie. Je ne peux obtenir les ordres du jour du conseil municipal qu'en m'y rendant. C'est, à ce j'ai appris, sur instruction du maire qu'ils ne sont pas rendus disponibles autrement », ajoute M. Couture, qui continue de suivre de très près la chose publique.

En attendant sa voilure, le navire a somme toute flotté.

« Tout le monde est dans son arrondissement et fait ses affaires. Il ne semble pas y avoir de grandes embûches. L'employeur ne veut pas créer de mécontentement. Les gens sont à l'ouvrage. Il n'y a pas de bogue. Ça marche », observe notamment Gilles Lemieux, président du Syndicat des employés municipaux de la Ville de Lévis et vice-président de la Fédération indépendante des syndicats autonomes (FISA), l'agent négociateur des cols bleus.

Le même genre d'écho est venu du côté des cols blancs.

Et l'administration Garon a fait sa part pour mettre son personnel dans le coup de la nouvelle ville. Notamment en reconnaissant l'Association des cadres de la Ville de Lévis qui est en quelque sorte devenue un « agent négociateur » habilité à discuter avec l'hôtel de ville des dispositions d'un « répertoire » des conditions de travail de ses 117 membres. Geste applaudi par les cadres dont certains ont souligné que leurs vis-à-vis de Québec en étaient encore à attendre une décision de l'administration L'Allier à ce chapitre.

Pour ce qui est des Lévisiens ordinaires, l'appropriation mutuel est commencée. Des structures comme la Chambre de commerce qui a d'emblée adopté le nom de Lévis, les CLD maintenant fondus en un seul, l'Office municipal d'habitation (OMH) qui tout de suite



Le 2175, chemin du Fleuve, siège de l'administration de Lévis.

s'est préoccupé de l'ensemble du territoire, ont donné l'exemple. Mais, ne serait-ce de l'étendue de la ville et des cultures particulières des anciennes municipalités, les nouveaux Lévisiens ne savent pas qui ils sont encore.

« Nous ne sommes pas au courant de ce qui se passe plus loin sur le territoire. Nous ne connaissons pas les préoccupations du Lévisien qui habite Saint-Nicolas, ou Saint-Étienne, par exemple », illustre Micheline Lebeau, coordonnatrice de la Corporation de développement du Vieux-Lévis.

« On ne sent pas d'orientation précise »

■ Gilles Lehoullier, le conseiller de l'opposition qui représente le district 13 de la ville nouvelle de Lévis, est inquiet.

« On ne sent pas d'orientation précise. On ne sait pas où la Ville s'en va. Il n'y a qu'à jeter un coup d'oeil sur les procès verbaux des conseils d'arrondissement, des coquilles vides de toute façon », indique-t-il.

« Il n'y a pas de discussion de fond sur les vrais enjeux. À l'occasion des assemblées plénières, à l'occasion des assemblées publiques également, les gens de Garon se tiennent cois. Il y a une ligne d'équipe, il y a un bâillon, c'est palpable. On est loin d'un débat public, on est loin d'échanges intéressants sur l'avenir de la Ville. Ce qu'il faudrait, c'est une réflexion profonde sur l'avenir et les orientations de la Ville, à laquelle la population devrait être associée », ajoute le conseiller, qui, du temps de l'ancienne ville de Lévis, se faisait le champion de la consultation populaire tous azimuts.

« Le conseil est compétent. Je fais confiance à mes collègues. Mais la gestion de M. Garon est ultra centralisée. Elle exige 18 cadres supérieurs. C'est énorme. Le danger avec ce style de gestion, c'est que naisse une ville inodore, incolore et sans saveur. Le danger aussi, c'est que le budget soit un simple exercice comptable, un exercice d'uniformisation », conclut-il.

LE POUVOIR

Le pouvoir, il est incontestable que le maire Garon l'ait bien en main, ne serait-ce que les Lévisiens lui ont offert 12 des 15 sièges de conseillers en plus de voter pour lui à deux contre un à la mairie.

Il a pris des décisions à l'avenant. De la centaine de résolutions que les élus lévisiens ont adoptées depuis le 20 décembre, première séance historique du nouveau conseil, au moins une sur cinq concerne la plomberie de l'exercice du pouvoir.

Il ressort de l'examen de cette tuyauterie que seuls en font partie le maire et ses 12 équipiers du Parti des citoyens et des citoyennes. Et qu'elle fonctionne par gravité, la source se situant à la mairie où le seconde son collaborateur de longue date, Simon Bégin. Source qui coule vers le comité exécutif dont font partie les ex-maires de Saint-Jean-Chrysostome et Charny, Danielle Roy-Marinelli et Alain Lemaire, ainsi que

Pierre Brochu, un autre collaborateur de longue date de M. Garon, puis vers le conseil.

Cette tuyauterie se rétrécit vers le bas. Belle illustration du système, le conseiller Gilles Gagné, élu du PCC dans le district Saint-Romuald, s'est plaint publiquement qu'il avait reçu 475 pages de documents à digérer le vendredi précédant la séance de travail du lundi 11 mars. Et 147 autres pages à la dernière minute.

Mais il y a aussi le réseau des « commissions », des groupes de travail conçus par le comité exécutif qui ont reçu l'aval du conseil en février, dont la tâche est entre autres « de conseiller le conseil de la Ville sur les orientations et politiques de la Ville ». Au nombre de huit, ces commissions consultatives, qui sont constituées des équipiers de M. Garon, ont trait aux jeunes, aux femmes, aux aînés, aux handicapés, à l'environnement, aux loisirs et aux sports, au patrimoine, à l'urbanisme. Et il est bien clair qu'elles devront, « avant le 1^{er} mai 2002 », faire connaître au conseil comment elles perçoivent leur mandat et quels objectifs elles entendent poursuivre. Ceci, tout en précisant comme elles vont s'y prendre pour associer les citoyens lévisiens à leur démarche.

C'est peut-être bien à partir du 1^{er} mai qui vient qu'être citoyen lévisien prendra tout son sens. M.St-P.

Samedi : La fusion politique à Québec
Dimanche : L'intégration des employés
AUJOURD'HUI : L'expérience de la Rive-Sud



Gilles Lehoullier souhaite une réflexion profonde sur l'avenir de la Ville.

ÉDITORIAL

Président et Éditeur ALAIN DUBUC
 Rédacteur en chef YVES BELLEFLEUR
 Directeur de l'édition J.-JACQUES SAMSON
 Directeur de l'information FRANÇOIS BOURQUE

Cap sur l'Afrique

Il est parfois difficile de ne pas tomber dans le cynisme. À l'instar de Pierre Trudeau, qui avait lancé une croisade tiers-mondiste en fin de mandat, Jean Chrétien prend le bâton du pèlerin pour sauver l'Afrique. M. Chrétien complète cette semaine une visite dans sept pays africains pour discuter des moyens à prendre pour leur venir en aide.

Le gouvernement Chrétien a constamment coupé dans l'aide internationale depuis qu'il est au pouvoir. Le pourcentage du produit intérieur brut consacré à l'aide est passé de 0,44 à 0,25 de 1992 à 2000, le plus bas taux depuis 1966. Le gouvernement a redressé la situation dans le budget de 2001, en ajoutant 100 millions\$ au budget de l'ACDI pour la reconstruction de l'Afghanistan, et en créant un fonds spécial de 500 millions\$ pour l'Afrique, mais la vertu est venue sur le tard. C'est sur la création de ce fonds de 500 millions\$ que s'appuie maintenant le premier ministre pour lancer son initiative africaine, en prévision du sommet du G8 qui se tiendra en juin au Canada.



Gilbert Lavoie

GLavoie@lesoleil.com

Chaque fois qu'un pays accueille le Sommet des pays industrialisés, le gouvernement hôte propose une initiative à laquelle les invités acquiescent plus souvent par politesse que par conviction. Il serait tentant d'inscrire la démarche de M. Chrétien dans cette dynamique hypocrite. Mais la gravité de la situation en Afrique nous commande de laisser place à l'espoir.

Quand Pierre Trudeau a lancé son initiative nord-sud, au début des années 80, l'Asie et l'Amérique latine comptaient pour beaucoup dans cette partie du tiers-monde qui ne pouvait s'en sortir sans l'aide internationale. La situation a changé. La Chine affiche une croissance annuelle de 8 à 10%; l'Inde a fait des progrès considérables, les pays d'Amérique latine également. Les experts estiment que la plupart de ces pays ont atteint un point où il leur sera possible de poursuivre leur développement avec l'apport des capitaux privés.

Ce n'est pas le cas de l'Afrique, un continent oublié, paralysé dans son sous-développement, et dont la population est décimée par le Sida. Les pays industrialisés consacrent environ 50 milliards \$US par année au développement, dont le quart va à l'Afrique. Ébranlés par l'attentat du 11 septembre, les Américains ont annoncé à Monterey une hausse de 50% de leur budget d'aide, sur cinq ans. Les Européens feront un effort similaire. De plus, l'initiative de M. Chrétien s'inscrit dans la foulée des préoccupations exprimées l'an dernier au Sommet du G8 à Gênes. L'Afrique aura-t-elle enfin son tour?

À la fin des années 80, l'ouverture du mur de Berlin avait monopolisé l'attention des pays industrialisés vers les pays de l'Est comme la Pologne. Cette année, les attentats du 11 septembre dirigent nos regards vers les pays comme l'Afghanistan, que l'on veut soustraire de l'emprise des régimes sympathiques aux terroristes. Ce nouvel effort ne doit pas se faire au détriment de l'Afrique.

Le véritable défi de Jean Chrétien n'est pas de sortir du G8 avec un autre bel énoncé d'intention. Il doit éviter l'échec de Pierre Trudeau qui avait pourtant obtenu du G7, au Sommet de Versailles en 1982, que l'ONU soit mandatée de lancer des négociations globales entre le Nord et le Sud. Des négociations qui se sont vite enlisées dans les palabres stériles des corridors de l'ONU. Le véritable défi de Jean Chrétien, et du Canada, est d'établir l'effort international pour l'Afrique sur des bases durables. Et pour une fois, l'objectif semble réaliste.

Culture et musculature

Des professeurs d'éducation physique dénoncent le peu de temps consacré à leur discipline dans les écoles et les effets néfastes qu'aura ce choix sur la santé des jeunes Québécois. Ce serait bien s'ils mettaient autant d'énergie pour réclamer plus de journées de classe dans l'année scolaire.

Comme la réforme en éducation s'est traduite par un renforcement des matières de base — français et mathématiques — mais que Québec n'a pas augmenté le nombre d'heures que les élèves doivent passer en classe, la concurrence entre les autres disciplines, tels l'éducation physique, l'anglais et les arts, s'est corsée dans les écoles primaires.



Brigitte Breton

BBreton@lesoleil.com

L'enseignement de l'anglais a évidemment la cote. De plus en plus, les parents réclament un enseignement plus soutenu et efficace de la langue seconde. La lutte se fait donc surtout entre les arts et l'éducation physique, pourtant deux disciplines importantes pour une formation variée et complète des jeunes élèves. Mais, puisqu'il faut trancher et que plusieurs privilégient la culture à la musculature, les professeurs d'éducation physique perdent de plus en plus du temps d'enseignement, et des emplois.

Pour soutenir leur thèse, des professeurs indiquent que le Québec fait piètre figure en consacrant en moyenne une seule heure d'éducation physique par semaine alors que la moyenne est de 2,2 heures en Ontario et de 2,5 heures en France. Dans les deux cas, les élèves passent cependant plus de temps en classe que les petits Québécois. Ici, 180 jours sont prévus au calendrier scolaire, soit de 15% à 20% de moins qu'en Ontario. Au Québec, le temps d'enseignement est de 23,5 heures par semaine. En France, de 26 heures. Il va de soi que c'est du temps de plus disponible pour quelques courses et pirouettes.

Faute de temps en classe, il faudrait voir à organiser davantage d'activités physiques durant les récréations et à développer plus d'activités sportives dans les services de garde des écoles. La santé et la qualité de vie des petits ne pourraient ainsi que s'améliorer.

ÉPIDÉMIE DE FAUX BILLETS AU CANADA



DRYSDALE 07-04-02

CARREFOUR DES LECTEURS

Dégringolade des politiciens

(Lettre aux premiers ministres Jean Chrétien et Bernard Landry)

Un récent sondage de Léger Marketing dévoilait un résultat pour le moins décevant : les politiciens sont moins appréciés que les vendeurs d'autos. En fait, ils occupent le dernier rang sur les 20 professions concernées. Il serait utile et profitable pour les contribuables que nous sommes tous d'examiner certaines causes de cette dégringolade dans l'opinion publique.

Serait-ce dû aux mauvaises décisions souvent très coûteuses (la réfection des prisons : 500 M \$ pour le confort des détenus), au manque de transparence, au favoritisme, à la corruption (LG2 - Oxygène 9 - Groupaction), à la politique du laisser-faire (abris fiscaux, légats mais immoraux), perte de contrôle dans l'administration de la finance et de la justice (libérations conditionnelles, sixième de la peine : injustifiable), au laxisme en ce qui touche les motards criminalisés (procès aux frais des contribuables) et la contrebande des cigarettes (autochtones insaisissables), au jeu de ping-pong fédéral versus provincial, à la réfection du zoo et de l'aquarium de Québec au coût de 60 M \$ (80 M \$ travaux terminés), au déficit « zéro » sur le dos des moins fortunés, aux scandales dans les subventions injustifiées, aux fusions forcées, aux coupes aux organismes comme Lauberivière, aux femmes et enfants violentés, qui engendrent misère et pauvreté et se traduisent par des drames familiaux de plus en plus nombreux sans compter les suicides chez les jeunes, difficulté à régler certains dossiers (bois d'œuvre, forêt, hôpitaux), aux contrats accordés sans appel d'offres pour favoriser les « patroneux » qui graissent la caisse électorale.

Tout ce qui précède n'est que la pointe de l'iceberg. Jusqu'où ira la tolérance des contribuables ? Peut-on tolérer la pluie de bonbons quelques mois avant les élections ? Plus ça change, et plus c'est pareil. Si seulement nos parlementaires étaient conscients qu'il y a encore trop d'enfants qui arrivent à l'école le ventre vide, trop de familles qui habitent des taudis insalubres, trop de jeunes couples qui n'en peuvent plus de survivre dans un système qui conduit à l'élargissement du fossé entre riches et pauvres.

À constater cette situation que je qualifierais de tour de Babel 2002, de deux choses l'une : vous sous-estimez le quotient intellectuel de vos électeurs, ou bien vous faites la preuve que votre insolence n'a d'égal que votre témérité. La cause première de ce désastre monumental est la soif du pouvoir et surtout celle de l'argent qu'engendre la cupidité. Pour plusieurs, le partage se définit ainsi : les riches ont la nourriture, les pauvres l'appât (Coluche).

Raymond Rhéaume
Loretteville

Contre une augmentation des frais de scolarité

Les gouvernements se plaignent du décrochage scolaire, ils nous incitent à aller à l'école, à faire de longues études. Il est peut-être vrai que les études supérieures sont moins coûteuses au Québec qu'ailleurs, mais, selon moi, elles le sont encore trop. Lorsque le gouvernement manque d'argent, il doit faire des réductions budgétaires. Où coupe-t-il ? Il ne

prive pas ses ministres des dépenses liées aux soupers au restaurant ou à l'utilisation de limousines. Eh non ! Il diminue les subventions accordées aux hôpitaux et aux écoles. Une augmentation des frais de scolarité est une menace pour certains étudiants. Ce ne sont pas tous les parents qui paient les études de leurs enfants. J'en suis un exemple. Je paie entièrement mes études. Et en plus des frais d'inscription, il y a les livres, le matériel scolaire comme les crayons, les cartables, les feuilles. Si on a besoin de transport pour se rendre à l'école, on doit payer des coûts pour ça aussi et, si nos parents n'habitent pas à proximité des établissements scolaires, on doit prendre un appartement. Savez-vous combien coûte, en moyenne, un logement ? En plus du loyer, il faut payer le téléphone et l'épicerie. Est-ce que je peux vous dire que nous sommes beaucoup à nous priver de manger normalement par manque d'argent ! Les prêts et bourses ne suffisent pas à couvrir toutes nos dépenses. Faites un calcul rapide. Le prêt maximal pour une session est de 2005 \$ et la bourse de 982 \$, ce qui donne 2987 \$. Qui peut vivre avec ça ? S'il y a une augmentation des frais de scolarité, je devrai probablement aller sur le marché du travail et laisser l'école. Vivre dans ces conditions n'est pas évident et cela peut entraîner de nombreux suicides.

Catherine Macenaur-Bilodeau
Étudiante au Cégep de Lévis-Lauzon

Les limites de l'approche comptable



ARCHIVES LE SOLEIL

Le coût des médicaments a augmenté de 1267 % au cours des 25 dernières années, nous apprend le comptable Léo-Paul Lauzon.

Je ne mets pas en question la qualité de l'analyse de la Chaire d'études socioéconomiques de l'UQAM, dirigée par M. Lauzon, mais plutôt les limites posées par l'approche comptable. Cette approche, par sa nature, repose sur les prix au fil des années et ne prend pas en compte les coûts évités pour le système de santé et les individus touchés par la maladie, par exemple les coûts de non-hospitalisation des patients (construction d'hôpitaux en moins, substitution d'autres technologies médicales plus coûteuses), les pertes de salaires évitées par les patients qui peuvent, dans certains cas, continuer à travailler, la qualité de vie améliorée des patients, etc.

Cette myopie comptable comporte des risques de négliger l'essentiel au détriment du bénéfice réel pour les individus

et les fonds publics. Au lieu de s'en prendre au taux de rendement des entreprises pharmaceutiques, pourquoi ne pas évaluer le taux de rendement des médicaments sur la santé des personnes ? Pour répondre à cette question de manière intelligente, l'approche comptable est insuffisante à mon avis. J'aimerais davantage voir des économistes de la santé et des évaluateurs de technologies médicales nous dire combien coûtent les médicaments et les autres technologies, en contrepartie des avantages et bénéfices associés à leur utilisation. Autrement, nous allons demeurer enlisés dans la « démagogie des chiffres » sans pour autant réviser la méthodologie de recherche qui permet de parvenir aux conclusions du professeur Lauzon et de son équipe universitaire.

Stéphane Couture
Montréal

Un peuple endormi

Si vous passiez un test de connaissances politiques pour avoir le droit de voter. Réussiriez-vous ? Et votre voisin qui pense que c'est Jean Chrétien le premier ministre du Québec ?

Les propos de Catherine Gaudreau, parus dans LE SOLEIL le 27 mars et concluant au « je-m'en-foutisme » des Québécois face à la chose politique, témoignent selon moi que cette jeune femme possède une conscience sociale et un sens des responsabilités fort développés. Son idée originale et amusante de tester les connaissances politiques des électeurs avant de leur conférer le droit de vote administre toute une leçon à tous ces Québécois qui ne votent pas en toute connaissance de cause.

Je pense à tous ces analphabètes de la politique, repliés dans leur coquille, qui se ferment à toute information qui leur permettrait d'avoir un esprit analytique et critique, en somme d'exprimer des raisonnements intelligents au lieu d'émettre des résonances de tambour, comme il est courant d'entendre. Je pense à ces autres, les athées de la politique, qui ne conçoivent pas la raison d'être et l'utilité de la politique juste au cas où ils seraient contraints de considérer aussi les intérêts de la collectivité s'ils les connaissaient plutôt que de privilégier les leurs uniquement. Je pense aussi à ces autres qui sont les « anti-éternels » de tout et de rien, les révolutionnaires de salon qui critiquent tout négativement tout le temps et qui ne connaissent pas l'autre côté de la médaille et les enjeux qui se décident aux urnes.

En réfléchissant au message laissé par M^{me} Gaudreau, il émerge une vérité de La Palice : les Québécois constituent un peuple endormi politiquement, surtout à l'époque où sa survie même en tant que nation n'a jamais été autant menacée d'extinction.

Et puisque depuis des centaines d'années, la langue, la culture, les manières d'être, de vivre, de réaliser et de penser des Québécois répondent aux critères requis pour établir un pays bien à eux et qu'ils ne se décident toujours pas à simplement l'officialiser et cela même s'il est reconnu, justifié et normal pour tout peuple d'avoir son pays, les Québécois prouvent une fois de plus qu'ils forment un peuple endormi politiquement parlant. (...)

Au fait, seriez-vous capables de définir le déséquilibre fiscal ? D'en préciser ses répercussions dans votre quotidien ?

Brigitte Letarte
Québec, arrondissement Charlesbourg

OPINIONS



ARCHIVES LE SOLEIL

Les réductions des impôts provinciaux ont dilué les critiques des citoyens à l'égard d'Ottawa sur la détérioration des soins de santé.

La santé: question de vie ou d'argent?

Norman Spector

L'auteur a été chef de cabinet du premier ministre Mulroney et ambassadeur du Canada en Israël

Pour le citoyen, le débat qui entoure la réforme de notre système de santé est une question de vie ou de mort. Pour les premiers ministres provinciaux, il s'agit plutôt de l'insuffisance des transferts d'Ottawa et de la rigidité de sa loi sur la santé.

Ceci étant, les réductions des impôts provinciaux ont dilué leurs critiques à l'égard d'Ottawa sur la détérioration des soins de santé.

De plus, depuis 1993, le gouvernement Chrétien s'est habilement donné le rôle de policier du système, en laissant aux électeurs le soin de reprocher les mauvais services aux premiers ministres provinciaux.

C'est leur responsabilité d'assurer que les soins médicaux soient disponibles quand nous en avons besoin. Donc, il faut nous inquiéter quand ils déclarent que le système actuel est insoutenable. Ce n'est pas encourageant non plus de savoir que c'est le premier ministre conservateur d'Alberta, Ralph Klein, qui prendra l'initiative dans ce domaine.

Bien qu'il soit le doyen des premiers ministres provinciaux, Klein est mal placé pour persuader beaucoup de Canadiens que son chemin est le bon. D'une part, il s'exprime mal (rien de fatal pour les politiciens, si on en juge d'après le succès de Jean Chrétien et de George W. Bush). D'autre part, l'Al-

berta est un intello. De plus, il appuie les droits provinciaux et se définit comme conservateur économique, non pas social. Ses adversaires essaieront de le peindre comme un idéologue doctrinaire qui subvertirait notre système de santé.

Les conservateurs prétendent avec raison que les soins médicaux pourraient être achetés et vendus sur le marché (comme la nourriture, ce qui est plus essentiel à la vie). Beaucoup appuient la déclaration de Margaret Thatcher, à l'effet que la « société » n'existe pas.

Harper s'est déjà marginalisé au Québec, en optant pour le libre choix des individus en matière de langue, une politique soutenue par les groupes anglophones les plus radicaux. Il devra maintenant décider s'il privilégiera les droits de l'individu dans le domaine de la santé aussi.

C'est vrai que la concurrence entre les réseaux public et privé bénéficierait à beaucoup de consommateurs. Cependant, la vraie question porte sur le degré d'inégalité que nous sommes prêts à accepter comme société.

Eugène Ionesco aurait pu penser aux Canadiens quand il a écrit: « Les idéologies nous séparent. Les rêves et les angoisses nous réunissent. » À part les purs et durs, la plupart de nos concitoyens sont très pragmatiques au sujet des rôles relatifs des secteurs public et privé.

Pendant que les Albertains tendent vers le secteur privé, Harper devrait s'inquiéter que la tendance lourde en Ontario et en Colombie-Britannique (en réaction contre leurs gouvernements provinciaux) soit dans la direction opposée.

AMBIVALENCE CANADIENNE

Pour réussir, les politiciens doivent réconcilier l'ambivalence des Canadiens au sujet des inégalités produites par l'économie de marché. C'est le grand défi de ceux qui essaient de maintenir un système de santé public.

Nous acceptons librement un réseau d'éducation à deux vitesses, même s'il contribue à l'inégalité des chances tout au long de la vie d'une personne. Mais nous nous accrochons à notre système unique en santé, car nous n'acceptons pas que la mort soit déterminée par la somme d'argent que nous avons dans nos poches. Pour chacun d'entre nous, la vie a une valeur infinie, et nous dépenserions notre dernier dollar pour sauver la nôtre. Mais nous nous refuserions un niveau de taxation qui assignerait la même valeur à la vie de nos compatriotes.

Comme consommateurs, nous estimons la concurrence, mais nous appuyons en même temps un système de santé hautement centralisé. Les gouvernements tiennent au monopole et écartent même la concurrence interprovinciale en « coordonnant » des approbations pour les nouvelles drogues et en « rationalisant » l'achat de nouvelles technologies.

Motivés par des intérêts personnels, contraints par un système unique, les gens cherchent des voies pour passer avant leur tour. Les liens personnels sont importants. Ceux qui ont les moyens descendent aux États-Unis, où se trouve le plus haut niveau des soins médicaux au monde, pour ceux qui peuvent se l'offrir. (Les Canadiens représentent 30% des clients de la prestigieuse et maintenant connue Mayo Clinic au Minnesota).

Ceux qui n'ont pas les moyens d'acheter des soins aux États-Unis font constamment le guet pour trouver de nouveaux chemins d'arrivée à la tête de la ligne. Les cliniques MRI privées constituent la ruse la plus récente.

Avec l'introduction des drogues et des technologies nouvelles très coûteuses, la réforme de notre système de santé est devenue très risquée pour les politiciens. Aucun n'est menacé plus que Stephen Harper, qui est intelligent et capable d'exprimer une phrase cohérente. Comptez sur les libéraux à Ottawa pour le démasquer s'il refuse de parler franc.

À PROPOS DE LA SOUVERAINETÉ

« Ce que j'ai vraiment dit et ce que je pense »

Jean-Pierre Charbonneau

Député de Borduas, ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, responsable de la Réforme des institutions démocratiques

Au cours des derniers jours, plusieurs journalistes ont rapporté que j'avais dit que le gouvernement du Parti québécois avait abandonné son engagement de promouvoir l'idée du pays québécois et que les Québécois ne s'intéressent plus à la souveraineté. Évidemment, cette façon de voir a été beaucoup commentée. Or, le problème, c'est que je n'ai jamais dit cela (et la transcription de mes propos en témoigne)!

J'ai dit essentiellement que les Québécois et les Québécoises ne veulent pas maintenant être engagés dans un autre processus référendaire qui les conduirait dans un délai rapide à devoir de nouveau trancher dans le vif: pour ou contre l'accession du Québec au statut de pays. La souveraineté, ai-je ajouté, n'est donc pas un enjeu pour demain matin. J'ai dit aussi que le gouvernement du Parti québécois avait une double obligation: d'une part, garder vivace et faire progresser le plus possible l'idée, le projet et l'espoir de devenir totalement maître chez nous, et d'autre part, protéger les intérêts immédiats des gens qui ont besoin et qui réclament une injection additionnelle importante de fonds publics pour disposer d'une meilleure qualité de services gouvernementaux, particulièrement en santé, en éducation et en famille.

Pour moi, le fait qu'une forte majorité de gens — y compris de souverainistes — ne croient pas opportun maintenant de devoir être forcés de se prononcer ne signifie pas qu'ils ne s'intéressent plus à la souveraineté du Québec et ont abandonné cette cause ou qu'ils ne se préoccupent plus de la place et du respect qu'ils ont au sein du Canada. À preuve, une très grande majorité de Québécois francophones pensent toujours que le Québec devrait être un État souverain associé de façon privilégiée au reste du Canada dans une véritable confédération. Et d'ailleurs, les sondages du Conseil de l'unité canadienne le confirment: 58% des Québécois feraient ce choix s'ils avaient l'assurance que ce nouveau partenariat serait accepté.

D'autre part, le choix du gouvernement du premier ministre Landry de s'attaquer maintenant à l'un des vices de fonctionnement les plus perniciose du fédéralisme canadien ne signifie nullement que les chefs souverainistes québécois ont choisi de s'engager dans la voie du fédéralisme renouvelé. Le premier ministre Landry a simplement accepté de faire face à ses responsabilités et de rallier ses concitoyens et concitoyennes afin de pouvoir amener le gouvernement fédéral à une attitude plus conforme aux besoins immédiats de la population.

Mais alors, pourquoi ne pas laisser les fédéralistes de Jean Charest mener le combat ?

Charest est incapable d'établir un rapport de force avec Ottawa

Tout simplement parce que ce dernier et ses troupes sont dans l'impossibilité d'établir le rapport de force nécessaire avec les maîtres d'Ottawa, compromis qu'ils sont avec ceux-ci dans une alliance très publique pour défaire électoralement le Parti québécois et incapables, à l'Assemblée nationale, de supporter la moindre allusion aux responsabilités du gouvernement central en regard de beaucoup de problèmes auxquels doit faire face le gouvernement du Québec. Est-il nécessaire d'ajouter en plus que Jean Chrétien, Paul Martin et Stéphane Dion ont déjà dit NON aux demandes de Jean Charest ?

Par ailleurs, est-il vraiment nécessaire d'ajouter que le combat contre l'étranglement fiscal et la marginalisation de l'État québécois ne va pas à contresens du projet de libérer complètement le Québec du carcan du fédéralisme canadien avec la souveraineté car, l'idée du pays québécois est portée par deux grandes catégories de motivations: celles liées aux insatisfactions vécues à cause du fonctionnement du Canada fédéral, hier autant qu'aujourd'hui, et celles liées au désir profond d'assumer nous-mêmes la direction de notre destinée collective. En somme, en faisant porter une partie importante de ses efforts pour combattre le déséquilibre fiscal qui afflige les Québécois et Québécoises, le gouvernement Landry fait aussi œuvre de promotion de son grand projet politique. Il n'abandonne donc pas la proie pour l'ombre.



ARCHIVES LE SOLEIL

Jean-Pierre Charbonneau, à droite, en compagnie du premier ministre, Bernard Landry.

École Vision à Sillery: moratoire demandé

Richard Marcotte

Porte-parole du regroupement pour un moratoire, Sillery

L'implantation de l'école anglaise Vision dans l'ancien couvent des sœurs missionnaires d'Afrique à Sillery soulève des enjeux importants. Les promoteurs de l'école et les parents qui y inscrivent leurs enfants tiennent à ce projet. Dans les médias, des commentateurs se prononcent pour ou contre les écoles anglaises entièrement privées. Les résidents du secteur ont des craintes importantes pour la sécurité de leurs enfants, leur qualité de vie et l'avenir de leur quartier.

D'une part, l'école Vision serait une école entièrement privée qui prodiguerait un enseignement dans trois langues, dont une place importante à l'anglais. Cette école aurait une vocation régionale, car l'intérêt pour l'enseignement en anglais y amènerait des enfants de tous les coins de la ville. Ainsi, jusqu'à preuve du contraire, il faut s'attendre à un afflux de trois cents véhicules matin et soir dans un petit quartier aux rues très étroites. Déjà trois cents élèves sont préinscrits, sans demande de permis ou de contact formel avec les fonctionnaires ou élus de la ville.

D'autre part, les résidents du quartier sont très inquiets. Aux heures prévues d'ouverture et de fermeture de l'école Vision, nos enfants empruntent le chemin Gomin pour se rendre à pied à l'école primaire Saint-Michel. Les rues du secteur, en particulier le chemin Gomin, sont très étroites et les places de stationnement sont peu nombreuses. Il est donc probable que l'on assisterait à des embouteillages. Des constructions sont prévues sur le terrain du couvent. Les voisins immédiats ont des craintes importantes pour leur propriété.

Nous ne croyons pas que les promoteurs soient sans scrupule mais plutôt qu'ils travaillent selon des méthodes du passé. Il y a 25 ans, les promoteurs (privés ou publics) déve-

loppaient et implantaient des projets sans se préoccuper de l'environnement urbain ou des gens touchés par les changements. (...)

Aujourd'hui, que ce soit dans les entreprises, dans un quartier de Québec ou de Boischatel, les gens s'attendent à être consultés. Ils s'attendent également à ce que les promoteurs respectent l'environnement. Les projets développés selon une politique de concertation sont toujours meilleurs. (...)

Les craintes exprimées par les résidents ne sont pas des vœux. Elles touchent leur vie quotidienne pour de nombreuses années à venir. Il est trop facile d'affirmer qu'il s'agit du phénomène « pas dans ma cour ». Dire cela équivaut à affirmer que des citoyens n'ont pas le droit de parole. Les citoyens inquiets ne sont pas contre cette école, ils veulent des réponses à leurs questions.

Certains craignent que les inquiétudes des résidents fassent avorter le projet d'une école privée anglaise à Québec. Quoi qu'il en soit, il ne faut pas confondre le débat sur la pertinence des écoles privées anglaises à Québec et celui sur le type de projet qui devrait être implanté dans l'ancien couvent du chemin Gomin.

Par ailleurs, le porte-parole de Vision a affirmé qu'une école a sa place dans un quartier. À cela, il faut répondre oui, mais qu'une école à vocation régionale devrait être dans un emplacement à vocation régionale. Alors, il faut prendre le temps d'examiner si le quartier du chemin Gomin est bien l'endroit indiqué.

Certains ont dit que le décret occasionné par un moratoire équivaut à tuer le projet. Il est important de préciser que ce n'est pas le but poursuivi par le regroupement. Ce qui est visé, c'est qu'il y ait, sans pressions indues, un véritable processus d'évaluation, de concertation et de planification. (...)

Les promoteurs travaillent selon des méthodes du passé

Dans le reste du pays, le système de santé est devenu l'icône de notre identité nationale. Au Québec, c'est la langue.

berta est une société distincte au sein du Canada.

Cette province, qui dépense plus que toute autre depuis deux décennies, est en même temps la moins endettée. Elle a aussi les niveaux de taxation les plus bas, sans aucun déficit. Deux mots expliquent ce miracle: l'huile et le gaz. Toutefois, Klein dit que les soins médicaux sont insoutenables même en Alberta.

La semaine dernière, il a haussé les primes des soins médicaux pour les familles de 20\$ (à 88\$ par mois): l'individu paiera 44\$ au lieu de 34\$ (la Colombie-britannique, la seule autre province qui lève des impôts régressifs, peut au moins plaider la pauvreté — un déficit de 4,4\$ milliards — pour justifier ses dernières augmentations).

En partie pour contrarier Klein, le gouvernement fédéral a demandé à Roy Romanow, un néo-démocrate centriste, de présenter des idées pour réformer le système de santé. Contrairement à ses collègues d'autrefois, l'ancien premier ministre de Saskatchewan dit que le système est fondamentalement sain et que le vrai débat porte sur nos valeurs.

Sur le dernier point au moins, il a raison. Dans le reste du pays, le système de santé est devenu l'icône de notre identité nationale. La crise existentielle au Québec, en revanche, est la langue.

Il y a une décennie, les Québécois ont tranquillement et rationnellement débattu des tickets modérateurs; aujourd'hui, ils sont tiraillés face à une échappatoire législative qui autorise les fils de bourgeois, pas seulement les riches, à étudier en anglais. Sans doute, la survie du Québec comme société d'expression française primera encore une fois sur les droits de l'individu.

NOS VALEURS

Ce sont précisément les valeurs qui sous-tendent notre système de santé. Par conséquent, le débat attendu sur le rapport de M. Romanow définira le nouveau chef allianciste, Stephen Harper, comme la question de l'avortement définissait son prédécesseur, Stockwell Day.

HYUNDAI

À LA
DÉCOUVERTE
DE HYUNDAI

DÉCOUVREZ LE MEILLEUR RAPPORT
QUALITÉ-PRIX SUR LE MARCHÉ.

0% FINANCEMENT À L'ACHAT*
Sur modèles sélectionnés

AUCUN PAIEMENT POUR 90 JOURS
Tous modèles avec financement à l'achat*

0\$ DE COMPTANT*
Sur tous les modèles Accent

0\$ DE COMPTANT
0\$ DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ

LOUEZ À PARTIR DE
165\$* PAR MOIS/
60 MOIS
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS.



PDSF DE 12 395 \$**

LA SOUS-COMPACTE LA PLUS VENDUE AU QUÉBEC**

ACCENT GS 2002 • Moteur multisoupapes de 1,5 litre • Tachymètre • Transmission manuelle à 5 rapports • Dossiers arrière rabattables 60/40 • Glaces teintées avec bande pare-soleil • Deux rétroviseurs extérieurs à commandes manuelles • Et beaucoup plus

0% FINANCEMENT À L'ACHAT*
Sur tous les modèles Accent. Jusqu'à 36 mois.

0\$ DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ

LOUEZ À PARTIR DE
199\$* PAR MOIS/
48 MOIS
COMPTANT DE 995 \$
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS.



PDSF DE 15 295 \$**

ELANTRA GL 2002 • Moteur 2,0 litres à DACT • Deux coussins gonflables • Dossiers arrière rabattables 60/40 • Radio AM/FM/CD • Télécommande d'ouverture du coffre et du volet de réservoir • Zones déformantes avant et arrière • Et beaucoup plus

0% FINANCEMENT À L'ACHAT*
Sur tous les modèles Elantra. Jusqu'à 36 mois.

**LA TOUTE NOUVELLE
TIBURON 2003**

• Moteur 2,0 litres à DACT • Transmission manuelle à 5 rapports • Radio AM/FM/CD et 6 haut-parleurs • Glaces, verrouillage et rétroviseurs dégivrants à commandes électriques • Phares antibrouillards • Roues en alliage d'aluminium de 16 po • Pneus radiaux Michelin® de performance P205/55R-16 • Et beaucoup plus



PDSF DE 19 995 \$**

LOUEZ À PARTIR DE
249\$* PAR MOIS/
48 MOIS
COMPTANT DE 2395 \$
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS.

4,8% FINANCEMENT À L'ACHAT*
Sur tous les modèles Tiburon. Jusqu'à 36 mois.

ELANTRA GT 2002 • Moteur 2,0 litres à DACT • Climatiseur • Glaces, verrouillage et rétroviseurs extérieurs dégivrants à commandes électriques • Régulateur de vitesse • Radio AM/FM/CD • Télédévrouillage avec alarme • Et beaucoup plus

0\$ DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ

LOUEZ À PARTIR DE
239\$* PAR MOIS/
48 MOIS
COMPTANT DE 1495 \$
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS.

0% FINANCEMENT À L'ACHAT*
Sur tous les modèles Elantra. Jusqu'à 36 mois.



PDSF DE 18 495 \$**

SANTA FE 2002 • Moteur 4 cylindres de 2,4 litres à DACT et 16 soupapes • Transmission manuelle à 5 rapports • Traction avant • Freins à disque aux 4 roues • Roues en alliage d'aluminium de 16 po avec pneus BFGoodrich • Radio AM/FM/CD • Glaces et verrouillage électriques • Et beaucoup plus

LOUEZ À PARTIR DE
229\$* PAR MOIS/
48 MOIS
COMPTANT DE 2995 \$

1,8% FINANCEMENT À L'ACHAT*
Sur tous les modèles Santa Fe. Jusqu'à 36 mois.



PDSF DE 21 050 \$**

SONATA GL 2002 • Moteur 2,4 litres à DACT • Groupe électrique • Climatiseur • Radio AM/FM/CD et 6 haut-parleurs • Régulateur de vitesse • Rétroviseurs extérieurs dégivrants • Transmission automatique avec SHIFTRONIC™ • Et beaucoup plus

LOUEZ À PARTIR DE
239\$* PAR MOIS/
48 MOIS
COMPTANT DE 1995 \$

0% FINANCEMENT À L'ACHAT*
Sur tous les modèles Sonata GL. Jusqu'à 36 mois.



PDSF DE 21 195 \$**

XG350 2002 • Freins antiblocage ABS et antipatinage • Coussins gonflables frontaux et latéraux • Sellerie en cuir • Toit ouvrant électrique • Radio AM/FM/CD et 6 haut-parleurs • Contrôle automatique de la température • Régulateur de vitesse • Glaces, verrouillage et rétroviseurs extérieurs dégivrants à commandes électriques • Et beaucoup plus

LOUEZ À PARTIR DE
365\$* PAR MOIS/
48 MOIS
COMPTANT DE 3495 \$

2,8% FINANCEMENT À L'ACHAT*
Jusqu'à 36 mois.



PDSF DE 32 295 \$**

www.hyundaicanada.com

DES VOITURES GARANTIES POUR LONGTEMPS : Garantie de 5 ans/100 000 km sur le groupe motopropulseur • Assistance routière 24 heures de 3 ans/kilométrage illimité comprenant livraison d'essence, changement de roue en cas de crevaison, déverrouillage, remorquage et autres services. Un simple appel sans frais suffit.

RABAI POUR
NOUVEAUX MARIÉS

HYUNDAI

UN ESSAI VOUS CONVAINCRA

*Programme de location de Les Services financiers Hyundai pour une Accent GS 3 portes 2002 neuve, PDSF à partir de 12 395 \$; une Elantra GL 2002 neuve, PDSF à partir de 15 295 \$; une Elantra GT 2002 neuve, PDSF à partir de 18 495 \$; une Tiburon 2003 neuve, PDSF à partir de 19 995 \$; une Sonata GL 2002 neuve, PDSF à partir de 21 195 \$; un Santa Fe GL 4 cyl. 2002 neuf à traction avant, PDSF à partir de 21 050 \$; une XG350 2002 neuve, PDSF de 32 295 \$. Taux d'intérêt annuel de 3,75 % à 5,24 %; 4,81 % à 6,81 %; 7,88 % à 9,13 %; 10,28 %, mensuels de 165 \$ à 239 \$; 249 \$ à 229 \$; 229 \$ à 365 \$ pour 60/48/48/48/48/48 mois, sans obligation au terme du contrat de location. Coût total de location: 9900 \$/9652 \$/11 472 \$/11 992 \$/17 520 \$. Option d'achat: 4742 \$/6390 \$/8883 \$/10 080 \$/9987 \$/8734 \$/14 084 \$. Comptant de 0 \$/995 \$/1495 \$/2395 \$/1995 \$/2995 \$/3495 \$, première mensualité encaissée. Dépôt de sécurité de 0 \$/0 \$/0 \$/249 \$/229 \$/365 \$. Frais de transport et de préparation inclus pour les Accent, Elantra et Tiburon, en sus pour les Sonata, Santa Fe et XG350. Taxes, frais d'immatriculation et frais d'acquisition de location de 350 \$ en sus. Kilométrage annuel de 20 000 km, 10 c par kilomètre additionnel. **PDSF d'une Accent GS 3 portes 2002 à partir de 12 395 \$; d'une Elantra GL 2002 à partir de 15 295 \$; d'une Elantra GT 2002 à partir de 18 495 \$; d'une Tiburon 2003 à partir de 19 995 \$; d'une Sonata GL 2002 à partir de 21 195 \$; d'un Santa Fe GL 4 cyl. 2002 à traction avant à partir de 21 050 \$; d'une XG350 2002 à partir de 32 295 \$. Frais de transport, d'immatriculation, de préparation et taxes en sus des PDSF. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. †Aucun paiement pour 90 jours uniquement pour le financement à l'achat de tout modèle. Aucuns frais d'intérêt pour les premiers 90 jours à partir de la date de prise de possession du véhicule par son propriétaire. Après 90 jours, les intérêts commencent à s'accumuler et l'acheteur doit payer ensuite mensuellement le capital et les intérêts pour la période stipulée au contrat. Taux annuel de financement à l'achat de 0 %/1,8 %/2,8 %/4,8 % pour les Accent, Elantra et Sonata GL 2002; XG350 2002; Tiburon 2003, pour une période de 24 ou 36 mois. Exemple de financement: 10 000 \$ à un taux annuel de 0 %/1,8 %/2,8 %/4,8 % équivalent à des mensualités de 277,80 \$/285,55 \$/299,80 \$/398,81 \$ pour 36/36/36/36 mois. Coût de prêt de 0 \$/279,80 \$/437,48 \$/757,16 \$. pour une obligation totale de 10 000 \$/10 279,80 \$/10 437,48 \$/10 757,16 \$. Les offres de location et de financement à l'achat sont d'une durée limitée, sur approbation du crédit, et ne peuvent être combinées à aucune autre offre. Voir le concessionnaire pour les détails. ††Source: A.F.I.C., ventes de janvier à décembre 2001.

- | | | | | | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------|
| Léviko Hyundai
144, rte. Kennedy
Lévis 833-7140 | Luxoto Inc.
484, Côte Joyeuse
St-Raymond
990-0283 | Ste-Foy Hyundai
2400, rue Dalton
Parc Colbert
Ste-Foy 654-9292 | Lessard Hyundai
659, boul. St-Joseph
Québec 623-5471 | Ruby Auto Inc.
2272, rue Notre-Dame Nord
Thetford Mines 338-4665 | Garage Jean-Roch Thibeault
909 MGR de Laval
Baie St-Paul 435-2379 |
| Hyundai St-Georges
105 55, 1ère Avenue
St-Georges Est
Comté de Beauce 228-8814 | Montmagny Hyundai
150, boul. Taché ouest
Montmagny 248-7877 | Rivière-du-Loup Hyundai
289, Témiscouata
Rivière-du-Loup 862-8144 | Boulevard Hyundai
40 boul. Comeau
Baie-Comeau 294-2886 | AutomobilesMatane
1560 du Phare ouest
Matane 562-4444 | Nadeau Hyundai
680 Main Street
St. Basile, New Brunswick
(506) 263-5505 |
| Porlier Automobiles Inc.
100, Napoleon
Sept-Îles 962-1828 | Gaspésie Auto Inc.
Route 132
Bonaventure ouest
Bonaventure 534-2191 | Rimouski Hyundai
375, boul. Ste-Anne
Pointe-au-Père 724-2231 | Vigneau Hyundai
1199, Chemin Principale
Étang-du-Nord 986-5006 | Roberge Hyundai
545, rue Clémenceau
Beauport 666-2000 | |

L'EST ET LA CÔTE-NORD

POLYVALENTE GABRIEL-LE-COURTOIS

Bras de fer à l'horizon

Le ministre de l'Éducation retourne la balle... à la commission scolaire

HENRI MICHAUD

Collaboration spéciale

■ **SAINTE-ANNE-DES-MONTS** — L'école secondaire Gabriel-le-Courtois de Sainte-Anne-des-Monts pourrait se retrouver au centre d'une partie de bras de fer entre le député Matthias Rioux, le conseil d'établissement de la polyvalente et la direction de la commission scolaire (CS) des Chic-Chocs.

Une lettre signée par l'attaché politique du ministre de l'Éducation, Sylvain Simard, a mis le feu aux poudres.

« En application de l'article 275 de la Loi sur l'instruction publique, c'est la commission scolaire qui répartit (...) les subventions de fonctionnement allouées par le ministre, écrit Gilbert Gardner. De plus, votre école et la CS disposent d'un excédent budgétaire qui nous permet de croire qu'un ajout de ressources sera possible pour soutenir



Le ministre Sylvain Simard

nir la réussite éducative des jeunes. »

Ces propos ont fait bondir la présidente du conseil d'établissement, M^{me} Pâquerette Sergerie. « C'est à cause des refus répétés de la commission scolaire que le conseil d'établissement a décidé de s'adresser directement au MEQ, le 3 décembre. »

La CS a fait un petit bout de chemin en accordant 30 000 \$, en février, pour l'ajout d'une classe de cinquième année primaire et des périodes supplé-

mentaires en troisième secondaire. Pour sa part, le conseil d'établissement évaluait à 500 000 \$ les besoins immédiats pour sauver l'année scolaire 2001-2002 de dizaines d'élèves. Et, à trois mois de la fin des classes, il est trop tard pour plusieurs d'entre eux.

« De toute évidence, ajoute M^{me} Sergerie, la commission scolaire n'a pas l'intention d'aller plus loin. Même avec toute la bonne volonté du monde, le conseil d'établissement n'arrivera pas à endiguer l'hémorragie. L'école continuera de voir se détériorer la situation. »

Et M^{me} Sergerie de déplorer « la lenteur paralysante du système. »

MATTHIAS RIOUX RÉAGIT

Le député de Matane a fortement réagi. « En 2000-2001 et en 2001-2002, la CS avait l'argent nécessaire, mais elle

a refusé toutes les demandes qui auraient permis de sauver l'année scolaire des élèves. J'ai donc demandé au ministre que l'école Gabriel-le-Courtois soit mise en tête de liste des écoles en difficulté. »

Le député insiste. « Le besoin de financement pour des ressources additionnelles sera reconnu et nous trouverons le moyen pour que l'école obtienne ce dont elle a besoin. Il faudra peut-être des normes spécifiques. S'il le faut, nous les adopterons. »

De toute évidence, M. Rioux a perdu confiance envers les dirigeants de l'organisme. « On ne peut pas se fier à ces gens-là. Il ne faut donc pas laisser à la CS le soin de gérer ces sommes additionnelles. Dans ce dossier, le conseil d'établissement a fait ce qu'il avait à faire », conclut-il.



M^{me} Pâquerette Sergerie



Le député Matthias Rioux

Le député et le conseil d'établissement ont tous deux adressé une invitation formelle au ministre de l'Éducation. Tous souhaitent que le ministre Simard se rende à Sainte-Anne-des-Monts pour constater, de visu, la situation qui prévaut à cet établissement.

Québec doit annoncer, ce mois-ci, un plan d'intervention pour mousser la réussite éducative. À l'origine, cette annonce devait être faite en janvier.

La polyvalente compte 672 élèves de niveau primaire (deuxième cycle) et secondaire. De ce nombre, 244 connaissent des difficultés qui hypothèquent sérieusement l'année en cours. Depuis plusieurs années, près d'un élève sur deux quitte l'établissement sans avoir obtenu son diplôme de cinquième secondaire.

Les refus répétés de la CS ont fait envoyer le dossier au MEQ

Ruée sur les 568 emplois offerts par 200 entreprises

Les employeurs profitent du 4^e Charlevoix au boulot pour commencer leur recrutement de l'été

SYLVAIN DESMEULES

Collaboration spéciale

■ **SAINTE-HILARION** — Les portes étaient ouvertes depuis 30 minutes seulement que déjà, plus de 200 personnes prenaient d'assaut le quatrième Charlevoix au boulot pour obtenir l'un des 568 emplois offerts.

En tout, sur six heures d'ouverture, plus de 800 chercheurs d'emploi ont fait un saut jusqu'au Centre des loisirs de Saint-Hilarion samedi, multipliant les contacts et la distribution de *curriculum vitae*, dans l'espoir évident de décrocher un job.

Les 568 emplois provenaient de 200 entreprises différentes, mais 26 d'entre elles tenaient kiosque sur les lieux du salon de l'emploi. Quarante pour cent des emplois étaient de type saisonnier temps plein et plus de 60 % reliés au secteur touristique. Les kiosques les plus populaires ont été ceux du Casino de Charlevoix et du Manoir Richelieu, ainsi que ceux d'Abitibi Consolidated et d'Industries Océan.

« L'événement commence à être connu autant par les employeurs que par les chercheurs d'emploi de la région. Les entreprises se fient sur Charlevoix au boulot pour commencer leur recrutement de l'été », confirme le directeur du Centre local d'emploi, Bruno Turcotte.

Ce dernier estime que Charlevoix compte environ 5000 personnes actives et sans emploi en période de basse saison. L'offre de Charlevoix au boulot signifie donc un emploi pour moins de 50 personnes. Les organisa-

teurs estiment que 50 % des emplois disponibles et connus lors de cet événement seront comblés d'ici un mois, les deux tiers au bout de 60 jours.

« La plupart des visiteurs venaient pour chercher un emploi, certains avaient déjà un travail, mais tentaient d'améliorer leur sort. Les gens auraient souhaité plus d'entreprises présentes, mais nous sommes très satisfaits du résultat », a confié la coordonnatrice de Charlevoix au boulot, Ganaëlle Roberge.

Le succès se vérifie autant sur l'offre que la demande avec 220 emplois et 200 visiteurs de plus que l'année passée, des chiffres qui viennent valider ceux d'un récent sondage d'Emploi-Québec comme quoi il y a de l'emploi dans Charlevoix.

Parmi les visiteurs, notons la présence d'une délégation belge, des représentants de la Mission régionale pour l'insertion et l'emploi à Charleroi (MIREC). « Depuis quelques années, nous participons à des échanges avec le Québec dans le but de susciter l'émergence de projets d'emploi et le 15 mai, nous tenons un événement similaire, alors nous voulions visiter cet outil québécois », a indiqué Antonio Del Valle Lopez, directeur de la MIREC.



Les kiosques les plus populaires ont été ceux du Casino de Charlevoix et du Manoir Richelieu.

EN BREF

Premier échouage de béluga

■ **SAINTE-IRÉNÉE** — Les passants ont eu une surprise de taille, hier après-midi, sur une plage de Saint-Irénée dans Charlevoix: on a retrouvé un béluga mort, un cétacé de 12 pieds, pesant autour d'une tonne et demie. Bien qu'on récupère entre 10 et 15 carcasses de « marsouins » par année sur les rives du Saint-Laurent, l'événement est inédit dans Charlevoix. « C'est la première fois que nous voyons ça à Saint-Irénée », confirme Daniel Girard, propriétaire d'une pêche non loin de là, à qui on a confié la tâche de conserver l'animal jusqu'à l'arrivée aujourd'hui des spécialistes de l'Institut Maurice-Lamontagne, un centre de recherche en sciences de la mer. La carcasse, bien conservée, devrait être dirigée vers la Faculté de médecine vétérinaire de Saint-Hyacinthe où on pourrait procéder à la nécropsie du mammifère marin. « Ce n'est pas anormal. L'échouage survient dans une zone de distribution du béluga, toujours classé, depuis 1983, comme un animal en danger de disparition, dans le Saint-Laurent. C'est l'un des premiers cas rapportés cette année », a commenté Véronique Lesage, de Pêches et Océans Canada. Les nombreux curieux ont vite remarqué une profonde coupure sur le flanc du béluga. Il est toutefois trop tôt pour avancer la cause du décès. S.D.

La Haute-Gaspésie se sent oubliée

La MRC la plus en difficulté de la péninsule dit ne pas recevoir sa part du gâteau

HENRI MICHAUD

Collaboration spéciale

■ **SAINTE-ANNE-DES-MONTS** — Les dirigeants de la Haute-Gaspésie estiment que la MRC est laissée pour compte dans le plan de relance de la Gaspésie.

« Nous sommes la MRC la plus pauvre et la plus oubliée, lance Laval Lévesque, préfet de la Haute-Gaspésie. Il y a des annonces pour la Baie-des-Chaleurs, mais pour nous, rien. Je commence à être tanné de cette situation. »

M. Lévesque serait intervenu, récemment, lors d'une rencontre traitant de la nouvelle politique sur la ruralité. « Tout va au côté sud de la Gaspésie. Il y a même des hauts fonctionnaires qui pilotent des dossiers pour ce secteur. Ce n'est pas le cas ici. Il faut mettre les bouchées doubles, et multiplier des démarches, pour obtenir quelques petits projets. Je ne peux nier que toute la région a des problèmes mais, en Haute-Gaspésie, les annonces se font rares. »

Le préfet réclame une attention politique immédiate. « Il faut qu'on nous aide. Une bonne cinquantaine d'emplois, au moins, nous ferait un grand bien. »

Selon M. Lévesque, les gestes posés, voilà quelques semaines, par des

membres de l'Action des patriotes gaspésiens ont un impact négatif sur les promoteurs qui logent vers la région. « J'ai hâte que la population se lève et dise tout haut ce qu'elle pense. Lorsque nous allons à l'extérieur, les gens nous parlent du climat social qui prévaut dans la région. »

En novembre, des Patriotes se sont opposés à la présence d'un entrepreneur de l'extérieur pour la réalisation d'un contrat de concassage. En janvier, ils ont détourné trois camions chargés de billes de cèdre pour exiger la relance, par des entrepreneurs locaux, des Cèdres Chic-Chocs.

S'il espère un climat social plus sain, le préfet rêve à des emplois permanents au lieu des postes temporaires issus des Fonds de création d'emplois municipaux. « Je suis prêt à dérouler le tapis rouge pour recevoir des promoteurs. Nous avons des édifices disponibles, de la main-d'œuvre

et la volonté de nous développer. » Le directeur général du CLD, Martin Sergerie, est d'accord.

« Nous souhaitons maintenant que tous les fonctionnaires concernés dans les fonds de relance de la Gaspésie déploient des efforts significatifs afin que la Haute-Gaspésie ait l'opportunité, elle aussi, de relancer son économie. »

L'échec de Biotepp, un projet de 5,4 M \$, a affecté le bilan du CLD de la Haute-Gaspésie

Pour mousser la région, le CLD vient de créer un pied-à-terre haut-gaspésien dans le secteur Pointe-aux-Trembles. « En collaboration avec le commissaire industriel de l'endroit, nous disposons de tous les outils de communications nécessaires pour rencontrer des promoteurs. »

PAS DE COMPARAISONS

Selon Bernard Bélanger, de Communications Québec, « il n'existe pas de statistiques, par MRC, sur les retombées du plan de relance. Certains projets chevauchent des MRC, et il devient difficile de comptabiliser les in-

vestissements, sous-région par sous-région. Les responsables du plan de relance souhaitent aussi éviter toute comparaison entre les territoires. »

Au 11 février, le plan avait généré des investissements publics et privés de 711,2 millions \$ pour la création de 1518 emplois permanents, 568 postes permanents saisonniers et 5034 emplois temporaires.

Du côté des investissements fédéraux, la Haute-Gaspésie se situe au troisième rang au chapitre des investissements gaspésiens, avec 623 925 \$ en 2001. De cette somme, 350 000 \$ sont allés au projet Biotepp, mais l'entreprise a fermé ses portes.

L'échec de Biotepp, un projet de 5,4 millions \$, a affecté le bilan du CLD de la Haute-Gaspésie. En 2001, l'organisme est intervenu dans 22 dossiers, pour des investissements nets de 2,4 millions \$ et la création de 71 emplois.

Québec a bien annoncé 62 millions \$ dans le parc de la Gaspésie et la réserve de Matane, mais les Hauts-Gaspésiens n'ont pas l'impression d'obtenir leur part du gâteau. Ils souhaitent des interventions plus musclées, créatrices d'emplois, pour une MRC qui comptait 2133 chômeurs sur une population de 12 722 habitants.

PIPER DISPARU

Des vols de repérage prévus bientôt

GILLES GAGNÉ
Collaboration spéciale

CARLETON — L'unité de recherche et de sauvetage des Forces armées canadiennes effectuera quelques vols d'entraînement plus tard ce printemps afin de tenter de localiser le Piper Cherokee Warrior parti de Gaspé et manquant à l'appel depuis le 20 janvier. Il avait à son bord deux pilotes.

L'appareil avait décollé peu après 16 h, le dimanche 20 janvier, à destination de Montréal. Il devait faire escale à Québec mais n'a jamais atteint l'aéroport Jean-Lesage. Dans les 10 jours suivants, les appareils des Forces armées, de Sérabec, la Sûreté du Québec et des bénévoles à motoneige ont survolé ou parcouru le territoire où le Piper, propriété d'Air Tuteurs, était susceptible de se trouver. Après une semaine, les recherches ont même été menées dans le nord du Nouveau-Brunswick.

«Lorsque les recherches ont été abandonnées, il avait été convenu que le secteur serait réutilisé lors de vols d'entraînement. L'appareil disparu peut seulement être localisé par la vue. Il est bien évident que les batteries (d'instruments de localisation) ne fonctionnent plus», précise le capitaine Jean Morissette, des Forces armées canadiennes.

Ce sont les gens de l'escadron 413 de Greenwood, en Nouvelle-Écosse, qui seront appelés à survoler la Gaspésie, le nord du Nouveau-Brunswick et le Bas-Saint-Laurent, lors de ces vols d'entraînement. «Un avion beige sur du foncé (la forêt) sera peut-être plus facile à localiser que sur du blanc», note le capitaine Morissette.

Les Forces armées ne mobiliseront pas d'effectif civil. «On sait bien que les gens sont sensibilisés à la présence possible de cet avion en forêt. Mais il peut être très difficile de voir un avion, même rose fluorescent, s'il est tombé en piqué dans le sapinage. L'avion a-t-il brûlé, est-il tombé au fin fond d'un lac ou de la baie des Chaleurs?» poursuit le capitaine.

Les deux disparus, Lamia Bakka, une femme de 25 ans, et Morgan Furmanský, un homme de 19 ans, étaient originaires de France et tentaient d'obtenir leur licence de pilote commercial. Ils habitaient Montréal. La mère de M^{me} Bakka, Farida Laouissi, est venue au Québec pendant les recherches, alors qu'elles se concentraient dans l'arrière-pays de Maria, en Gaspésie, où des signaux pouvant s'apparenter aux fréquences d'urgence avaient été localisés. Le père de M. Furmanský est allé rencontrer les équipes de Greenwood une fois les recherches abandonnées.

La Sûreté du Québec attendra de nouveaux indices avant d'entreprendre quelque recherche que ce soit, précise l'agent Claude Ross, qui rappelle que c'est l'armée qui est en première ligne ici.

«Étant donné toute la publicité faite autour de la disparition, nous savons que les gens qui trouveront des indices vont penser à cet avion. Mais rien ne nous dit encore, hors de tout doute raisonnable, que ça concerne le Bas-Saint-Laurent ou la Gaspésie. On sait que l'avion peut se trouver au Nouveau-Brunswick, ou même près de Québec. C'est bien évident que si quelqu'un trouve une pièce d'avion, nous allons tenter d'y donner suite dans les plus brefs délais. Mais nous n'avons pas d'indices précis et nous n'enverrons personne à l'aveuglette», assure M. Ross.

EN BREF

Un ex-amoureux pas très aimé...

■ RIMOUSKI — Un homme de Rimouski sera accusé aujourd'hui d'avoir battu et séquestré l'ex de sa conjointe. Il aurait agi ainsi parce que l'ex en question aurait eu une relation sexuelle avec sa blonde. Le Rimouskois s'est présenté chez son «prédécesseur» vendredi soir et, aidé d'un ami, l'a battu avant de le bâillonner et de lui attacher pieds et poignets avec du ruban gommé. L'ex a ensuite été enfermé dans le coffre de la voiture des assaillants. Après quelques minutes d'efforts, il a réussi à se libérer et à ouvrir le coffre. Le jeune homme a couru avertir les policiers qui ont aussitôt arrêté les deux agresseurs. Voyant cela, la jeune femme au centre de la querelle a décidé de porter plainte contre son ancien amoureux pour agression sexuelle. La jeune femme affirme avoir été violée il y a une semaine au cours d'un *party* bien arrosé. «Elle ne peut pas identifier l'agresseur, mais dit avoir trouvé la casquette de son ex au pied du lit, explique le sergent Norman Bérubé de la police de Rimouski. Elle pense avoir été agressée par plusieurs hommes.» La police ne sait pas encore si des accusations d'agression sexuelle seront déposées. I.M.

CLD DE LA MITIS

Le nombre d'entreprises aidées a triplé

CARL THÉRIAULT
Collaboration spéciale

RIMOUSKI — Le Centre local de développement de la Mitis (CLD) a aidé en 2001 trois fois plus d'entreprises à créer ou à consolider des emplois dans la région de Mont-Joël.

Plus de 30 entreprises, comparative-ment à 11 il y a deux ans, ont bénéficié des services directs du CLD de la Mitis,

qui a ainsi injecté 333 000 \$ pour générer un investissement total de 7,5 M\$. Une centaine d'emplois ont été créés ou sauvegardés. Le nombre de clients du CLD était aussi en hausse de 21 % l'an dernier, passant de 138 à 176.

«Il y a eu une augmentation des promoteurs dans des secteurs qui ont connu un gain de popularité tels que l'agriculture, le domaine industriel et celui des services», a relevé Annick

Marquis, directrice générale du CLD de la Mitis, qui tenait mercredi son assemblée générale annuelle.

Les entreprises de la relève agricole ont reçu un soutien de 45 000 \$ du CLD, en regard d'investissements de 3 M\$.

«La concrétisation de la prospection industrielle et l'évaluation de la possibilité d'implanter un incubateur d'entreprises feront aussi partie de nos priorités avec la politique de la ru-

ralité et la création d'une table de concertation en ruralité», a souligné Jean-Marie Thibeault, président réélu du CLD de la Mitis.

Dans le secteur de l'économie sociale, plus de 3 M\$ ont été investis dans une dizaine d'entreprises, sauvant 24 emplois et en créant 65 autres. À ce jour, 60 % des axes de développement du plan d'action ont été appliqués.

Réalisez vos projets

Vos projets sont uniques, votre vie est spéciale. C'est pourquoi chacun des conseils de la Banque de Montréal est différent. Pour planifier vos finances personnelles ou choisir un prêt hypothécaire, composez le 1 800 936-7044, visitez bmo.com/disponibleici ou rencontrez un de nos conseillers. Vous verrez, il s'adaptera à votre réalité.

Profitez



Banque de Montréal